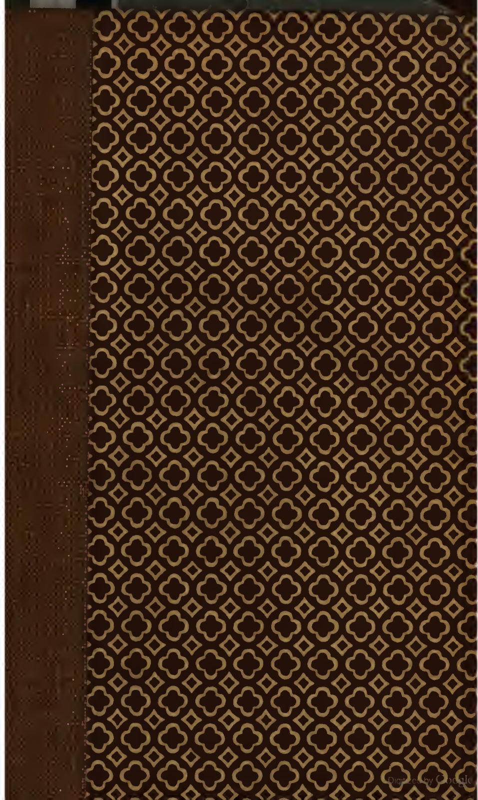
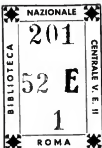






LES FINANCES

DE

LA RUSSIE

PAR

M. L. WOLOWSKI

Membre de l'Institut

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Cie

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

RUE RICHELIEU, 14

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS ROYAL GALERIE D'ORLÉANS 13 ET 17

186[illegible]

LES

FINANCES DE LA RUSSIE

PARIS — TYP. HENNUYER ET FILS, RUE DU BOULEVARD, 7.

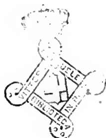
LES FINANCES

DE

LA RUSSIE

PAR

M. L. WOLOWSKI
Membre de l'Institut.



PARIS
LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET C[ie]
Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.
RUE RICHELIEU, 14.
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 15 ET 17.
1864

AVANT-PROPOS

La première partie de ce travail a paru dans la *Revue des Deux Mondes*[1]; nous y avons publié aussi la *seconde partie*[2], mais le défaut de temps et d'espace ne nous avait point permis de lui donner l'étendue qu'elle a reçue dans ce volume.

La meilleure réponse que nous puissions faire à des critiques, quelquefois peu bienveillantes, c'est de les reproduire en entier, afin que tout lecteur impartial puisse juger. Nous avons aussi, dans le

[1] Numéro du 15 janvier 1864.

[2] Numéro du 1er mars 1864.

même but, consacré la *quatrième partie* à la publication des documents officiels qui ont servi de point de départ à notre travail; nous avons ajouté au *bilan de la Banque de Saint-Pétersbourg* du 30 novembre 1863, que nous avions consulté en préparant notre premier article de la *Revue des Deux Mondes*, le bilan du 1er janvier 1864. On pourra les mettre en parallèle.

Enfin, il nous a paru utile de joindre à ce travail une *étude sur le papier-monnaie*, que nous venons de faire paraître dans le *Dictionnaire général de la politique*, publié par M. Maurice Block, œuvre sérieuse, à laquelle participent plusieurs de nos confrères de l'Académie des sciences morales et politiques, et qui obtient un légitime succès.

De cette manière, à côté des faits qui se produisent dans leur rigoureuse simplicité, nous avons placé la théorie, qui peut rendre compte de certains phénomènes, trop souvent mal compris.

Nous avons simplement indiqué dans la *pre-*

mière partie les faits relatifs à l'histoire des institutions de crédit de la Russie. Ils se trouvent rapportés d'une manière plus complète dans les *notes* insérées dans la *quatrième partie*, notes extraites de travaux que nous avons consacrés à la Russie en 1859 et en 1860, dans l'*Annuaire de la Revue des Deux Mondes.*

Aucun soin n'a été épargné pour que ce livre dissipe les doutes et fasse sérieusement connaître la question qu'il aborde, car nous désirons avant tout mériter qu'on lui applique la parole de Montaigne : « *Cecy est un livre de bonne foy.* »

PREMIÈRE PARTIE

LES FINANCES DE LA RUSSIE

LES

FINANCES DE LA RUSSIE

« La Russie est calme, majestueuse et puissante. L'Europe nous regardait à travers un nuage trompeur, et n'apercevait pas ce que nous sommes réellement. Nous avons soufflé sur ce nuage qui obscurcissait notre grandeur, et il s'est évanoui. » Faut-il juger de la situation de la Russie par ces fières paroles du prince Gortchakof [1], ou ne vaut-il pas mieux s'en rapporter à quelques documents officiels qui sont loin de justifier un tel langage? L'étude des faits, appuyée sur les documents mêmes publiés par le gouvernement russe, servira sans grande peine, nous l'espérons, à résoudre la question, et la réponse sera d'autant plus significative,

[1] Discours prononcé au club anglais de Saint-Pétersbourg le 22 décembre 1863.

que nous ne compliquerons cette étude d'aucune préoccupation étrangère au sujet. Interroger l'empire russe sur ce qu'il produit et sur ce qu'il dépense, rechercher les conditions du crédit dont il peut user, recueillir les témoignages et les contrôler par les faits, tel sera notre principal but.

Le prince Gortchakof prétend avoir dissipé le nuage trompeur qui voilait les ressources de la Russie; mais l'incontestable habileté de la diplomatie russe n'a-t-elle point servi au contraire à déguiser avec plus d'art les difficultés de toute nature contre lesquelles l'empire des tsars est condamné à lutter ? Le jour commence à se faire sur des questions que l'absence d'une publicité suffisante dérobait aux regards de l'Europe. On peut mieux connaître les forces productives et les forces militaires, les recettes et les dépenses du trésor, on est à même de se rendre compte de l'*état au vrai* des finances de la Russie. Une investigation calme, qui conduit à un tableau fidèle, est également dans l'intérêt de tous. L'Occident ne doit ni se dissimuler ni méconnaître une puissance avec laquelle il peut être appelé à se mesurer; mais il importe peut-être encore davantage au gouvernement russe de renoncer à des fictions hardies qui risquent de l'entraîner au delà du but. Il semble défier l'Europe en usant du prestige d'une grandeur singulièrement surfaite: ce fantôme prend

dans le lointain des proportions colossales, mais qui ne tardent point à s'amoindrir au rude contact de la réalité. L'exemple des dangers que ces fictions créent à la Russie elle-même est bien près de nous. Il suffit de remonter à la guerre d'Orient, commencée en 1854 et terminée en 1856.

Au moment où éclatait cette guerre, l'empereur Nicolas s'était laissé entraîner à une résistance impossible, dans l'espoir de fasciner le monde par l'étalage d'une puissance d'emprunt; l'histoire dira ce qu'un tel rêve lui a coûté. Cependant la Russie était plus forte alors qu'elle ne l'est aujourd'hui ; elle semblait organisée pour la conquête, elle avait fait par avance provision d'hommes et d'argent, comme le disait avec raison à cette époque un économiste éminent; elle possédait une armée plus nombreuse et mieux aguerrie; ses finances justifiaient déjà certaines inquiétudes, mais non de graves alarmes, et l'inflexible volonté de l'empereur ne rencontrait sur toute la surface d'un immense territoire qu'une obéissance aveugle et résignée. La Pologne et ses anciennes provinces réunies à l'empire n'étaient point en feu ; l'émancipation des serfs, cet acte mémorable du gouvernement d'Alexandre II, qui donnera plus tard de grands résultats, n'avait point ébranlé pour le moment les bases accoutumées de la production et du revenu public. La Russie n'était pas entrée

dans cette période périlleuse de transition où les bénéfices de l'ancien ordre des choses disparaissent sans que l'ordre nouveau ait encore pu produire les fruits autrement salutaires et abondants qu'il est permis d'attendre de l'avenir. Cependant une guerre de peu d'années a suffi pour amener les conséquences que l'empereur Nicolas repoussait en 1854 avec une arrogante incrédulité. Les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* n'ont certainement pas perdu le souvenir des pages fortes et brillantes consacrées, il y a dix ans bientôt[1], aux *finances de la guerre*. Le gouvernement russe essaya vainement de contredire, par l'organe d'un écrivain habile, M. de Tengoborski, des calculs que l'expérience a pleinement justifiés; en effet, après avoir réuni avec peine les moyens de fournir deux campagnes, à la troisième il reconnut la nécessité de la paix.

Depuis 1854, les finances de la Russie ont-elles justifié les prévisions de ceux qui croyaient à la prospérité croissante de l'empire, ou de ceux qui en doutaient, à moins d'un abandon des rêves et des traditions politiques du passé? La comparaison de deux époques devient ici instructive, et c'est avec le souvenir de 1854 que nous aborderons l'examen des ressources de 1863.

[1] Par M. Léon Faucher, 15 août, 1er septembre et 15 novembre 1854.

I

Les données officielles produites en 1854 par M. de Tengoborski[1] doivent être brièvement rappelées avant tout. La masse totale des billets en circulation s'élevait à 345,927,000 roubles[2], et la réserve métallique représentait encore 42 pour 100 de cette masse; elle était de 146,563,000 roubles (16-28 septembre 1854). C'était déjà, par rapport aux années antérieures, une augmentation notable sur la circulation fiduciaire et une diminution du gage en numéraire; mais l'échange des billets contre espèces continuait. Aujourd'hui le bilan de la Banque de l'État, du 30 novembre 1863, constate une somme de billets qui dépasse 634 millions de roubles; il ne porte la réserve métallique qu'à 56 millions de roubles[3], avec un complément de 12 millions en fonds publics. L'échange des billets, suspendu en 1855 et repris en 1862, est de nouveau arrêté depuis deux mois: les billets de banque descendent ainsi au rang des assignats.

La dette inscrite était au 1er janvier 1853 de 400 millions de roubles; elle avait presque atteint

[1] Dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1854.

[2] Le *rouble-argent* vaut 4 francs.

[3] Monnaie d'or, 42,829,142 roubles; — monnaie d'argent, 13,125,898 roubles; — lingots, 119,385 roubles.

650 millions au commencement de l'exercice 1863. Les *billets de série* (bons du trésor) ne dépassaient pas en 1854 60 millions de roubles ; ils ont monté au 1er janvier 1863 au chiffre énorme de 120 millions de roubles, et il a fallu créer cinq nouvelles séries de 3 millions chacune (15 millions de roubles) pour couvrir le déficit du budget de 1863. C'est, de ce chef seul, plus d'un demi-milliard de dette flottante. Il faut mentionner encore comme charge du trésor les billets 5 pour 100 émis pour 268,772,600 roubles, et 4 pour 100 émis pour 47,145,600 roubles, les 98,792,430 roubles de dépôts de la banque, les 38,194,555 dus à des dépôts divers, 36,880,742 à la caisse de Moscou, 27,155,610 des comptes courants, etc., et l'on arrive à un chiffre total qui dépasse, avec les billets en circulation, 1 milliard de roubles ou 4 milliards de francs !

Ces chiffres ont besoin d'explication, et de l'examen d'ensemble il faut passer à l'examen de détail, qui était assez laborieux en 1854, et qui est devenu plus facile en 1863. Le budget russe présentait jusqu'à ces derniers temps une terre inconnue, dont l'accès était interdit aux profanes. Ce fut une grande réforme, regardée comme un acte d'audace, que la publication, même incomplète et fautive, des états de recettes et de dépenses faites pour l'année 1862 par M. Kniajevitz, alors ministre des finances. Un travail plus exact a été préparé pour l'exercice 1863

par le ministre actuel, M. de Reutern. Il y a cependant entre ces deux documents un curieux point de similitude : les deux budgets se soldent par un déficit à peu près égal. Le chiffre avoué pour 1862 est de 14,757,899 roubles, et cinq séries de 3 millions de bons du trésor viennent combler pour 1863 un déficit pareil, qui atteint le nombre plein de 15 millions de roubles (60 millions de francs).

Au mois de mai 1863, M. de Reutern, ministre des finances, présentait au tsar le rapport sur le budget de l'empire pour l'exercice 1863[1]. Il suffit de l'interroger pour se convaincre combien les états dressés antérieurement étaient fautifs. Non-seulement un classement arbitraire défiait tout contrôle sérieux, mais des revenus nombreux, d'une nature analogue à celle des revenus généraux de l'Etat, entraient dans d'autres caisses que celles du trésor, et se trouvaient dépensés sans que le ministre en eût connaissance. Une commission spéciale a été chargée de poser des règles plus efficaces, et, par un décret impérial du 22 mai 1862, on s'est appliqué à introduire quelque ordre au milieu de ce chaos. Chaque administration a été appelée, non-seulement à changer toute l'économie de ses évaluations, mais encore à introduire dans son budget une masse de recettes et de dépenses qui n'y figuraient pas antérieurement. On a porté dans les

[1] Nous le publions dans la *quatrième partie* de ce travail.

budgets séparés tous les revenus de l'Etat, c'est-à-dire tous ceux qui antérieurement entraient dans les caisses du trésor et étaient inscrits dans le budget, ainsi que ceux qui étaient perçus par d'autres administrations, qui les dépensaient sans allocation budgétaire. D'un autre côté, on a porté aussi au budget les dépenses qui antérieurement étaient imputables sur ces revenus spéciaux. Cette déclaration explique suffisamment l'élévation subite du chiffre des recettes et des dépenses : pour la première fois, le budget présente le tableau complet des recettes et des dépenses de l'empire ; on y a porté pour 42,700,000 roubles (plus de 170 millions de francs) de revenus qui n'y figuraient pas antérieurement, et on y a inscrit pour 37,800,000 roubles (environ 150 millions de francs) de dépenses correspondantes. Un premier résultat de la concentration des services a donc été une augmentation de produit net au profit du trésor qui égale presque 20 millions de francs.

Ce n'est pas seulement dans les chiffres, c'est aussi dans le mode de classement que de nombreuses modifications se sont produites. Il est ainsi devenu fort difficile de comparer entre eux les divers chapitres des deux budgets de 1862 et de 1863. D'après le budget de 1863, les revenus sont évalués à 318,000,000 roubles (1,275,200,000 francs); en déduisant les 42,700,000 roubles qui ne figu-

raient pas dans les comptes précédents, reste une recette de 276,100,000 roubles (1,100 millions de francs), inférieure de 8,600,000 roubles (34,400,000 francs) à celle de 284,700,000 roubles portée au budget de 1862 avec les 5,400,000 roubles qui s'y trouvaient inscrits comme recettes d'ordre, et qui figurent maintenant aux revenus ordinaires. Cet affaiblissement du produit de l'impôt n'a pas été arrêté par les ressources que fournit la nouvelle taxe de patente pour l'exercice du commerce et de l'industrie, ni par un accroissement de 25 pour 100 sur la capitation des habitants des campagnes, ni par la surélévation de la redevance (*obrok*) dans les domaines de l'empire, qui donne cependant à elle seule un surcroît de 2,700,000 roubles (10,800,000 francs).

Aussi le besoin des économies a-t-il été hautement reconnu. Le budget des dépenses a été fixé pour 1863 à 330,535,000 roubles (1,340,140,000 francs). En déduisant les 37,800,000 roubles de dépenses assignées sur les sommes inscrites pour la première fois dans les perceptions du trésor, il reste une somme de 292,700,000 roubles en regard de celle de 310,619,000 roubles portée au budget de 1862. La diminution apparente d'environ 18 millions sur la dépense se réduit à 2,800,000 roubles (11,200,000 francs), si l'on retranche du chiffre de 1862, comme le fait le rapport, pour 4 mil-

lions de roubles de non-valeurs, 7,317,000 pour la préparation des approvisionnements d'eau-de-vie, et 3,710,000 pour projectiles et cuivres destinés aux ministères de la guerre et de la marine, articles qui ne doivent pas être pris en considération dans la comparaison avec le budget de 1863.

Quoi qu'il en soit, le ministre des finances reconnaît que comparativement à l'exercice 1862 l'évaluation des revenus présente une diminution de 8,680,000 roubles. Ce déficit se couvre jusqu'à la concurrence de 4,900,000 roubles par le surplus des revenus portés pour la première fois en compte sur les dépenses également inscrites pour la première fois au budget, et pour 2,800,000 roubles par les économies proposées: il se limite ainsi à 950,000 roubles; mais c'est un déficit nouveau qui s'ajoute à l'insuffisance des recettes, constatée déjà en 1862 comme s'élevant à 14,780,000 roubles; il est donc au total pour 1863 de 15,700,000 roubles (62,800,000 francs).

Certes le document officiel auquel nous venons d'emprunter ces indications décisives n'a point cherché à rembrunir le tableau. L'aveu qu'il contient justifie de graves réflexions. Dans une situation normale, les budgets russes se soldent par un déficit croissant, malgré le zèle et les lumières des hommes auxquels l'administration des finances se trouve confiée. C'est que la situation est tellement

tendue, que les plus habiles ne sauraient aisément la dominer. Voudra-t-on maintenant aggraver cette situation? S'efforcera-t-on de l'améliorer, ou seulement de la maintenir? Augmenter les sources de revenu, diminuer les sources de dépense, telle est la voie qu'indique le bon sens. Recherchons ce qu'on y peut faire, et voyons d'abord les sources de revenu.

Un budget de 1 milliard 300 millions est d'un poids écrasant pour un pays dont les ressources, il faut bien le dire, ne sont pas relativement bien considérables. L'industrie russe n'est pas encore, malgré de louables efforts, entièrement sortie de l'enfance; le commerce, peu développé, s'occupe surtout de l'échange des matières premières, l'agriculture souffre de la désorganisation causée par l'abolition du servage; elle solde aujourd'hui l'arriéré de misère et de souffrance, inévitable châtiment d'un trop long oubli des droits de la justice et de l'humanité. La noblesse est ruinée et ne possède point le capital nécessaire pour inaugurer un nouveau *ménage des champs*. On n'en est plus au temps où, comme le disait Sismondi, la culture du blé ne coûtait que les coups de bâton distribués aux paysans; il faut payer le travail de la terre, et partout les bras manquent; on ne peut recourir au concours énergique de la mécanique agricole, car celle-ci demande des déboursés considérables, elle



exige aussi des lumières qui font défaut. Les fermiers un peu aisés et entreprenants sont une classe presque inconnue; le tiers état agricole existe moins encore que le tiers état des villes. En un mot, la Russie est pauvre. Comment ne souffrirait-elle pas d'une charge aussi lourde que celle d'un budget de dépenses de plus de 1 milliard 300 millions? Celui-ci ne se borne point, comme dans les Etats de l'Occident, à prélever une partie de l'excédant des profits, sans cesse accru par le rapide mouvement de la production : il s'attaque à la substance même du travail, il dévore tous les germes de l'accroissement du capital d'entreprise et d'exploitation, sans lequel les nations se trouvent désarmées. Le sol, mal cultivé, ne donne que des récoltes misérables; les voies de communication ne se développent qu'avec lenteur, car les capitaux étrangers, attirés un moment par de brillantes promesses, se retirent d'un emploi qui ne présente ni grand avantage, ni sécurité suffisante; la fabrique languit et les échanges déclinent.

La Russie est pauvre : nous croyons cependant qu'on n'a pas toujours rendu justice aux efforts tentés par l'administration pour la faire riche. On a rendu le gouvernement responsable d'un mal dont il faut chercher les causes ailleurs et plus loin. Sans doute, des fautes ont été commises : la corruption, cette plaie honteuse qui ronge toutes

les branches du service public, est loin d'être guérie, et d'immenses réformes peuvent seules donner un agencement régulier à cette vaste machine; mais, pour emprunter un exemple à la mécanique moderne, les mesures les plus héroïques ne suffiraient pas, les rouages les mieux disposés ne sauraient marcher sans la vapeur, qui en est l'âme. Or la force motrice par excellence, l'initiative individuelle, l'activité intelligente, on la cherche en vain dans une organisation sociale qui ne s'est pas encore dégagée des langes du communisme, où l'esprit de liberté et les garanties de la propriété individuelle ont également peine à prévaloir.

La Russie est pauvre, nous le répétons, et les Russes que n'aveugle point un faux orgueil national, ceux qui possèdent des notions claires et précises sur la situation de leur pays, sont les premiers à en convenir. Un des organes les plus accrédités de la presse russe, *le Messager russe* (*Ruski Viestnik*), l'a fort bien démontré[1]. « On déplore, dit-il, la pénurie d'argent qui nous afflige, on en rend le gouvernement responsable, pour ne pas avouer que la pauvreté de la Russie en est la cause première. Il y a toujours assez d'argent dans un pays qui prospère sans que l'on imagine comme élément de richesse des émissions d'assignats, » et

[1] Septembre 1862.

pour exprimer sa pensée au moyen d'une métaphore hardie, l'écrivain ajoute : « C'est seulement à une époque toute moderne qu'on s'est figuré qu'il suffirait de fabriquer une paire de bottes pour faire marcher qui n'a pas de jambes. »

S'il est certain que la Russie produit peu, il ne l'est pas moins aussi qu'elle dépense beaucoup : particuliers et gouvernement marchent de pair sous ce rapport ; l'épargne, cette vertu des peuples qui grandissent, ne compte guère d'adeptes ni en haut ni en bas de l'échelle sociale, et, pour juger de la situation des masses, il suffit de se rappeler que l'impôt sur l'eau-de-vie fournit à lui seul plus du tiers du budget des recettes de la Russie, alors que l'impôt des boissons ne représente guère que le dixième du budget de la France.

Nous n'entendons pas plus dénigrer la Russie que nous ne voulons la flatter ; aussi aurons-nous à invoquer l'affirmation de témoins oculaires qui échappent à tout soupçon de partialité. Ils constatent les graves inconvénients du climat et du sol, qui ne pourraient être dominés que par un labeur acharné et par un capital abondant. Les vastes étendues de terrain ne sont une richesse qu'autant qu'elles se trouvent fécondées par le travail d'une population nombreuse et active. Tant vaut l'homme, tant vaut la terre, car c'est l'homme qui lui infuse la vie. C'est « l'homme qui fait la terre, »

suivant l'énergique expression de M. Michelet; or les paysans, à peine affranchis, ont besoin de temps pour secouer les vices et l'ignorance, cortége fidèle de l'esclavage, et pour conquérir l'énergie morale. Jusque-là, la production agricole, cette base fondamentale de la richesse du pays, ne peut que diminuer. Le paysan continuera à exploiter son champ avec une incurie traditionnelle, et le grand propriétaire sera forcé de réduire les ensemencements. La main-d'œuvre va devenir de plus en plus rare et chère. Ajoutez encore le nombre incroyable de jours fériés, car le paysan russe peut bien, lui aussi, dire *qu'on le ruine en fêtes*. Une augmentation d'impôts sera donc de longtemps impossible; le budget des recettes doit demeurer stationnaire. C'est du budget des dépenses qu'il faut s'occuper : le diminuera-t-on facilement?

Le service de la dette publique absorbe 57,457,217 roubles (environ 230 millions de francs). Loin de songer à réduire ce chapitre, le gouvernement russe fait de vains efforts pour l'augmenter en essayant de contracter de nouveaux emprunts. Le ministère de la guerre et celui de la marine absorbent environ 134 millions de roubles (536 millions de francs). Ici encore on remarque une tendance périlleuse vers un accroissement de charges. Tout a renchéri en Russie, notamment par suite de la dépréciation du papier-

monnaie, et l'entretien du soldat ayant été quelque peu amélioré, il en résulte une double cause d'aggravation pour la dépense.

C'est en faisant ressortir l'importance de ses forces militaires que la Russie aime à se poser devant le monde comme une puissance prépondérante. Le fameux « million de soldats » dont parlent tant de statistiques n'existe en réalité que sur le papier. La guerre de Pologne vient de montrer combien l'ensemble des troupes disponibles s'éloigne de ces données fantastiques. Et comment pourrait-il en être autrement? Depuis 1856, il n'y a pas eu de recrutement : celui qu'on opère à cette heure, en laissant de côté les anciennes provinces polonaises, ne fournira pas de si tôt des soldats capables de tenir la campagne, car ils ont besoin, en Russie plus qu'ailleurs, d'être longtemps exercés. Quelle est en réalité l'importance actuelle des forces militaires? L'auteur d'un excellent ouvrage de statistique comparée [1], M. Kolb, n'estimait récemment l'armée active qu'à 385,000 hommes, à savoir : infanterie, garde et grenadiers, 40,000 hommes; ligne, 130,000; — cavalerie régulière, 55,000 hommes; — artillerie et génie, 30,000 hommes; — armée du Caucase, 130,000 hommes; — total 385,000 hommes, auxquels on

[1] *Handbuch der vergleichenden Statistik*, 3e édition, 1862.

peut ajouter environ 150,000 hommes de corps de cosaques et de cavalerie colonisée. Ces chiffres semblent approcher de la réalité [1]. Au moment de la guerre de Crimée, la grande armée d'opération devait compter 418,166 hommes d'infanterie, 99,260 hommes de cavalerie et 31,548 hommes d'artillerie et de génie, c'est-à-dire en somme environ 550,000 hommes en dehors de l'armée du Caucase (dont l'évaluation variait de 116,000 à 165,000 hommes) et sans compter 126,000 hommes de troupes irrégulières et des colonies militaires. Avec cet effectif annoncé, la Russie n'a jamais pu réunir 200,000 hommes sur le principal champ de bataille. Les états, fictifs en partie, portaient l'armée du Caucase à 250,000 hommes. L'ensemble des troupes aux besoins desquelles l'intendance militaire devait pourvoir était évalué en 1855 à 845,900 hommes, et en 1856 à 796,975 hommes. L'absence du recrutement et de nombreux congés ont singulièrement diminué depuis sept ans ce chiffre purement nominal.

[1] M. Kolb nous semble ne pas estimer à un chiffre assez élevé les corps de la garde et des grenadiers; mais il y a double emploi quant à l'armée du Caucase, où se retrouve une partie de la cavalerie qui n'est pas comprise sous le nom de cavalerie régulière, notamment les cosaques de la ligne du Kouban. Il ne faut pas oublier non plus les pertes récemment subies par l'armée russe en Lithuanie et en Pologne.

Dans tous les pays, l'armée figure sur le papier pour une masse plus considérable que celle qui est présente sous les drapeaux. Cette différence est surtout fort grande en Russie, où elle sert à couvrir de nombreuses irrégularités administratives et de tristes déprédations. Ce qui existe au complet, ce sont les états-majors. Une feuille spéciale, *l'Invalide russe*, parlait en 1862 de 387 généraux et 30,051 officiers, dont 334 généraux et 19,025 officiers auraient été présents sous les armes avec 698,354 soldats; mais les cadres maintenus alors étaient loin de se trouver remplis. Toujours est-il que l'armée russe, bien qu'une des plus considérables de l'Europe, n'a point les proportions exagérées que lui prête une complaisante crédulité : la campagne de Pologne de 1831 et la lutte héroïque soutenue en ce moment par cet infortuné pays ont suffisamment prouvé combien il est difficile de rendre disponible pour la guerre du côté de l'Occident, en tenant compte des immenses espaces à garder et de la lutte du Caucase, un effectif de 200,000 hommes. Si on veut l'accroître, il faut des ressources financières que ne peuvent fournir ni l'impôt ni l'emprunt. La ressource extrême du papier-monnaie est également interdite, car la Russie souffre déjà d'un trop plein qui la menace d'une crise terrible. On est ainsi conduit à interroger la Russie, non plus sur ce qu'elle produit ou sur ce

qu'elle dépense, mais sur un troisième ordre de faits non moins considérable, sur les difficultés qui peuvent naître pour elle de l'assiette de son crédit.

II

L'administration publique de tous les Etats peut être envisagée comme une grande banque dont les sorties et les rentrées se balancent à la fin de l'année. Sans approuver un pareil expédient, on comprend que, profitant du mouvement du trésor et de la facilité qu'offre le payement de l'impôt, le gouvernement crée une monnaie fiduciaire qui se maintiendra dans la circulation sans l'encombrer, si on n'oublie point de la restreindre dans les limites marquées par l'importance même des recouvrements à opérer. La prudence la plus vulgaire commande de se tenir dans une limite du quart au tiers du montant total du budget des recettes, ce qui donnerait pour la Russie une marge d'environ 100 millions de roubles (400 millions de francs). Ce chiffre, déjà considérable, se trouve presque *septuplé*, sans que la possibilité de l'échange des billets contre espèces vienne raffermir la base chancelante d'une immense circulation fictive.

Rien de plus curieux ni de plus instructif que l'histoire du papier-monnaie en Russie ; elle nous offre le contre-pied des principes sur lesquels peut s'asseoir un crédit sérieux : l'audace des entreprises le dispute à la facilité avec laquelle les engagements les plus solennels se trouvent désertés. C'est encore un écrivain russe, justement accrédité, qui nous fournira les données précises propres à jeter la lumière sur ces graves questions [1]. La monnaie de papier apparut pour la première fois sous Catherine II; le manifeste publié par l'impératrice, le 29 décembre 1768, s'appuie sur cette circonstance, que la monnaie de cuivre, alors instrument principal de la circulation, se prêtait mal au mouvement commercial et au transport de place en place. Afin de donner au papier-monnaie, créé sous le nom d'*assignats*, la faculté de circuler comme le métal, le même manifeste ordonne qu'il soit reçu dans toutes les caisses publiques, à l'égal du numéraire, en payement d'impôts. On fit plus, on obligea les contribuables à s'acquitter au moins pour le vingtième en *assignats*. En outre, des bureaux d'échange des assi-

[1] M. Ivan Gorlov, professeur à l'université de Pétersbourg et inspecteur de la faculté de droit, a fait paraître en 1862 ses *Principes d'économie politique*. Le second volume contient (pages 200-227) les notions les plus complètes sur la circulation fiduciaire de la Russie.

gnats contre la monnaie de cuivre furent ouverts à Pétersbourg et à Moscou. Un brillant succès couronna cette première tentative, à tel point que les caisses publiques purent obtenir 1/4 pour 100 de prime à l'émission du papier. Afin de fournir la menue monnaie nécessaire aux transactions quotidiennes, on ouvrit en 1772 de nombreux comptoirs qui payaient les assignats en numéraire de cuivre.

Un oukase du 10 janvier 1774 avait prescrit de ne dépasser en aucun cas un total de 20 millions de roubles (80 millions de francs) pour l'émission des assignats ; mais cet engagement ne tarda pas à être violé : les besoins de la guerre de Turquie entraînèrent le gouvernement à se créer des ressources en usant du moyen trop commode que lui offrait la fabrication de la monnaie de papier. Un nouveau manifeste du 28 juin 1786 proclama l'assurance formelle que jamais la somme des assignats ne dépasserait 100 millions de roubles. Le manifeste affirmait que la masse déjà créée du papier-monnaie ne répondait pas aux besoins de la circulation ; mais l'expérience montra bientôt que le chiffre de 100 millions dépassait de beaucoup ces besoins, car la valeur des assignats déclina promptement. Déjà en 1787, le rouble d'argent (divisé en 100 kopecks) était payé 103 kopecks en assignats, le cours de ces assignats descendit à

108 kopecks en 1788, à 109 kopecks en 1789. Les dépenses occasionnées par les guerres de Turquie et de Pologne entraînèrent de nouvelles émissions de papier, et les cours continuèrent de fléchir[1]. Il était tout simple que le change sur l'étranger se ressentît de cet affaiblissement des cours, et c'est ce qui arriva. Une autre conséquence était inévitable: le renchérissement de tous les objets, la hausse du prix nominal des choses. Aussi l'oukase du 23 juin 1794 éleva-t-il le chiffre de la capitation des paysans, « vu que le prix accru de tous les produits leur permettait de gagner davantage par la culture et par d'autres travaux. » L'impôt des *guildes*, la quotité du capital exigé pour faire partie des trois corporations de marchands, la redevance sur le fer et le cuivre, le timbre, les droits sur les patentes, les priviléges, les passe-ports, tout fut accru. Un oukase du 28 juin suivant augmenta la solde de l'armée.

[1] Voici un tableau qui résume ce mouvement à la fin du siècle dernier.

	En circulation.	Emission nouvelle.	Prix du rouble-argent en papier.
1788.	40 millions de roubles.	60 millions.	105 kopecks.
1790.	100 —	11 —	115 —
1791.	111 —	6 —	123 —
1792.	117 —	3 —	126 —
1793.	120 —	4 —	135 —
1794.	124 —	21,5 —	141 —
1795.	145,5 —	4,5 —	146 —
1796.	150 —	7,7 —	147 —

A deux reprises, l'impératrice Catherine viola l'engagement pris de se renfermer dans un maximum déterminé d'émission. Elle avait dépassé la limite de 20 millions primitivement posée; elle franchit de même celle de 100 millions fixée plus tard. A sa mort, la somme du papier-monnaie s'élevait à 157,703,000 roubles. Ses successeurs ne s'arrêtèrent point en si beau chemin. En 1810, les assignats s'élevaient au chiffre colossal de 577 millions de roubles. Alexandre I[er] reconnut, par son manifeste du 2 février 1810, cette masse de papier comme dette de l'Etat; il lui donna pour garantie l'ensemble de la fortune publique, en ajoutant qu'aucune nouvelle émission de monnaie de papier n'aurait plus lieu. Cette promesse eut le sort de celles qui l'avaient précédée : en 1817, le total du papier-monnaie atteignait 836 millions de roubles.

Il est difficile de le nier après de pareils précédents, la facilité de créer la monnaie de papier recèle une fatale puissance d'expansion qui ne peut céder qu'à un moyen radical : si on recule devant l'application d'un remède héroïque, on aggrave le mal, on l'étend et on expose tout l'organisme de l'Etat à un terrible ébranlement. Les résultats des nouvelles émissions se montrent d'ailleurs invariablement les mêmes : la monnaie métallique continue de monter par rapport au

papier-monnaie, le change ne cesse de fléchir, et le prix nominal de toutes les marchandises s'élève aussi en causant la ruine des particuliers et des pertes sensibles pour l'État.

De 1798 à 1817, la masse du papier-monnaie avait plus que quadruplé, en entraînant la réduction de la valeur réelle du rouble-assignat au quart de la valeur nominale, et même au-dessous. Dès 1810 cependant, afin de rétablir l'équilibre rompu par une émission inconsidérée de papier, un manifeste du 27 mai avait annoncé un emprunt intérieur et la vente d'une partie des domaines de l'Etat; l'impératrice Catherine avait déjà songé à une pareille mesure. C'est en 1817 seulement que ces projets purent se réaliser en partie : un emprunt fut contracté à 83 1/3 pour 100 en obligations produisant 6 pour 100; il eut lieu en papier-monnaie, de manière à consolider au moyen d'une dette portant intérêt une portion de la dette improductive. Cette opération fut renouvelée en 1818, au taux de 85 pour 100; en 1820, un nouvel emprunt 5 pour 100 fut conclu au dehors en numéraire au taux de 72 pour 100, ce qui procura au gouvernement une ressource de 29 millions à peine contre un engagement porté à 40 millions; d'autres emprunts analogues suivirent, au taux de 77 et 77 1/2, et une partie des sommes ainsi obtenues fut remise à la commission d'amor-

tissement de la dette, chargée de retirer par ce moyen une certaine quantité de papier-monnaie de la circulation. La masse du papier fut réduite en 1822 à 595,776,000 roubles.

C'était le comte Cancrin qui prenait à cette époque la direction des finances ; il se refusa résolûment à transformer une dette sans intérêts en une dette qui entraînait des charges annuelles pour le trésor. Il préféra soutenir, autant que faire se pouvait, le cours de la monnaie de papier, en attendant le moment où il pourrait lui substituer le numéraire, sans courir le risque d'acheter par un sacrifice permanent la perspective de nouvelles émissions fiduciaires et de nouvelles révolutions dans les prix. Il demeura fidèle à cette résolution, et cette fermeté, qui fit maintenir jusqu'en 1839 les 595,775,000 roubles-assignats sans aucun accroissement fait d'autant plus d'honneur au ministre, que la situation des finances avait été exposée à d'autres échecs par les campagnes de Turquie et de Perse et par la guerre de Pologne.

Pendant cette période, il se manifesta un singulier phénomène, d'une explication difficile. Tandis que les caisses publiques acceptaient le rouble de papier au taux nominal, le rouble d'argent à 3 roubles-assignats 60 kopecks, et la demi-impériale d'or à 18 roubles 25 kopecks, le commerce et le public admettaient un autre cours, à savoir : le

rouble de papier à 1 rouble 27 kopecks, le rouble d'argent à 4 roubles 30 et 40 kopecks, la demi-impériale à 23 roubles. On ne voyait dans ces variations, qui affectaient rudement les échanges, et dont le pays se plaignait hautement, en les dénonçant comme le fruit de l'agiotage, qu'une spéculation des changeurs. Le gouvernement résolut de mettre un terme à ce triste état des choses par une mesure décisive : un manifeste du 1er juillet 1839 déclara que le rouble-argent serait désormais, et d'une manière invariable, la seule monnaie légale de l'empire, et que les assignats, ramenés à leur rôle primitif de monnaie auxiliaire, seraient admis d'une manière fixe pour une valeur de 3 roubles 1/2 contre un rouble-argent. Tous les engagements entre particuliers et vis-à-vis du trésor devaient désormais être conclus et acquittés sur le pied du rouble-argent. Il fut sévèrement interdit d'attribuer, dans aucun cas, aux assignats une valeur différente de celle prescrite par le nouveau manifeste, et il fut ordonné que tous les cours seraient cotés en argent. Cette mesure fut bientôt suivie du retrait des assignats ; de nouveaux billets de crédit de l'Etat les remplacèrent : ils devaient asseoir d'une manière définitive le régime du numéraire métallique. Ce sont ces billets qui circulent encore aujourd'hui en Russie, en s'éloignant, hélas ! de la pureté que le comte Cancrin voulait

leur conserver. Le retrait des assignats fut ordonné par le manifeste du 1er juin 1843, « afin de simplifier les moyens de circulation et pour réaliser d'une manière générale l'unité de la valeur métallique. » En place des 595,776,000 roubles-assignats, il ne devait plus circuler que 170,221,714 roubles-argent, sur le pied de 3 roubles 50 kopecks en assignats pour un rouble-argent[1].

Les billets de crédit de l'Etat reçurent la garantie de tout le domaine public; mais, pour maintenir un cours régulier, il fallait satisfaire à une autre condition bien plus efficace, en assurant l'échange constant des billets contre les espèces métalliques. Sur un ordre impérial, au mois de décembre 1844, on transporta à la citadelle de Saint-Pétersbourg, sous le contrôle de vingt-quatre membres de la délégation de la bourse, un fonds métallique de 70,464,245 roubles 99 kopecks, partie en argent, partie en or, en lingots ou en espèces. Ce dépôt fut soumis à la vérification du commerce de Saint-Pétersbourg, représenté par une députation. Il fut accru, le 14 juillet 1845, d'un supplément de 12,180,000 roubles d'or et d'argent. On pensa de cette façon avoir fourni une garantie suf-

[1] On constata à cette occasion que 12,287,000 roubles-assignats ne se présentèrent point à l'échange; ils étaient perdus. Par contre, on produisit pour 6,857,000 roubles faux, fruit de la contrefaçon.

fisante pour l'échange régulier des 170 millions de roubles en billets, le fonds de réserve s'élevant environ à la moitié du papier en circulation.

C'est de cette époque (1844-45) que date la courte période de la splendeur financière de la Russie. Pour mieux assurer le prestige de sa puissance, l'empereur Nicolas fit alors pour 100 millions de placements en fonds publics étrangers. On se rappelle la sensation produite en 1847 par l'achat pour une somme de 50 millions de nos rentes françaises 5 pour 100, au taux de 115 fr. 75 c., ce qui permit à la Banque de France de faire face aux nécessités créées par l'approvisionnement des céréales. Les événements de 1848 et la campagne de Hongrie ne tardèrent point à modifier la situation : de nouvelles émissions de papier rouvrirent la triste voie que le comte Cancrin avait cru fermer sans retour. On fit pour les billets de l'empire ce qu'on avait fait pour les assignats de Catherine et d'Alexandre, avec cette différence que l'expansion du papier fiduciaire devint encore plus rapide.

Dès 1849, la somme des billets dépassa 300 millions de roubles. La guerre d'Orient amena une véritable avalanche de papier-monnaie. Au début, il y eut encore une certaine modération dans l'emploi de cette périlleuse ressource, et le gouvernement s'attachait à conserver un encaisse mé-

tallique correspondant à la masse des valeurs fiduciaires jetées dans la circulation. Au mois de mars 1854, le fonds de garantie déposé à la forteresse montait à 159,918,000 roubles-argent; il était encore au mois de septembre de la même année de 146,563,000 roubles, représentant plus de 42 pour 100 de la masse totale des billets, qui montait alors à 345,927,000 roubles. Ce chiffre ne tarda point à s'enfler pendant que la réserve métallique baissait. Il s'éleva, vers la fin de 1854, à 356 millions de roubles, en 1855 à 509 millions, en 1856 à 689 millions, en 1857 au total prodigieux de 735 millions de roubles, près de 3 milliards de francs, et l'échange contre espèces fut suspendu. Les causes qui avaient précipité la baisse des assignats commencèrent à se manifester, et l'on est menacé aujourd'hui de voir des désastres analogues se produire à la suite des mêmes erreurs.

Une masse de papier plus que doublée dans l'espace de quatre ans est un phénomène des plus inquiétants. On a beau recourir à des interprétations plus ou moins ingénieuses et nous présenter la Russie comme un monde à part, où rien ne se passe comme ailleurs, un pays qui a 3 milliards de papier-monnaie non remboursable, alors que les billets réunis de toutes les banques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande ne dépassent pas 1 milliard et sont échangeables contre espèces, alors que la

circulation fiduciaire de la Banque de France, couverte de la même garantie, est toujours restée au-dessous de 900 millions, un tel pays est exposé à un grave danger. Quiconque ne se laisse point éblouir par des sophismes sait à quoi s'en tenir sur une situation aussi anormale. Avec une richesse qui n'équivaut pas au tiers de celle de la France et de l'Angleterre, avec un mouvement d'échanges singulièrement restreint, comment concevoir cette masse d'environ 3 milliards de billets, couverte à peine par une réserve métallique qui n'équivaut pas au dixième de la circulation fiduciaire? Nous savons que le défaut de confiance interdit en Russie des opérations faites à crédit sur une large échelle : il suffit de connaître la triste condition du portefeuille de la Banque de l'Etat pour ne pas en douter; mais les opérations au comptant ont elles-mêmes besoin d'une autre sécurité que celle que peut offrir un papier mobile dans sa valeur, déjà déprécié et sans cesse menacé d'une dépréciation plus forte. Rien ne peut, en effet, empêcher la marche naturelle des choses; à mesure qu'on multiplie les billets, le papier chasse le numéraire, l'exportation des métaux précieux s'accroît, et le change tombe, pendant que le prix nominal des marchandises s'élève. L'or et l'argent ne pouvaient tarder, en présence d'une émission exagérée, à gagner un agio de 10 pour 100.

Il faut dire que, même avant la guerre de Crimée, l'échange des billets contre espèces n'était pas illimité. Le treizième chapitre de la décision du 1er juin 1854 portait : « Afin d'assurer l'échange de la monnaie de papier pour de petites sommes, les caisses de l'État dans les gouvernements payeront à présentation des billets jusqu'à concurrence de 100 roubles en espèces sonnantes. » La caisse de Saint-Pétersbourg remboursait seule, sans aucune réserve, les billets présentés par la même personne, et la banque de Moscou les payait jusqu'à la concurrence de 3,000 roubles. Néanmoins le cours du papier s'est maintenu jusqu'au moment où des émissions surabondantes sont venues le déprécier.

Il se produisit alors un phénomène curieux : les dépôts faits dans les anciens établissements de crédit de l'empire s'accrurent, non par suite d'une confiance plus grande des particuliers, mais à cause de l'exubérance même du papier et du défaut d'autre emploi. L'esprit d'entreprise, le mouvement industriel, les opérations qui demandent du temps pour donner des résultats, tout ce qui dans l'Occident ouvre un débouché assuré à la formation des capitaux, tout cela manque ou n'existe en Russie que dans des limites étroites. Au lieu d'alimenter par leur concours les forces vives de la civilisation, les capitaux ont eu toujours dans ce pays une propension *à prendre leurs invalides,*

comme le disait Jacques Laffitte des fonds employés en rente. L'échange facultatif contre argent étant supprimé, il fallait bien trouver un autre déversoir pour la masse exubérante du papier-monnaie. Les *billets de crédit* sans intérêt profitèrent, en affluant dans les caisses des banques, de la facilité qui leur était offerte de s'échanger contre des certificats de dépôt, transmissibles de main en main et productifs d'un revenu, véritables billets de banque à intérêts, toujours échangeables contre les billets de crédit de l'empire, car on pouvait réclamer à volonté le montant des dépôts. Le gouvernement se faisait remettre par les banques les fonds disponibles, qu'il augmentait au moyen de nouvelles émissions de papier, en arrivant par ce circuit à un emprunt déguisé, conclu sous la forme la plus périlleuse. En effet, toute cette masse de dépôts constituait une créance exigible, tandis que la partie employée autrement qu'aux besoins du trésor était prêtée à longs termes aux propriétaires fonciers. Ceux-ci ne trouvaient que dans les banques de l'Etat les fonds dont ils avaient besoin, car les lois relatives au crédit personnel et les difficultés d'obtenir justice tarissaient la source des emprunts entre particuliers, en arrachant à M. de Tengoborski ce triste aveu : « En Russie, le débiteur ne paye que quand il veut, ce qu'il veut, et comme il veut. »

Il est superflu de s'étendre ici sur l'histoire des anciens établissements de crédit de l'empire, — lombards[1], banques de prêt à la propriété, etc., — englobés aujourd'hui à Saint-Pétersbourg dans la Banque de l'Etat[2]. Les statuts de cette banque, qui résume aujourd'hui tout le mouvement du crédit de la Russie, datent du 31 mai 1860. Elle a été fondée avec un capital de 15 millions de roubles; les encaisses des anciens établissements de crédit lui ont été remis, et elle répond de leurs engagements. Le but principal qui lui est assigné, c'est de *consolider le système de la monnaie fiduciaire;* mais les moyens mis à sa disposition ne cadrent guère avec la grandeur d'un pareil résultat. Cette vaste machine de liquidation et de centralisation des obligations fiduciaires et de la dette flottante de l'empire pèche par la base. Au 1er mai 1861, le bilan de la Banque de l'Etat, remarquable par l'exiguïté du portefeuille commercial, qui dépassait à peine 50 millions de francs (13,648,344 rou-

[1] Nom donné abusivement aux caisses de l'institution des enfants trouvés.

[2] Nous avons publié dans l'*Annuaire* de la *Revue des Deux Mondes* de 1858-1859 et dans celui de 1860 des détails précis à ce sujet. Nous reproduisons ces deux notes dans la quatrième partie de ce travail. Il est utile de rappeler qu'en vertu d'un oukase du 10 avril 1859 il a été interdit aux institutions de crédit de consentir aucun prêt nouveau, ni aucun renouvellement d'un prêt ancien aux propriétaires fonciers, privés ainsi d'une indispensable ressource.

bles), n'offrait qu'une réserve métallique de 86 millions de roubles (344 millions de francs) en présence de 714,627,069 roubles (2 milliards 856,000 francs) de billets en circulation. Aussi le cours du change continuait-il à peser d'une manière défavorable sur toutes les transactions. L'esprit d'entreprise, qui parut se réveiller un moment, ne tarda point à s'engourdir en présence des échecs subis. Tout se tient, tout se lie dans l'organisme social : pour donner une impulsion active au travail, il faut rétablir la confiance, et la première condition pour faire renaître la confiance, c'est de soustraire à un régime anormal le signe et le gage des échanges, la monnaie. L'intelligent sous-gouverneur de la Banque de l'Etat, M. Eugène Lamanski, rédigea au commencement de 1862 un mémoire sur les *motifs de la désorganisation du système de crédit en Russie et les moyens de le rétablir*. M. Lamanski mettait résolûment le doigt sur la plaie : les difficultés financières de l'empire tiennent avant tout à l'instabilité de l'instrument monétaire. Les billets de crédit à cours forcé subissent un taux variable en présence de l'or et de l'argent, devenus des marchandises dans la stricte acception du terme. Le billet d'un rouble n'est plus l'équivalent de 4,21 zolotniks d'argent (20 grammes 724, au titre de 878 millièmes, ce qui équivaut à 4 francs). Le cours défavorable du

change l'a déprimé jusqu'à 3 fr. 30 c.; il est remonté à 3 fr. 60 c., mais sans pouvoir s'y maintenir. Pour sortir de l'impasse où elle se trouve engagée, la Russie doit avant tout renoncer à user de la multiplication de la monnaie de papier comme d'une ressource financière de gouvernement; elle doit rentrer dans la vérité en supprimant le cours forcé par l'échange facultatif des billets en espèces, qui à lui seul suffira pour poser une digue au débordement de la monnaie fiduciaire et pour obliger l'administration à compter avec les ressources réelles du pays.

Telles étaient les considérations sur lesquelles s'appuyait M. Lamanski quand il demandait que le gouvernement déclarât solennellement qu'il renonçait à tout jamais à mettre des billets en circulation pour subvenir aux besoins du trésor. Il est vrai que cette promesse avait été faite inutilement déjà, et par l'empereur Alexandre Ier et par l'empereur Nicolas : serait-elle mieux tenue aujourd'hui? Une mesure plus sérieuse et la seule efficace consisterait dans l'échange assuré des billets contre espèces. M. Lamanski proposait de le garantir par le dépôt métallique de la forteresse, qu'il évaluait à 100 millions de roubles (chiffre au-dessus de la réalité), et qu'il voulait compléter par la faculté donnée à la Banque d'aliéner suivant les nécessités les domaines, forêts, usines, fabri-

ques et chemins de fer appartenant à l'Etat. Moyennant ces ressources et une organisation de la Banque, transformée en société d'actionnaires et munie pour vingt-huit ans du privilége de l'émission des billets payables à vue, M. Lamanski demandait la reprise immédiate du remboursement des billets de l'Etat, en suivant une échelle de prix ainsi fixée : le point de départ aurait été, non pas le cours légal de la demi-impériale d'or (5 roubles 15 kopecks), mais la valeur du jour. Pendant toute l'année 1862 la Banque l'aurait échangée contre 5 roubles 70 kopecks en papier, pendant les six premiers mois de 1863 contre 5 roubles 50 kopecks, pendant le second semestre contre 5 roubles 35 kopecks, pendant l'année 1864 contre 5 roubles 25 kopecks; à partir du 1er janvier 1865, la demi-impériale aurait été délivrée au prix du cours légal, contre 5 roubles 15 kopecks.

L'idée mère du système de M. Lamanski, le remboursement en espèces d'après une échelle mobile, ne tarda pas à être appliquée, sans que le gouvernement mît en pratique les autres indications de son mémoire. Un emprunt de 15 millions de livres sterling fut contracté en titres 5 pour 100, et une décision impériale du 4 avril 1862 en destina le produit à fortifier l'encaisse métallique de la Banque, qui s'élevait à 79 millions en or et en argent et à 12 millions en in-

scriptions de rentes. Les billets reçus en échange des sommes provenant de l'emprunt devaient être immédiatement détruits, et la Banque de l'Etat ne devait plus émettre de billets nouveaux que contre espèces d'or et d'argent ou en échange d'anciens billets. Le ministre des finances ordonna, le 25 avril 1862, que le remboursement en numéraire aurait lieu dans des conditions ainsi déterminées : il devait commencer le 1er mai 1862, et l'on fixait à 5 roubles 70 kopecks la valeur de la demi-impériale d'or, à 110 1/2 kopecks celle du rouble d'argent. A partir du 1er août de la même année, les prix étaient réduits à 5 roubles 60 kopecks pour la demi-impériale et à 108 1/2 kopecks pour le rouble. Des diminutions ultérieures devaient successivement amener l'échange au pair. C'était un véritable atermoiement, avec perte sensible pour les créanciers de l'Etat. Le manifeste de 1839 avait établi le rouble-argent comme unité monétaire invariable; la mesure de 1862 transfère cette qualité au rouble de papier. Le manifeste de 1839 fixait à 5 roubles 15 kopecks le prix de la demi-impériale; le nouveau règlement altère cette base fondamentale. Le manifeste de 1839 interdit absolument d'attribuer à la monnaie de papier un cours différent de la valeur officielle « établie d'une manière permanente et invariable. » Le gouvernement violait ostensiblement en 1862 cette

prescription légale, tout comme il détruisait l'engagement contracté en 1843 quant au remboursement intégral en numéraire. Il proclamait une fois de plus ce triste axiome : « Nécessité n'a point de lois. » Si du moins cette violation avait conduit, au bout d'une courte période de transition, au rétablissement de l'ordre légal! On avait pu en concevoir un moment l'espérance. En vertu de résolutions prises ultérieurement, la Banque décida l'échange sur le pied d'un tarif décroissant pour l'or et l'argent, de manière à réaliser le remboursement au pair à partir du 1er janvier 1864. Elle atteignait un double but par cette mesure : elle relevait le change et diminuait le nombre des demandes de remboursement[1]. Il semblait que la Russie allait définitivement rentrer dans la vérité de la circulation monétaire; le cours du change s'en ressentit d'une manière très-favorable.

Au mois de mai 1862, le cours sur Paris était

[1] Voici l'échelle des prix d'échange du papier contre le numéraire, fixés à partir du 1er octobre 1862 :

	Par demi-impériale.	Par rouble d'argent.
1er octobre 1862	554 kopecks.	107 1/2 kopecks.
1er novembre	551 —	107 —
1er décembre	549 —	106 1/2 —
1er janvier 1863	546 —	106 —
1er août	528 —	102 1/2 —
1er septembre	525 —	102 —
1er octobre	523 —	101 1/2 —
1er novembre	520 —	101 —
1er janvier 1864	515 —	100 —

de 355 fr. 50 c. par 100 roubles ; il s'éleva en juin à 358 fr. 80 c., en juillet à 362 francs, en août à 364 francs, en septembre à 368 francs, etc., en suivant une marche progressive qui a fini par le rapprocher du pair. Pour inspirer une confiance plus absolue, on devança de quelques mois l'accomplissement de la promesse du remboursement des billets au pair ; mais cette illusion fut de courte durée et suivie d'une lourde chute, cause de nombreux désastres. Ce dernier chapitre de l'histoire du papier-monnaie russe n'est pas le moins curieux ni le moins fécond en enseignements. Alors qu'elle semblait entrer dans le port, la Banque de l'Etat a fait naufrage. En vertu d'une autorisation impériale communiquée par le ministre des finances en date du 7-19 novembre 1863, la Banque de l'Etat a subitement arrêté jusqu'à nouvel ordre tout échange de billets : le cours forcé a reparu, accompagné de son cortége habituel de dépréciation. Comment ce changement à vue a-t-il pu s'opérer après un acte tel que l'échange au pair qui devançait l'époque fixée du 1er janvier 1864? Un organe russe, le *Journal de Saint-Pétersbourg*, s'est chargé de l'expliquer.

Depuis le 1er mai 1862, jour où a commencé l'échange à prix réduit, jusqu'au 1er janvier 1862, le numéraire métallique payé avait dépassé en huit mois le numéraire reçu par la Banque de 10,037,000 rou-

bles, c'est-à-dire de 1,250,000 roubles en moyenne par mois ; le cours du change avait haussé de 4 1/2 pour 100. L'excédant de sortie des espèces, principalement de l'or, s'est accru depuis. Il s'est élevé à 2,287,000 roubles au mois de janvier, à 4,921,000 en février, à 7,723,000 en mars, à 10,213,000 en avril, à 10,367,000 en mai, à 2,233,000 en juin, à 6,751,000 en juillet, et à 4,408,000 dans les premiers jours d'août. Depuis le 6 août, la Banque délivra, au lieu d'or, de l'argent en échange des billets. Les demandes de remboursement diminuèrent, mais on multiplia celles des lettres de change, ce qui altérait les cours. La Banque résolut de les soutenir en délivrant les lettres de change à un taux rapproché de celui de l'argent. Soit qu'elle essayât de faire tête à l'orage en affectant une confiance absolue, soit que des intérêts puissants l'eussent poussée à cette détermination, elle délivra, sur les sommes de l'emprunt encore disponibles à l'étranger, en échange des billets de crédit, des traites sur diverses places, au lieu de donner de l'or à Saint-Pétersbourg. Elle céda ces traites à un taux qui a été maintenu au pair pendant deux mois. Dans une lettre livrée à la publicité, M. le baron Stieglitz, gouverneur de la Banque de l'Etat, déclare, le 28 novembre 1863, que celle-ci a usé de l'autorisation dont elle avait été munie, en donnant des roubles espèces contre des roubles-papier dès le 1er septem-

bre 1863, au lieu de ne le faire que depuis le 1er janvier 1864, comme elle l'avait annoncé. Elle a ainsi fourni l'occasion, pendant deux mois, d'acheter des traites au pair sur l'étranger, ou de prendre des roubles effectifs : les mieux instruits et les plus avisés n'en ont-ils pas principalement profité? C'est là surtout le reproche qu'on a fait à la Banque : elle a été accusée d'avoir fait subir de lourdes pertes au trésor et d'avoir créé une position obscure ; rien ne la forçait à hâter l'accomplissement d'une promesse dont elle pouvait dès lors mesurer tout le fardeau. M. Stieglitz se rejette sur la bourrasque financière et sur l'inquiétude causée par les complications politiques ; mais est-ce que ce malaise ne date que du mois de novembre 1863 ?

Les hommes compétents ne s'y étaient pas trompés : ils avaient jugé les moyens artificiels employés pour soutenir les cours. Le change du 29 octobre 1863 était à 396 francs sur Paris : dès le 1er novembre, il est tombé à 367, sans se relever guère depuis et en redescendant aux environs de 350. Les Russes eux-mêmes ont jugé que la Banque avait eu raison de renoncer à user de moyens factices; « en matière de finances tout comme en médecine (lisons-nous dans une correspondance de Saint-Pétersbourg du 16-23 novembre 1863), les palliatifs n'ont jamais servi à grand'chose. On a

dépensé de grandes sommes en pure perte pour soutenir les cours. »

Sans entrer dans ces querelles d'intérieur, qu'il nous suffit de signaler, nous devons ajouter qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, le même résultat menaçait inévitablement la Russie. La velléité d'un retour à une situation monétaire normale ne pouvait aboutir en présence des embarras presque irrémédiables du trésor. La réserve métallique a baissé dans une proportion plus forte que celle du retrait des billets de la circulation. Après s'être élevée en octobre 1862 à plus de 93 millions de roubles, en présence d'une circulation de 696,831,672 roubles-papier, elle est descendue, il y a un mois à peine, ainsi que le constate le bilan de la Banque de l'Etat publié le 30 novembre 1863, à 68 millions de roubles, dont 56 seulement représentent l'encaisse métallique, et 12 millions des fonds publics, alors qu'il restait en circulation une masse de billets s'élevant à 634,773,929 roubles, plus de 2 milliards 1/2 de francs : la proportion du métal au papier se trouverait donc réduite à un onzième!

Tout ce bilan, soigneusement étudié, est loin d'ouvrir à la Russie de brillantes perspectives. Si le prince Gortchakof était descendu des nuages, où il semble planer, à ces modestes détails du ménage politique, il se serait peut-être exprimé avec plus de modestie.

La Banque porte à son actif pour 568 millions de roubles le solde dû par le trésor de l'Etat pour les billets de crédit, en dehors des 152 millions dus par lui aux succursales, c'est-à-dire 720 millions de roubles, environ 3 milliards pour ce chapitre de la dette flottante, qui constitue la principale ressource de l'établissement, car comment lui rentreront dans les circonstances actuelles les 357 millions de roubles, solde des emprunts faits par des particuliers et payables en divers termes, de quinze à trente-sept ans? Le portefeuille ne mentionne que 5 millions de lettres de change, et contient pour 208,294 roubles de lettres de change protestées. Quel triste reflet de la situation commerciale de l'empire!

La Banque de l'Etat porte à son passif, outre les 634 millions de roubles de billets de crédit, véritable dette publique sans intérêts, plus de 268 millions de billets à 5 pour 100, et 47 millions de billets à 4 pour 100. Les dépôts à la Banque atteignent presque 100 millions de roubles; elle doit 27 millions en comptes courants particuliers, 45 millions aux comptes courants des comptoirs, et 43 millions à divers, pour ne parler que des principaux articles de ce passif colossal, qui s'élève à plus d'un milliard 200 millions de roubles, environ 5 milliards de francs, en dehors du capital de la Banque et déduction faite de la réserve

métallique, sans qu'il soit couvert autrement que par les engagements du trésor et par des prêts hypothécaires d'un recouvrement lointain et incertain.

Lorsqu'on rapproche ce résultat du tableau peu consolant que présente un budget en déficit, on ne s'étonne pas de la réserve générale contre laquelle ont échoué les derniers efforts de la Russie pour obtenir un nouvel emprunt extérieur ; mais il est permis de s'émerveiller de l'assurance avec laquelle ses hommes d'Etat parlent de sa grandeur et de sa puissance, et paraissent la pousser dans les hasards d'une lutte formidable. Comment lui serait-il possible de subir les lourds sacrifices de la guerre, alors que les recettes du trésor ne sauraient augmenter, qu'elle voit tarir les sources du crédit extérieur, et qu'elle risque déjà de fléchir sous le poids d'une dette flottante énorme et d'un papier-monnaie exubérant? S'il est un pays auquel un vaste déploiement de forces semble interdit aujourd'hui, c'est la Russie. Elle a plus que personne besoin de se retremper dans la paix pour traverser la période pénible des premières années de l'émancipation des paysans. Tout lui commande de se transformer, de renoncer à des visées trop ambitieuses et à d'injustes prétentions, à moins qu'elle ne soit décidée à s'abîmer dans une banqueroute colossale, qui consommerait d'effroyables ruines sans présenter de chance plausible de salut.

DEUXIÈME PARTIE

RÉPONSE

A QUELQUES PUBLICISTES RUSSES

RÉPONSE

A QUELQUES PUBLICISTES RUSSES

On ne saurait traiter des finances de la Russie sans s'exposer à de vives réponses, et notre modération même en pareille matière a été présentée comme suspecte. A quelles amères critiques ne faudrait-il donc pas s'attendre, si, au lieu de se contenter de l'éloquence des faits, on empruntait le langage des fonctionnaires russes les plus considérables! Ce langage est significatif; on en jugera par un seul exemple, emprunté à une récente correspondance de Saint-Pétersbourg. Il y a un mois à peine, on offrait au général Tchevkine, l'ancien ministre des travaux publics, de le charger de l'administration des finances; il répondit: « Pour accepter le portefeuille des finances dans l'état de choses actuel, il faut être un homme de génie ou un fou, et, comme je ne suis ni l'un ni l'autre, je le refuse [1]. »

En essayant d'exposer ici l'état réel des finances russes, nous n'étions pas, malgré notre soin scrupuleux de n'admettre que des faits sévèrement con-

[1] *L'Indépendance belge* du 15 février 1864.

trôlés, à l'abri de quelque inquiétude. Une erreur involontaire, n'eût-elle porté que sur des données d'une faible importance, risquait, auprès d'esprits prévenus, de répandre quelque ombre sur le travail tout entier; nous dirons naïvement ce que nous avons fait pour éviter cet écueil. Chaque fois que les calculs ne nous semblaient point décisifs, nous avons adopté le chiffre le moins défavorable à la Russie. C'est une faute que de vouloir dissimuler ou abaisser les ressources de ceux qu'on peut avoir à combattre; c'est une faute non moins grande que d'exalter outre mesure les forces de son pays : on arrive ainsi à créer une fausse sécurité, ou à susciter de téméraires espérances. Rien n'est beau que le vrai, dit le poëte; l'on peut ajouter que rien n'est utile en dehors de la vérité. Aussi devons-nous remercier les nombreux organes de la presse russe qui, au lieu de contester le résultat numérique de nos recherches, n'ont réussi qu'à l'affermir. Ils nous ont délivré de toute appréhension au sujet des données que nous avons recueillies. « Le ton de l'article est modéré, dit le plus compétent des écrivains qui ont pris la plume pour nous répondre, M. de Thoerner [1], les chiffres sont exacts

[1] Dans *l'Invalide russe*. Voici l'ensemble de ce travail que nous reproduisons d'après la version du journal *le Nord* (numéro du 20 février 1864) :

« En présence d'un article comme celui de M. Wolowski, il est

et puisés à des documents officiels; » mais il ajoute : « Cependant, pour être impartial, il ne

essentiel de se rendre compte si c'est un travail impartial ayant pour objet d'élucider la question qu'il traite d'une manière scientifique, ou bien si c'est une œuvre de polémique inspirée par des idées préconçues.

« Si l'on prend en considération que le journalisme français n'est que trop souvent atteint de partialité, si l'on se rappelle que l'auteur, par suite de ses sympathies prononcées pour la Pologne, est naturellement porté à juger sévèrement la Russie, il serait difficile de s'attendre tout d'abord à trouver dans cette étude la recherche consciencieuse de la vérité en ce qui concerne l'état financier de la Russie.

« Comme pour se prémunir contre toute accusation de ce genre que l'auteur paraît pressentir, il a soin, dès la première page, de déclarer *que l'étude des faits, appuyée sur les documents mêmes publiés par le gouvernement russe, servira à résoudre la question*, et il ajoute plus loin que *la réponse sera d'autant plus significative, que nous ne compliquerons cette étude d'aucune préoccupation étrangère au sujet;* — enfin, il a soin d'assurer encore, quelques pages plus loin, qu'il n'entend *pas plus dénigrer la Russie que la flatter*... Il semblerait, en effet, qu'après de pareilles déclarations on ne saurait plus mettre en doute la justesse de ses assertions.

« Le ton de l'article est modéré, les chiffres sont exacts et puisés à des documents officiels. Que voudrait-on de plus? Et cependant, pour être impartial, il ne suffit point de tenir *un langage modéré et de s'abstenir de citer des faits qui pourraient être facilement contestés*.

« En puisant aux sources officielles des faits et des *données qui parlent en notre défaveur* (et quel est le pays qui peut se flatter d'en être exempt?), l'auteur prend *soin de passer sous silence tout ce qui peut donner l'explication de ces faits*. En relevant ainsi l'état de la Russie seulement d'après les points obscurs, il tend à pro-

suffit point de tenir un langage modéré et de s'abstenir de citer des faits qui pouvaient être fa-

duire sur le lecteur, par cette apparente modération, une impression d'autant plus désavantageuse.

« Après quelques considérations politiques, provoquées par les *injustes prétentions* dont l'économiste franco-polonais accuse la Russie, l'auteur de l'article passe à la discussion de la question financière proprement dite.

« M. Wolowski attribue l'état fâcheux de nos finances, d'une part, à l'extension de notre dette publique et à l'énormité du chiffre de notre papier-monnaie en circulation, et de *l'autre à la diminution de nos revenus.* Quant à la première de ces questions, M. Wolowski *ne se fait que l'écho de notre presse, qui déjà plus d'une fois a signalé l'augmentation de notre dette flottante et la nécessité de la consolider.* Mais n'en est-il pas de même dans presque tous les pays de l'Europe, en France, par exemple, où la dette consolidée s'est accrue de près de 3 milliards depuis 1853, et où la dette flottante n'a pas discontinué simultanément de s'agrandir, malgré les consolidations successives qui en ont été faites[1].

« D'ailleurs, M. Wolowski, tout en puisant ses chiffres à des sources officielles, a soin de les choisir et de les grouper d'une manière qui ne traduit que trop sa partialité. Pourquoi confondrait-il autrement les 268 millions de roubles de billets de banque à 5 pour 100 de la première émission avec la dette de l'Etat, tandis que c'est une dette *hypothécaire*, couverte avec surplus par les 356 millions de roubles dus à la Banque par les propriétaires fonciers?

« Avant la consolidation des dépôts de la Banque, c'est-à-dire lorsque le remboursement de ces dépôts était exigible à volonté, tandis que les prêts ne s'accordaient que pour des échéances de quinze à trente-sept ans, des obligations de cette nature pouvaient être considérées comme une charge pour le trésor. Mais aujour-

[1] M. de Thoerner oublie de dire que la fortune publique a marché d'un pas encore plus rapide.

cilement contestés. En puisant aux sources officielles des faits et des données qui parlent en notre

d'hui que l'amortissement des dépôts, consolidés en billets de 5 pour 100, s'effectue en trente-sept ans, ces billets de banque ont tout à fait le caractère d'obligations foncières; or ne nous est-il pas permis de nous étonner que M. Wolowski, qui est le créateur du crédit foncier en France, se méprenne sur le caractère d'un pareil papier en le classant parmi les obligations de la dette de l'Etat[1]?

« Il n'est pas moins naturel de se demander pourquoi, après avoir énuméré parmi les charges de l'Etat tous les dépôts particuliers de la Banque et des comptes courants, il ne met pas en compte, d'un autre côté, l'actif commercial de son portefeuille, se montant au chiffre de 41 millions. Il semblerait naturel et équitable, en donnant le passif d'une situation, de ne pas passer sous silence son actif.

« En indiquant ensuite le chiffre considérable de notre circulation de papier-monnaie, M. Wolowski établit un parallèle peu juste et très-défavorable pour la Russie, en comparant sa circulation avec celles de la France et de l'Angleterre, uniquement au point de vue du développement de la richesse dans les trois pays.

« La masse de signes monétaires dont la circulation d'un pays a besoin dans un moment donné dépend d'un grand nombre de différentes causes.

« Il est incontestable que le développement de sa richesse et de son mouvement industriel y entre pour beaucoup. Mais en s'y attachant exclusivement dans sa comparaison, M. Wolowski a le tort de *laisser sciemment* de côté d'autres causes non moins importantes, et qui dans cette question parlent plus en notre faveur[2].

« M. Wolowski ne peut pas ignorer qu'outre le développement

[1] Nous avons fait cette distinction, mais en ne passant point sous silence ce qui la rend en grande partie illusoire en Russie.

[2] Ces causes ne font qu'assombrir la situation de la Russie. Le parat-

défaveur (et quel est le pays qui peut se flatter d'en être exempt?), l'auteur prend soin de passer

de la richesse d'un pays, le chiffre de sa circulation monétaire indispensable est influencé encore par la *rapidité* de la circulation dans le pays et par le degré de développement du crédit particulier, c'est-à-dire par le chiffre du papier commercial (lettres de change, chèques, etc.), qui peut y faire office de monnaie, en remplaçant le numéraire et le billet de banque. Or si, au point de vue de la *richesse*, le besoin de signes monétaires peut être plus grand en France et en Angleterre, il est incontestable que sous ces deux derniers rapports ce même besoin doit être bien plus considérable en Russie.

« Il est notoire que la rapidité de la circulation et le développement du crédit commercial ont atteint en Angleterre un degré surprenant. Pour indiquer à quel point le signe monétaire est évincé, en Angleterre, par le papier fiduciaire particulier et par les simples comptes de livres, il suffit de rappeler l'institution du *Clearing house*, qui liquide journellement, entre les différents banquiers de Londres, des comptes de centaines de millions. Ainsi là où, comme en Angleterre, l'argent (métallique et billet de banque) est réduit à l'état de *monnaie d'appoint*, peut-on s'étonner qu'il n'y circule pas plus d'un milliard de francs de billets de banque?

Quant à la France, sa circulation fiduciaire ne dépasse pas 900 millions; mais à côté de cette dernière nous trouvons une circulation métallique estimée par quelques publicistes à 7 *milliards de francs*[1]. Aussi, avons-nous vu bien souvent la presse française élever déjà sa voix pour demander l'extension de la circulation fiduciaire dans le pays. Toute la querelle récente entre la Banque de France et la Banque de Savoie se réduit au fond à cette question. Une brochure, parue depuis quelques jours à Paris, et dont

lète établi par M. de Thoerner montre combien elle est arriérée dans la carrière de la civilisation.

[1] Il y a dans ce chiffre beaucoup d'exagération.

sous silence tout ce qui peut donner l'explication de ces faits. En relevant ainsi l'état de la

la paternité est généralement attribuée à M. Péreire, émet à ce sujet l'opinion que la France devrait remplacer jusqu'à 3 milliards de son numéraire métallique par un accroissement du chiffre des signes de crédit qui se trouvent en circulation dans le pays, et surtout par une abondante émission de nouveaux billets de banque de petite coupure [1].

« L'auteur de cette brochure conclut que la plus grande entreprise industrielle que la France a à poursuivre désormais, celle qui embrassera et fécondera toutes les autres, qui facilitera les progrès sociaux, consolidera les institutions de la France et élèvera le crédit de l'Etat à la hauteur de ses vues généreuses, c'est la mise en valeur de sa richesse métallique.

« Ainsi, si l'Angleterre, malgré la rapidité excessive de sa circulation et le développement étonnant de son crédit, emploie pour un milliard de billets de banque; si la France, à côté de 900 millions de billets de banque, compte une circulation métallique de 5 à 7 milliards, 635 millions de roubles de billets de crédit ne sauraient être un symptôme aussi alarmant que le pense M. Wolowski, pour un pays comme la Russie, *avec la Sibérie,* — pays étendu sur une surface immense, *et à peine pourvu des voies de communication les plus nécessaires.*

« Pour indiquer la lenteur de la circulation de l'argent et le peu de développement du crédit en Russie, il suffit de dire que, d'après les relevés de la poste, *de 600 à 700 millions de roubles* en

[1] Nous avons abordé ce problème avec détail dans notre travail sur la *Question des Banques*. D'ailleurs, si M. de Thoerner avait raison, il en résulterait simplement que la France pourrait acquérir, au moyen d'une large organisation du crédit, un capital actif et disponible de *trois milliards*, qui manquera toujours à la Russie. Dans toute cette partie de son travail, M. de Thoerner n'oublie qu'une bagatelle, le *cours forcé*, comme si le parallèle était possible entre des *assignats* et des billets *payables au porteur et à vue.*

Russie seulement d'après les points obscurs, il tend à produire par cette apparente modération

billets de crédit sont envoyés, année moyenne, par la poste. Enfin, il ne faut pas oublier qu'il y a trois ans à peine qu'à la suite de l'abolition du servage, 20 millions d'individus, dont la plus grande partie travaillait jusque-là à la corvée, viennent d'être transformés en ouvriers libres, ne travaillant que contre salaire; peut-on nier qu'une pareille réforme n'accroisse considérablement, pour un grand nombre d'années, *le besoin de signes monétaires dans un pays?*

« En dehors de l'accroissement de la dette publique et du papier-monnaie, M. Wolowski attribue les dangers de notre position financière à la diminution des revenus de l'Etat, constatant une différence en moins de 8,600,000 roubles entre les budgets de 1862 et 1863.

« Certes, le document officiel, dit-il, auquel nous venons emprunter ces indications décisives n'a point cherché à rembrunir le tableau. L'aveu qu'il contient justifie de graves réflexions. Dans une situation normale, les budgets russes se soldent par un déficit croissant, malgré le zèle et les lumières des hommes auxquels l'administration des finances se trouve confiée. »

« M. Wolowski a écrit ces lignes lorsque les résultats du nouveau règlement sur l'accise étaient déjà connus à l'étranger. Or, d'après les derniers renseignements, les revenus de l'accise sur l'eau-de-vie, pour l'année passée jusqu'au mois de novembre, excédaient de près de 8 millions les prévisions du budget, de sorte que le revenu total pour l'année 1863 sera loin d'être au-dessous de celui de 1862.

« Si M. Wolowski avait pris connaissance de ces données (et il semble que c'était de son devoir de recueillir, avant de se livrer à un travail spécial sur les finances d'un pays, tous les renseignements livrés à la publicité sur le sujet), il serait convaincu alors que ses appréhensions étaient mal fondées.

« Admettons toutefois que ces renseignements ne lui soient pas

une impression d'autant plus désavantageuse. »

Nous connaissons M. de Thoerner, nous appré-

parvenus; mais comment ne pas attribuer à un esprit de partialité et au désir de présenter les choses sous un mauvais jour cette circonstance que, tout en relevant dans le compte rendu du ministère des finances la diminution de nos revenus, il s'abstient de parler des considérations consignées dans ce même rapport et qui expliquent tout différemment cette prétendue décroissance de nos revenus[1]?

« Ces considérations ne peuvent lui avoir échappé, et *cette omission volontaire* prouve dans quel but a été écrit son article, et le peu de cas que fait l'auteur de ces principes d'impartialité auxquels il fait appel dans le commencement.

« Voici ce que nous lisons au sujet de cette diminution de revenus dans le compte rendu susmentionné :

« La diminution dans l'évaluation des revenus de l'exercice de « 1863, comparativement à ceux de l'exercice précédent, a été ad- « mise principalement en vue de la suppression du système d'af- « fermage des boissons spiritueuses et de son remplacement par « celui du commerce libre avec perception de droits de patente et « d'accise.

« Pendant l'élaboration du budget, c'est-à-dire dans le courant « du mois de septembre 1862, l'ancien système des fermes était « encore en pleine activité, et par conséquent il n'existait pas de « données d'après lesquelles il fût possible d'évaluer avec certitude « les recettes attendues du nouveau système. Dans cet état de « choses, le ministre des finances a cru devoir adopter pour l'éva- « luation des recettes sur les boissons en 1863 un chiffre très- « modéré. »

« Comment, en présence de ces considérations, M. Wolowski peut-il parler de diminution de revenus dans une situation nor-

[1] Je crois que nous donnons pleine satisfaction à M. de Thoerner en publiant dans ce volume le texte même du *compte rendu* officiel.

cions son mérite et sa compétence; aussi aurions-nous désiré qu'il fît ressortir les *points lumineux*

male du pays[1]? Peut-on qualifier de situation *normale* une époque où s'accomplit la réforme radicale d'une branche des impôts qui constitue le tiers des revenus de l'Etat?

« Tout ce qui précède prouve suffisamment que la plupart des considérations de M. Wolowski, *bien qu'appuyées sur des données officielles*, tendent à exagérer ou à défigurer l'état réel des choses.

« Personne, par exemple, n'ira contester à M. Wolowski que notre dette flottante ne soit considérable, et que le pays ne souffre d'une surabondance de papier-monnaie; mais personne aussi n'acceptera le parallèle qu'il trace *entre la circulation monétaire en Russie* et celle de la France et de l'Angleterre.

« On pourrait encore moins convenir avec l'auteur que nos revenus diminuent et que cette diminution soit une preuve de l'épuisement du pays[2]. Affirmer une semblable pensée, ce serait nier l'utilité des réformes dont l'auteur reconnaît lui-même les effets bienfaisants. L'affranchissement des paysans, le travail libre rendu accessible à des millions de bras, l'abolition du système de fermage, les réformes judiciaires, sont des mesures qui, non-seulement ne peuvent amener l'épuisement d'un pays, mais seront au contraire des gages certains au développement de sa puissance et de son bien-être[3].

« La France nous donne le meilleur exemple de la rapidité du développement de la richesse d'un pays à la suite de semblables réformes. Au commencement de ce siècle, la France, épuisée par la Révolution et les guerres, était inondée de papier-monnaie déprécié au point qu'on payait une paire de bottes plusieurs centaines de francs en assignats; or, grâce à l'émancipation du travail,

[1] Ce dont nous avons parlé c'est de la difficulté d'accroître le revenu actuel. Il faudrait ne pas déplacer la question.

[2] J'ai dit qu'ils n'augmentaient pas.

[3] Oui; mais à quelles conditions et dans combien de temps?

destinés à éclairer d'une nouvelle splendeur la situation des finances russes. Nous nous serions em-

non-seulement elle est sortie triomphante de cette crise, mais encore elle s'est élevée, dans le courant de plusieurs années, au rang des pays les plus riches de l'Europe [1].

« *Il est vrai que l'économie et le travail sont nécessaires pour arriver à ce but, tandis que notre société est habituée à vivre largement;* le goût de l'économie n'y étant que peu développé, l'*accumulation* des capitaux y marche encore avec lenteur. Toutefois, un grand changement commence déjà à se produire sous ce rapport dans les habitudes de la nation. L'abolition du servage impose déjà l'économie dans le travail employé à la production, qui autrefois ne se gaspillait que trop légèrement, et conduit en même temps tout le monde à introduire l'économie dans les dépenses privées. Aussi cette crise, bien que pénible, ne restera-t-elle pas sans bons effets pour la nation entière, qui y puisera une leçon d'économie et de travail. Nous voyons dès à présent, dans les tableaux du commerce pour les dernières années, une diminution dans l'importation des objets de luxe.

« L'auteur convient avec M. Wolowski qu'en présence des graves réformes intérieures qui s'y accomplissent, la Russie a besoin de paix. Il va même plus loin sous ce rapport en affirmant que, par suite de sa position, l'étendue de ses frontières, sa population clair-semée, la Russie n'est pas appelée à jouer un rôle agressif dans la politique européenne. *Dans toute lutte agressive, elle sera nécessairement faible*, mais les mêmes conditions locales, qui lui défendent, selon l'auteur, *les idées d'agression*, seront pour elle une cause de force et de puissance dans une *guerre défensive* conduite sur son propre terrain et où ses intérêts nationaux seraient en jeu.

« Enfin, en terminant, M. de Thoerner fait remarquer à M. Wo-

[1] Par suite de l'application des idées et des principes de 1789. Est-ce que la Russie les a mis en œuvre ?

pressé de rectifier les indications erronées qui auraient pu se glisser dans notre étude. Pourquoi faut-il que tout se borne à un plaidoyer de circonstances atténuantes au sujet de l'émission désordonnée du papier-monnaie, que M. de Thoerner n'approuve point, et à l'annonce d'un surcroît de 8 millions de roubles dans la perception de l'impôt sur l'eau-de-vie en 1863? Nous n'avions parlé que des prévisions budgétaires; quant au résultat final de l'exercice, il nous aurait été difficile de le connaître à Paris dans les premiers jours de janvier 1864. Ce résultat ne suffit point d'ailleurs pour effacer un déficit avoué de 15 millions de roubles sur l'ensemble du budget, et l'on ne saurait encourir le reproche d'un excès de prudence en disant qu'il faut attendre le compte général pour arrêter la balance. Il est en effet probable que d'autres branches du revenu n'auront pas atteint en 1863 les chiffres inscrits; ce qui est certain, c'est

lowski qu'à son avis, dans la situation actuelle des affaires politiques en Europe, le cas serait difficile à prévoir où la Russie pourrait se laisser entraîner à une guerre agressive, et quant à la lutte qui se poursuit en Pologne, ajoute-t-il, *les folles exigences de la révolution polonaise* ont pris soin de poser depuis longtemps cette question sur le terrain national d'un intérêt russe[1]. »

[1] Nous ne voulons point aborder ici le terrain brûlant de la politique; mais nous ne saurions nous empêcher de faire remarquer qu'en Russie on regarde comme *une folle exigence* la revendication du *droit* consacré par l'histoire et par les traités.

que les dépenses auront singulièrement dépassé les prévisions budgétaires. On en trouve la preuve dans une nouvelle émission de douze séries de billets du trésor pour une somme totale de 36 millions de roubles (144 millions de francs), qui aggrave d'autant la dette flottante de l'empire. L'oukase du 16 janvier 1854, qui prescrit cette émission, fournit, ce semble, un commentaire significatif à nos observations du 15 janvier. Nous ne demandons pas mieux que d'être éclairé sur la situation financière de la Russie; aussi prions-nous les écrivains qui ont bien voulu s'occuper de nos recherches, et cela même au risque de paraître indiscret, de nous apprendre quel est le véritable chiffre des billets du trésor en Russie. Nous ne l'avions porté qu'à 135 millions de roubles, y compris les 15 millions émis pour combler le déficit de 1863; mais nous trouvons, dans le *budget pour le service de la dette publique* imprimé au commencement de 1863, que les *bons du trésor* s'élevaient dès lors à 138 millions de roubles : nous en aurions donc atténué le chiffre de 18 millions de roubles. En y ajoutant les 15 millions créés l'année dernière et les 36 millions actuellement décrétés par l'oukase du 15 janvier, on arrive à un total de 189 millions de roubles, c'est-à-dire de plus de 750 millions de francs. De ce chef, le chiffre de la dette flottante se trouve dépasser de moitié celui

que nous avions admis. Quant à la prétendue confusion que nous aurions commise en portant les 268 millions de roubles de billets à 5 pour 100 au compte de la dette de l'Etat, alors que ce serait une *dette hypothécaire* couverte avec un excédant par les 356 millions de roubles que les propriétaires doivent à la Banque, nous en demandons pardon à M. de Thoerner, mais nous n'avons rien omis ni rien confondu. Les *obligations* sont dues par l'Etat, que les propriétaires payent ou ne payent point; aussi disions-nous : « Comment lui rentreront dans les circonstances actuelles les 357 millions de roubles [1], solde des emprunts faits par des particuliers, et payables en divers termes de quinze à trente-sept ans ? » Cette rentrée est fort aventurée ; en grande partie, les créances de la Banque se compenseront avec les indemnités dues aux propriétaires, par suite de l'émancipation des paysans. Loin d'être en état de se libérer du surplus, les propriétaires ont un besoin urgent de nouvelles avances pour transformer les anciens procédés de culture, assis sur le servage, et toutes les sources du crédit sont taries !

« Personne n'ira contester à M. Wolowski, ajoute

[1] On voit que nous n'avons pas atténué le chiffre. M. de Thoerner oublie de faire figurer à côté des obligations 5 pour 100 celles à 4 pour 100, qui proviennent de la même source, et qui font aussi compensation à la dette des propriétaires fonciers.

M. de Thoerner, que la dette flottante ne soit considérable et que le pays ne souffre d'une surabondance de papier-monnaie. » Le publiciste russe va plus loin que nous-même : il avoue que le goût de l'économie est peu développé en Russie, qu'on y est habitué à vivre largement, que l'accumulation des capitaux s'y produit avec lenteur. Il compte, pour modifier cette situation, sur les effets de la crise pénible que la Russie traverse en ce moment; la nation y puisera, dit-il, une leçon d'économie et de travail. Tels doivent être en effet partout les résultats de la liberté; mais il faut que celle-ci ne se borne point à être inscrite sur le papier, il faut qu'elle vivifie les institutions, qu'elle épure les mœurs, qu'elle relève les âmes, qu'elle éclaire les intelligences. La liberté n'agit point avec une baguette magique, et ne dispense ni d'efforts ni de sacrifices. Elle se borne à briser les entraves, pour permettre à l'homme de conquérir la destinée dont il sait se rendre digne; elle ne dispense ses bienfaits qu'à ceux qui savent secouer les tristes traditions de l'esclavage, l'indolence et l'apathie; elle veut des cœurs énergiques et des bras robustes; elle exige tout un ensemble de réformes dont la Russie possède à peine le germe. Si elle n'excite point à faire plus et mieux, le mal qu'elle prétend guérir s'aggrave encore. Le parallèle qu'on essaye d'établir entre les résultats de la Révolution française et ceux

de la mesure prise par l'empereur Alexandre II, et à laquelle nous avons été le premier à rendre pleine justice, est donc entièrement inexact : 1789 n'a fait que traduire en droit le progrès accompli déjà dans les esprits. En Russie, l'émancipation doit seulement servir de point de départ au progrès; elle n'a pas le pouvoir de tout changer du jour au lendemain.

Nous ne sommes pas de ceux qui refusent de croire à l'avenir de la nation russe; mais il faut qu'elle accomplisse un long et pénible travail qui finira par la rendre plus forte et plus riche qu'elle ne l'a jamais été, à la condition toutefois de savoir faire face aux difficultés de l'époque de transition. Il ne suffit pas de dire : « Vous êtes libres, » à des hommes qui comprennent à peine ce que c'est que la liberté, il faut leur infuser les vertus et les forces vives de la civilisation, le respect de la propriété et les ressources du crédit. Singulière accusation que celle dont on a prétendu nous accabler, en nous présentant comme infidèle aux principes libéraux, sous prétexte que nous avons estimé la puissance du despotisme de Nicolas au-dessus de la Russie actuelle ! Oui, nous n'hésitons pas à le répéter : un vernis superficiel de libéralisme ne transforme point les nations du jour au lendemain. Quand elles n'ont pas été suffisamment mûries par un long travail intérieur, il arrive

un moment où elles perdent l'énergie de la force brutale, sans exercer encore l'ascendant supérieur de l'activité libre. Les personnes les plus favorables à la Russie ne peuvent nier qu'elle se trouve dans cette difficile période. Les difficultés sont assez nombreuses pour que M. de Thoerner convienne lui-même avec nous qu'en présence des réformes intérieures qui s'y accomplissent, la Russie a besoin de la paix. Il va même plus loin, il montre comment, par suite de sa position, de l'étendue de ses frontières, de sa population clair-semée, la Russie ne saurait jouer un rôle agressif dans la politique européenne. « Dans toute lutte agressive, dit-il, elle serait nécessairement faible ; » mais les mêmes conditions seraient pour elle une cause de force et de puissance *dans une guerre défensive conduite sur son propre terrain*, et où ses intérêts nationaux seraient en jeu. C'est un ordre d'idées étranger à notre premier travail, et dans lequel nous ne voulons pas nous engager. Il ne nous en coûterait pas de dire que notre pensée se rapprocherait à cet égard de celle de M. de Thoerner, *pourvu qu'on s'en tînt à la lettre même* des termes où il a posé la question, et que la Russie n'eût à défendre que le territoire *qui lui est propre*, sans contestation aucune.

Nous ne voulons pas abandonner l'écrit de M. de Thoerner sans ajouter que si, comme il le recon-

naît, les faits et les données produits dans notre premier travail sont exacts (et comment ne le seraient-ils pas, puisque nous n'avons eu recours qu'aux sources officielles?), nous n'avons rien passé sous silence de ce qui pouvait servir à une appréciation sincère. Pourquoi le dissimuler? Oui, c'est avec un sentiment de vive satisfaction qu'on arrive à reconnaître, non que le colosse devant lequel beaucoup s'inclinent avait des pieds d'argile, mais qu'il ne possédait point cette force d'action ni cette constitution robuste devant lesquelles le droit public de l'Europe devait s'effacer. La grandeur prépondérante de la Russie est une question d'avenir, elle n'est point du domaine de la réalité présente. Il faudrait, pour qu'elle pût jamais s'établir, beaucoup de faiblesse et d'imprévoyance de la part des autres nations. S'il est un reproche auquel nous nous soyons sciemment exposé, c'est celui de rester au-dessous de la réalité. Nos contradicteurs, s'il ont lu notre travail autrement que sous l'empire d'une idée préconçue, n'ont pu y voir autre chose qu'un avertissement sérieux : le pays le plus intéressé à se bien connaître, c'est la Russie elle-même; elle ne doit point agir comme ces enfants qui croient éviter le péril en fermant les yeux. Si elle a cessé d'être l'empire du silence, si les discussions extérieures peuvent y pénétrer, qu'elle ne se laisse point égarer par un faux sentiment d'amour-

propre; constater le mal, c'est empêcher des fautes nouvelles qui l'aggravent, c'est préparer le remède. Nous repoussons le procès *de tendance* qu'on prétend nous intenter: ce n'est pas notre faute si les faits parlent aussi haut, et nous laissons l'art de les grouper avec une habileté que n'accompagne peut-être pas toujours la conviction à ceux qui essayent de pallier le mal et de voiler la situation véritable.

Avant M. de Thoerner, le gouverneur de la Banque de Saint-Pétersbourg, le baron Stieglitz, avait essayé d'expliquer les mesures prises par ce grand établissement à l'égard de l'échange des billets contre espèces[1]. Tous ceux qui ont lu sa lettre

[1] Nous ferons pour la lettre de M. Stieglitz ce que nous venons de faire pour l'écrit de M. de Thoerner. La voici intégralement, telle que l'a publiée *le Nord* du 23 janvier 1864 :

« Monsieur le directeur,

« La *Revue des Deux Mondes* a publié un article sur les finances de la Russie. J'y vois trois points essentiels : le côté politique d'abord dont je m'abstiens de parler, puis l'énumération de nos fautes passées dans l'administration de nos finances. Je ne m'y arrêterai pas non plus, car quel Etat n'a pas commis quelques graves erreurs avec leur cortége de conséquences fâcheuses, surtout si on remonte à des époques aussi reculées que celle dont parle le susdit article ?

« J'arrive au point le plus essentiel, aux phases par lesquelles nous avons passé ces derniers temps. Je remonte, avec l'auteur de l'article, à l'époque du comte Canerine, dont il fait l'éloge à si juste titre. M. de Canerine était secondé en affaires de crédit par

du 22 janvier 1864 comprendront pourquoi nous n'avons pas cru qu'il fût urgent d'y répondre, d'autant plus que M. Stieglitz déclarait qu'il ne voulait point continuer une discussion à ce sujet.

M. de Vrontchenko, ensuite comte de Vrontchenko, homme éminent dans cette branche, et plus tard son successeur comme ministre des finances. Il occupait cette place justement pendant l'époque que l'auteur désigne comme la courte période de la splendeur financière de la Russie.

« Le crédit de la Russie était bien établi partout en Europe, et la ponctualité avec laquelle le gouvernement n'avait jamais cessé de remplir ses engagements lui ouvrait même, pendant la guerre avec la France et l'Angleterre, les marchés du nord de l'Allemagne et de la Hollande surtout. Les capitalistes de ces pays n'hésitèrent point à se charger de deux emprunts consécutifs pour la valeur de 100 millions de roubles (400 millions de francs), en 1854 et 1855.

« Mais cette somme, qui, malgré le blocus des ports de la Baltique et de ceux de la mer Noire, suffit pour maintenir les changes dans un certain équilibre, fut bien loin de suffire aux grandes dépenses de la guerre, et c'est de là que date l'augmentation considérable des billets de crédit, nécessité absolue dont il est injuste de critiquer les conséquences dans des circonstances pareilles, car les guerres ne se laissent jamais arrêter par des considérations pécuniaires. On est obligé d'y pourvoir quand même.

« Après la guerre, la manie des entreprises de tout genre, de compagnies par actions basées souvent sur l'agiotage, quoiqu'il y en eût cependant qui étaient solidement établies et destinées à produire plus tard de grands résultats, s'empara de tous les esprits, et le gouvernement lui-même fut entraîné à abaisser dans ses diverses banques le taux de l'intérêt pour les dépôts d'argent de 4 pour 100 à 3 pour 100. Le bas prix de l'intérêt fit rejeter les capitaux d'un côté sur ces nouveaux emplois industriels, et de l'autre sur les fonds russes, dont une grande partie était

Le gouveneur de la banque de Saint-Pétersbourg commence par dire qu'il ne s'arrêtera pas à l'énumération des fautes commises dans l'administration des finances russes, « car quel Etat n'a pas

à l'étranger, et leur rachat nécessita des remises considérables.

« On créa ensuite les billets de banque 5 pour 100; on ne leur donna pas le droit d'être reçus en payement comme les anciens billets. Ils ne purent qu'être négociés à la bourse; cependant on les dota de grandes facilités pour en assurer la circulation. On baissa en même temps l'intérêt des anciens billets de banque de 3 à 2 pour 100 pour en précipiter la transformation en billets 5 pour 100. Le service d'intérêts et d'amortissement de ceux-ci est assuré par la créance de la Banque sur les avances faites à la propriété foncière. A peu près 270 millions de roubles de billets 5 pour 100 furent émis de cette manière. La masse des billets de crédit resta intacte.

« On émit plus tard, en 1860, les billets 4 pour 100 *métalliques*. C'était une mesure de transaction. Ces billets réunissaient trois qualités essentielles. Par leur nature *métallique* ils ont trop d'attrait pour être gardés en portefeuille à une époque où on n'échange pas les billets de crédit contre du numéraire, et sont par là une sorte de consolidation. Et même plus tard, lorsqu'une échelle fut établie pour l'échange des billets contre du numéraire, des 48 millions de roubles émis de ces billets 4 pour 100, il n'y en eut pas plus de 8 millions flottants à l'entrée et à la sortie dans les caisses de la Banque du trésor. Le reste de 40 millions avait disparu dans les coffres-forts des capitalistes et dans la circulation intérieure du pays.

« Le second avantage de ces billets 4 pour 100 était de satisfaire les créanciers porteurs de billets de crédit, lesquels acceptaient volontairement en échange un titre répartissant cette dette sur quarante et une années, avec un amortissement de 1 pour 100 par an. Enfin ces billets offraient jusqu'à un certain point des moyens

commis quelques graves erreurs, avec leur cortége de circonstances fâcheuses? » Il reconnaît l'énorme accroissement du papier-monnaie; mais il le présente « comme une nécessité absolue dont il se-

de circulation précieux pour un vaste empire qui n'en a pas en surabondance. C'était donc justement la valeur qui répondait à la situation du moment, aux habitudes du pays.

« En 1862 on fit l'emprunt de 15 millions de livres sterling sous des auspices très brillants et on procéda à l'échange des billets de crédit à bureau ouvert. On était sous l'influence d'un avenir paisible et prospère, et je ne nie point avoir participé à cette tendance générale des esprits. Voilà pourquoi je me suis permis de dire, dans ma lettre du 28 novembre, qu'on ne pouvait pas prévoir cette bourrasque financière qui sévit sur toutes les bourses de l'Europe et qui, à l'heure qu'il est, sévit encore de manière à causer une des plus grandes pénuries d'argent que les hommes d'affaires les plus expérimentés aient jamais vues.

« Et que serions-nous devenus si nous avions suivi l'échelle progressive jusqu'au 1er janvier 1864, au lieu d'en rapprocher le terme au 1er septembre, comme nous en avions le droit, je le répète? On nous aurait enlevé tout notre encaisse métallique! De mois en mois, cette échelle ne faisait qu'exciter la spéculation, et plus elle durait, plus, au moment où nous arrivions à la hauteur de la valeur du rouble, elle devait nous enlever du numéraire ou des traites équivalentes, puisqu'il fallait en faire les fonds en or.

« Le seul moyen d'arriver était de devancer l'échelle, et c'est dans ce but, qu'on en avait réclamé l'autorisation dès le commencement de la mesure. Il n'y avait aucune position obscure, puisque nous avions atteint le pair, et, pendant comme après l'échelle, il n'y avait personne qui fût mieux instruit ou plus avisé que le public. Chacun pouvait se présenter au guichet de la Banque, et la faculté d'y puiser était égale pour tous.

« En temps ordinaire, nous n'aurions eu à lutter que contre le

rait injuste de critiquer les conséquences, car les guerres ne se laissent jamais arrêter par des considérations pécuniaires. On est obligé d'y pourvoir quand même. » On pourrait répondre que c'est un

surplus de l'importation sur l'exportation, car la masse des billets de crédit ne nous effrayait nullement. Aussi l'expérience nous a-t-elle pleinement justifiés sous ce rapport, et je puis affirmer hardiment qu'il n'y a pas eu d'échanges de billets causés par le désir de se procurer du numéraire pour le mettre en réserve, comme cela arrive dans les temps de panique. Nous étions sous le coup d'une spéculation ardente, secondée par la baisse des fonds publics russes sur les marchés de l'étranger. Il a fallu, pour y résister, des sacrifices considérables. Toutes les banques qui ont à agir dans ce sens font des pertes. Cependant je ne peux pas admettre qu'il n'en soit résulté aucun avantage, car il y a toujours à gagner pour un pays quand le change se rapproche de son taux normal.

« Quant à l'avenir, il ne m'effraye pas. J'ai pleine confiance dans le bon sens de la nation, dans le progrès si bien inauguré par la grande œuvre de l'émancipation des serfs, *mais dans un progrès solide et pas trop précipité*. Une marche trop rapide serait fâcheuse et compromettrait les progrès que nous avons déjà faits. La Russie a de grandes richesses. Elles se développeront peu à peu, mais on ne peut que les employer graduellement; il faut laisser mûrir les ressources nouvellement créées.

« Le gouvernement et la nation doivent se donner la main pour arriver au but commun, je dis commun, car l'administration des finances actuelle, inaugurée comme le dit l'article de la *Revue des Deux Mondes* par des actes de sagesse, de publicité et surtout d'économie, ne veut que le bien-être public et ne vise qu'à atteindre ce but. Et la Russie conserve encore dans son sein de vastes moyens de faire face à ses besoins. Nos mines de Sibérie nous donnent bien 100 millions de francs par an et pourront encore être

motif de plus pour ne point nourrir de velléités injustes et envahissantes. Quant à la situation des finances russes, rien dans les explications données par M. Stieglitz n'infirme l'exactitude de nos renseignements. Comme nous l'avons expliqué, la

développées. Les voies de communication se sont déjà améliorées par la construction de grands réseaux de chemins de fer, qui ne s'arrêteront pas là. Dans ce moment même, il se fait un essai d'un nouveau mode de construction économique et adaptée à la Russie, qui promet les plus grands résultats. Les journaux français en ont parlé tout récemment.

« Les produits agricoles de l'intérieur de la Russie trouveront par les nouvelles voies les débouchés qui leur manquent, et le commerce d'exportation, qui en sera alimenté, fournira avec le temps des ressources plus fécondes.

« Le développement de l'industrie nationale pourra diminuer nos besoins d'importation. Les années de transition difficile ne dureront pas toujours. On fait des progrès dans toutes les branches de l'administration; on en sent le besoin. Mais gardons-nous bien de prendre des allures trop fiévreuses. Ne détruisons pas notre ancienne demeure avant d'avoir construit la nouvelle.

« Ayons surtout confiance dans les actes du gouvernement, comme nous l'avons toujours eue. C'est là notre force, appuyée par la conviction que le jour ne se fera pas longtemps attendre où les grandes ressources du pays établiront un juste équilibre dans nos rapports avec l'étranger. Ainsi le temps ne pourra que fortifier le crédit de la Russie, fondé sur des bases dont les capitalistes de l'Europe ont toujours reconnu la solidité.

« J'ai voulu faire connaître ces considérations, pensant qu'elles pourraient être utiles; mais je me bornerai à cette lettre et je ne me propose pas de continuer une discussion sur ce sujet.

« Paris, le 22 janvier 1864.

« Baron STIEGLITZ. »

Russie a conclu en 1862 un emprunt de 15 millions de livres sterling (375 millions de francs) dans le dessein d'arriver à l'échange des billets de banque contre du numéraire. Soit dit en passant, cela prouve qu'elle n'appréciait pas les avantages et la nécessité du papier-monnaie *non remboursable* que célèbrent, aujourd'hui que la reprise des payements a échoué, certains écrivains.

Le point essentiel, le seul qui ait réellement engagé M. Stieglitz à nous répondre, c'est la singulière opération en vertu de laquelle, sachant à merveille qu'elle ne pourrait point continuer le remboursement en espèces, la Banque de Pétersbourg a devancé le moment indiqué pour le payement au pair, sauf à ne plus payer les billets à aucun prix au bout de deux mois. « Et que serions-nous devenus, remarque vivement M. Stieglitz, si nous avions suivi l'échelle progressive jusqu'au 1er janvier 1864, au lieu d'en rapprocher le terme au 1er septembre, comme nous en avions le droit, je le répète ? On nous aurait enlevé tout notre encaisse métallique ! De mois en mois, cette échelle ne faisait qu'exciter la spéculation. Le seul moyen d'arriver était de devancer l'échelle... Il n'y avait aucune position obscure, puisque nous avions atteint le pair, et pendant comme après l'échelle il n'y avait personne qui fût mieux instruit ou plus avisé que le public. Chacun pouvait se présenter

au guichet de la banque, et la faculté d'y puiser était égale pour tous. »

Nous avons voulu laisser parler M. Stieglitz lui-même. Il se rejette sur les embarras financiers de l'Europe entière; mais, si ces embarras pouvaient servir d'excuse à un échec trop prévu, comment y puiser un motif pour accélérer la reprise du payement au pair? N'était-ce point, en essayant ainsi de faire bonne mine à mauvais jeu, risquer d'induire en erreur les gens moins initiés dans les arcanes de la finance? Nous n'avions fait à cet égard que reproduire les critiques dont cette mesure a été l'objet en Russie : il ne nous semble point que la lettre de M. Stieglitz soit de nature à les écarter.

Si nous n'étions point retenu par la crainte de mêler une plaisanterie vulgaire à une discussion grave, nous serions singulièrement tenté de rappeler, à l'occasion de la crainte qui aurait fait avancer l'époque du remboursement des billets *au pair*, le procédé de ceux qui se jettent à l'eau de peur de se mouiller.

L'avenir n'effraye point M. Stieglitz; il a foi dans un progrès solide et pas trop précipité... « La Russie a de grandes richesses, elles se développeront peu à peu, mais on ne peut que les employer graduellement; il faut laisser mûrir les ressources nouvellement créées. »

D'accord, mais pour que ces richesses, qui

n'existent encore qu'en germe, se développent, il faut beaucoup de temps, beaucoup d'efforts et le concours de lumières nouvelles aussi bien que d'un capital lent à se former. Il faut que la parole d'émancipation ne reste point une lettre morte, et qu'elle serve au contraire de point de départ à la refonte de la constitution administrative, judiciaire et financière de l'empire. De telles œuvres ne s'accomplissent pas du jour au lendemain : pour les réaliser, la Russie a besoin de pratiquer la justice et de conserver la paix, au lieu de soulever contre elle les sentiments généreux et de multiplier des actes qui cadrent mal avec les doctrines de la civilisation.

Le gouverneur de la Banque de Pétersbourg craint pour son pays des *allures trop fiévreuses*. « Ne détruisons pas, dit-il, notre ancienne demeure avant d'avoir construit la nouvelle. » Nous ignorons ce qui suscite ses alarmes et quelles sont les innovations qui les justifient : jusqu'à présent au contraire, en finances comme en politique, on ne paraît que trop fidèlement s'attacher aux errements du passé. La Russie demeure toujours voisine d'un état d'enfance dont le tableau fidèle aurait sans doute été taxé d'exagération s'il s'était présenté sous notre plume. Nous en avons rencontré les traits curieux dans une réponse à notre travail publiée par le *Journal de Saint-Pétersbourg* du 13 fé-

vrier, et annoncée immédiatement à l'Europe entière par une dépêche télégraphique ! Notre surprise a été grande en lisant cet écrit, signé par un banquier d'Odessa. Franchement, on aurait pu s'épargner les frais du télégramme. La citation intégrale de ce document permettra d'apprécier la valeur de ces observations, sur l'effet desquelles on paraît avoir beaucoup compté en Russie ; nous sommes sans doute mauvais juge, car l'écrit de M. de Thoerner nous semble beaucoup plus digne d'attention.

Voici l'article inséré dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*, il a conservé pour titre : *Les finances de la Russie :*

« M. Wolowski prétend que la circulation du papier-monnaie s'élevant en Russie à 635 millions de roubles (environ 2 milliards et demi en francs) est fort exagérée. A son avis, il en résulte pour la Russie de grands périls financiers. En Angleterre, dit-il, il n'y a qu'un milliard de papier-monnaie ; en France, 900 millions de francs [1].

« *En approfondissant les besoins et les lois de la circulation en Russie ainsi que la marche des transactions commerciales du pays, on arrive à des conclusions d'une tout autre nature.* Il ne faut pas perdre de vue en premier lieu que ces 635 millions de roubles de papier-monnaie circulent dans un empire dont *l'étendue est immense, qu'ils sont distribués parmi*

[1] Il n'y a point eu Angleterre ni en France de *papier-monnaie*, mais bien de la *monnaie de papier*, remboursable en numéraire à présentation, ce qui est bien différent.

une population de 70 millions d'hommes auxquels la plupart des inventions modernes du crédit sont inconnues. Il faut prendre également en considération que cette masse de papier-monnaie suppléo à toutes les autres valeurs pécuniaires qui oxistent ailleurs, et qu'elle constitue on Russie une espèce de dette consolidée qui, sans être obérée d'intérêts, répond à peine, défalcation faite des 72 millions de fonds d'échange, aux exigences du pays.

« *Les caisses d'épargne n'existent presque pas en Russie; le crédit n'est pas démocratisé comme en France et en Allemagne.* Les paysans, les bourgeois, les petits employés, les domestiques, en un mot toute la masse de la nation, ne sait pas encore ce que c'est qu'une action ou un coupon de rente. Il faut observer à cette occasion que tandis qu'il y a en France des coupons de 10 francs et même de 6 francs maintenant (soit une valeur do 200 et 130 francs), en Russie lo plus petit coupon était de 500 roubles do capital (soit 2,000 francs). Ce n'est que depuis quelque temps qu'il y a été émis des billets de 100 roubles à 5 pour 100 (soit 400 francs).

Toute l'épargne nationale est placée en billets de crédit. Il serait difficile d'évaluer exactement le chiffre auquel elle s'élève; *mais 70 millions d'habitants, dont l'épargne est assez considérable, doivent absorber une quantité de billets de crédit s'élevant au minimum au tiers sinon à la moitié de tout le papier-monnaie circulant.*

« Le crédit n'est pas développé en Russie, nous le répétons, comme dans les pays cités par M. Wolowski. *Pour tous les payements de ville en ville, on se sert d'un moyen abandonné par tout le reste de l'Europe. On envoie l'argent en papier-monnaie par la poste. Les traites et les remises sont inconnues, et il n'est pas un seul pays au monde où d'aussi considérables envois d'argent se fassent par la poste.*

« *A peine s'il y a dans cinq ou six villes des comptoirs de la Banque d'État qui délivrent des transferts. Encore la Banque est-elle obligée de munir les succursales de fonds envoyés par la poste ou par une expédition au comptant escortée d'un caissier de la Banque.* M. Wolowski ignore probablement tous ces détails[1].

« En France, les banquiers, la Banque même et ses succursales, en dernier lieu aussi les mandats de la poste, *remplacent, au grand avantage du public, les moyens primitifs dont se servent encore les Russes.* Il n'en résulte pas moins qu'une grosse somme de papier-monnaie se trouve mise en dehors de la circulation, et l'on doit le reconnaître, si l'on prend en considération la lenteur des communications et les immenses distances à parcourir. C'est à peine s'il existe maintenant en France des trajets de plus de deux ou trois jours de durée ; mais en Russie les distances sont de 10, 20, 30 et même 60 jours, *ce qui fait que de fortes sommes sont soustraites à la circulation et que les besoins financiers du pays en réclameraient peut-être le remplacement*[2].

« Aussitôt perçues, les recettes du trésor français sont versées au crédit de l'État à la Banque de France ou dans ses succursales. *C'est ce qui n'existe pas encore en Russie. Il y a de* 600 *à* 700 *caisses de district et de province qui reçoivent les impôts ; chaque administration de gouvernement ou de ville a sa caisse à elle, et comme cet argent ne rentre au trésor qu'à certains intervalles, il y a de très-fortes sommes mises hors de circulation de cette manière-là aussi. Ces trois considérations prises dans leur ensemble amènent à réduire de* 400 *ou* 450 *millions le chiffre réel du papier-monnaie circulant, qui ne s'élève par conséquent qu'à* 200 *ou* 250 *millions de rou-*

[1] Non; et ils nous paraissent aussi curieux que caractéristiques.

[2] Est-ce une précaution oratoire pour annoncer une nouvelle création d'assignats ?

bles, chiffre restreint plutôt qu'exagéré, et qui explique la pénurie numéraire ainsi que le taux élevé de l'escompte à l'intérieur et même à la bourse de Saint-Pétersbourg et d'Odessa.

« La trop grande abondance de papier-monnaie se manifeste par sa dépréciation. Or, à l'intérieur, la confiance qu'il inspire est inébranlable. Ce qui le prouve, c'est que, depuis le 1er septembre jusqu'aux derniers jours d'octobre 1863, alors que la Banque donnait l'argent au pair, le pays n'a rien échangé. Toutes les demandes étaient pour l'extérieur et affectées à la solde des importations étrangères.

« La hausse du change en 1862-1863 a donné une prime de 5 à 10 pour 100 aux importateurs de marchandises, et la bonne récolte en 1862-1863, en France et en Angleterre, ayant ralenti les expéditions des céréales russes, il fallait payer à l'étranger en or ou en traites de la Banque le déficit de notre bilan commercial. Voilà tout le mystère de cette mesure non réussie d'échange dont s'occupe si fort M. Wolowski et dans laquelle le pays même n'est entré pour rien.

« Aussi longtemps que le bilan commercial de la Russie lui sera défavorable, le change ne se remettra pas au pair avec la stabilité voulue. Tous les expédients possibles éloignent de ce but au lieu d'en rapprocher; mais le développement de la prospérité publique, la construction des chemins de fer activant l'industrie et l'agriculture, le jour où la Russie aura plus à tirer sur l'étranger qu'à lui remettre, l'équilibre se rétablira de lui-même, et l'on pourra reprendre l'échange des billets de crédit même avec un dépôt métallique relativement minime, car la demande s'arrêtera d'elle-même aussi.

« En 1856 et 1857, après la guerre de Crimée, alors que la masse du papier-monnaie était bien plus grande et où il ne s'échangeait pas, le cours de change s'est pourtant élevé

parfois au-dessus du pair. A Odessa il a été jusqu'à 416, à Saint-Pétersbourg à 406, ce qui n'avait pour cause que l'accroissement d'exportation des marchandises russes.

« Malheureusement la réduction des intérêts sur les dépôts à la Banque, *l'affluence des capitaux russes vers des placements étrangers, la baisse du tarif d'importation*, la masse des voyageurs, qui, profitant des facilités accordées par le gouvernement, se sont rendus à l'étranger, tous ces motifs réunis ont amené une si forte demande de traites sur l'étranger, que le cours du change a baissé et n'a pu se relever depuis.

« *Tandis qu'en France les transactions commerciales se font à trois mois de terme tout au plus, en Russie elles se font ordinairement à six, neuf, quelquefois même à douze mois de terme.* La plupart du temps les payements sont fixés à l'époque de réunion des grandes foires, telles que celles de Nijni, de Kharkov, de Poltava, d'Irbit, etc. *Dans le cas même où l'argent est disponible, deux ou trois mois avant le terme désigné, le négociant russe ne le fait pas valoir, le gardant jusqu'à échéance. En sorte que, si un billet de la Banque de France circule constamment et rapidement, le papier-monnaie russe suit une voie tout opposée, ce qui fait qu'il en faut beaucoup plus.* En France, chaque boutiquier, chaque négociant se sert de la Banque de France ou de l'intermédiaire des banquiers. Ces derniers font aussitôt valoir les dépôts qu'ils ont reçus. Tout cela est complétement inconnu en Russie, de même que la lettre de crédit. Un négociant français partant pour l'intérieur afin d'y acheter des marchandises ou des produits, se munit d'une lettre de crédit. En Russie, les habitudes sont autres. *Tous les produits agricoles se payent au comptant, et l'acheteur doit emporter les sommes qui lui sont nécessaires en billets de crédit qui restent en portefeuille pendant toute la durée d'un long voyage.*

« En résumé, M. Wolowski semble n'avoir voulu consulter aucune des causes réelles des effets financiers dont il a fait l'analyse avec un pessimismo qu'on est en droit de croire intentionnel, alors surtout qu'il émane d'une personne aussi versée que lui en matière de finances et d'économie politique.

« Dans son article sur les financos de la Russie, M. Wolowski *ne cite, il est vrai, que des chiffres officiels et produits par le gouvernement russe lui-même, mais il les groupe et les interprète de manière à en déduire les conclusions les plus arbitraires.*

« *Affirmer d'abord que la Russie est un pays pauvre, le répéter plus de trois fois à la même page,* c'est commencer par prouver qu'on s'est laissé entraîner par des sympathies politiques, qu'expliquent le nom et l'origine de l'auteur, hors des limites imposées à un économiste aussi distingué que M. Wolowski par l'impartialité de la discussion scientifique.

« *Les richesses nationales de la Russie avec ses 70 millions d'habitants sont, toutes proportions gardées, équivalentes à celles des pays les plus favorisés. La seule différence réelle, c'est que ces richesses n'ont pas atteint le même degré d'exploitation, de développement, et surtout d'imposition.*

« Les magnifiques provinces situées entre le Volga et la Dwina, le Dniester et le Bug, dont la superficie égale celle de la moitié de l'Europe, possèdent un sol admirable, qui n'a même pas besoin d'engrais pour produire les plus riches récoltes. M. Wolowski émet donc une assertion tout à fait erronée en disant que « le sol mal cultivé ne donno que des récoltes misérables. »

« S'il avait pris la peine de se renseigner sur ces quostions aussi bien que sur les chiffres puisés dans le *Journal de Saint-Pétersbourg,* il aurait appris tout au contraire *que le travail libre a déjà donné dans ces provinces, aussi bien que dans la Russie méridionale et l'Ukraine, les plus brillants résultats.*

« Jamais les paysans n'ont autant ensemencé et récolté qu'en 1862-1863. Quant aux propriétaires, M. Wolowski se trompe encore en *affirmant que leurs ensemencements ont diminué de beaucoup. Peut-être serait-il juste de dire qu'ils n'ont pas cultivé autant de terrain qu'auparavant ; mais en limitant la culture ils ont pu, grâce au travail libre,* l'améliorer considérablement et récupérer ainsi par la qualité ce qu'ils ont pu perdre sur la quantité.

« Pour ce qui est de l'application des forces mécaniques à l'agriculture, la Russie, dans ces derniers temps surtout, a fait des progrès immenses. En dehors de l'Angleterre, il est peu de pays peut-être qui soient munis d'un plus grand nombre de locomobiles, de batteuses et de moulins à vapeur. Cela est si vrai, que l'achat de ces machines à l'étranger a fait sortir de Russie des sommes immenses, ce qui a pesé fort lourdement sur le bilan commercial de l'empire.

« *Nulle part les impôts ne sont aussi modiques qu'en Russie. Si M. Wolowski voulait établir un parallèle entre les impôts d'un contribuable français et ceux d'un contribuable russe, il serait frappé du contraste qui en résulterait tout à l'avantage des Russes.*

« La grande noblesse, vivant des revenus de ses terres ou de rentes mobilières, n'est presque pas imposée.

« Les *income-tax* et les octrois n'existent pas en Russie, et M. Wolowski est à même de juger des ressources que les finances de l'État peuvent trouver dans cette direction.

« L'impôt sur les boissons est très productif, il est vrai, mais il ne faut pas perdre de vue que le climat de la Russie fait une nécessité hygiénique d'une grande consommation de spiritueux. Par contre, le tabac et le sel, si lourdement imposés ailleurs, le sont à peine en Russie, et offrent par conséquent de grandes ressources financières. »

HERMAN RAFALOWICZ.

Nous avons tenu à reproduire tout entière la réponse du *Journal de Saint-Pétersbourg*; chacun peut juger de la puissance des arguments qu'on y développe. Cela n'empêchera sans doute pas la bonne foi de nos adversaires de répéter encore que nous écartons ce qui peut être dit pour relever les finances de la Russie aux yeux du monde. Dans notre premier travail, nous avons laissé parler les données officielles; ici nous avons cédé la parole aux défenseurs avoués de l'administration russe. Que voudrait-on de plus? Sommes-nous responsable du triste état des choses dont témoignent des chiffres reconnus exacts, ou de ce qu'une défense trop difficile peut laisser à désirer? Il est vrai que, dans un premier article du 25 février 1864 [1], un professeur d'économie politique connu par des travaux estimables, M. Bunge, s'exprime ainsi: « Conclure à l'absence des moyens pour nous faire sortir des difficultés contre lesquelles lutte notre administration financière, n'est-ce pas proclamer hautement la stérilité de son savoir? » Ce reproche, nous l'acceptons. Oui, notre savoir

[1] Réponse à M. Wolowski, publiée dans le journal *le Nord*, du 25 février 1864. — Un deuxième article du même auteur a paru dans le numéro du 2 mars 1864. Nous n'avons pu en prendre connaissance qu'après la publication de notre travail dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars. Mais nous allons reproduire à la suite de cet écrit les deux articles de M. Bunge, en y joignant quelques observations.

est stérile pour une pareille œuvre, et nous admirerons l'habileté de M. Bunge s'il réussit à l'accomplir. Ce sera l'homme de génie attendu par le général Tchevkine, et l'empereur Alexandre II devra se hâter de lui confier le portefeuille des finances.

Dans la multitude d'écrits russes sur la question soulevée par notre étude, c'est toujours le même argument qui reparaît. Personne ne conteste les chiffres, mais on s'attaque aux inductions, et l'on prétend que nous n'avons pas tout dit. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* et M. de Thoerner insistent sur les nécessités qu'imposent à la circulation monétaire de la Russie l'étendue de l'empire, l'absence des voies de communication et l'absence plus complète encore du crédit; mais tout s'équilibre, et ce triste reflet de la barbarie, qui jette une ombre si épaisse sur la Russie, n'exerce-t-il point aussi quelque influence sur la formation de la richesse? L'amour-propre national se révolte contre ces paroles: « La Russie est pauvre. » Certes ce ne sont pas des peintures comme celles du *Journal de Saint-Pétersbourg* qui sont de nature à inspirer une conviction contraire. On ne la rencontrera pas non plus à l'aide des arguments évoqués pour expliquer comment la Russie a besoin d'une masse colossale de papier-monnaie pour accomplir des transactions fort restreintes. Dans sa

naïveté, l'aveu est instructif : il ne faut point être pessimiste pour éprouver une surprise peu agréable en présence de ces procédés rudimentaires, qui dénotent une société se dégageant à peine des langes de la barbarie : tout ce qui fait la force de l'Occident y reste inconnu, tous les rouages sont d'une grossièreté primitive.

Il est un moyen dont les écrivains russes usent volontiers quand ils veulent se soustraire aux embarras d'une discussion sur les ressources et sur l'administration financière de leur pays. « C'est bien pis en Autriche, disent-ils. Et puis la France et l'Angleterre n'ont-elles pas eu leur papier-monnaie? » L'Autriche a le droit de se trouver humiliée d'un semblable parallèle; si elle souffre du papier-monnaie, elle s'applique à s'en débarrasser, au lieu de chercher à masquer par un faux système une situation déplorable. L'Autriche travaille, elle produit bien et beaucoup; aucune des forces de la civilisation moderne ne lui demeure étrangère, et les producteurs de blé en Russie savent combien leur devient périlleuse la concurrence des céréales de la Hongrie, aidée par les voies perfectionnées de communication.

La Révolution française a souffert de la grande erreur des assignats, mais ses idées ont labouré le monde, mais son génie a plus créé que ses fautes financières n'ont pu détruire. Celles-ci n'ont été

qu'un détail secondaire dans le majestueux ensemble d'une œuvre de géants.

L'Angleterre a eu son papier-monnaie ; mais sait-on dans quelle quotité ? A l'époque même où les assignats russes se multiplièrent par milliards, les billets à cours forcé de la Banque de Londres ne dépassèrent le chiffre de 20 millions sterling (500 millions de francs) qu'en 1810, et ils n'ont jamais atteint 28 millions sterling (700 millions de francs) jusqu'au moment de la reprise des payements en 1822. Cependant les mécaniques anglaises, grâce au génie de Watt et d'Arkwright, filaient de l'or. Où se trouvent donc les nouvelles et abondantes sources de la richesse en Russie pour faire équilibre à la masse écrasante du papier-monnaie ? Il est vrai que le *Journal de Saint-Pétersbourg* nous rassure. « Les richesses nationales de la Russie sont, dit-il, toutes proportions gardées, équivalentes à celles des pays les plus favorisés. *La seule différence réelle, c'est que ces richesses n'ont pas acquis le même degré d'exploitation, de développement et surtout d'imposition.* » En d'autres termes, la seule différence réelle, c'est que ces *richesses* n'existent pas, car que sont-elles à l'état brut, quand le génie de l'homme ne les a pas encore fécondées, quand elles ne sont ni exploitées, ni développées ? A ce titre, les contrées les plus riches seraient les déserts du nouveau monde. Il

est vrai que le *Journal de Saint-Pétersbourg* promet un nouveau degré d'*imposition*, et c'est certainement l'avantage le plus facile à décréter.

Faisons justice en passant des idylles qui nous présentent le bien-être de la Russie comme soudainement accru par l'abolition du servage. On sait à quoi s'en tenir sur les effets d'une mesure digne de respect, mais sujette aux dangers inséparables d'un régime de transition. Les paysans continuent de travailler sur leurs propres sillons, d'accord; mais c'est pour se nourrir, et non pour enrichir le pays. De la part des propriétaires, nous n'avons entendu qu'un concert unanime de plaintes sur les pertes subies, à n'envisager que le côté matériel de la question. Ils sont forcés de réduire leurs cultures, et le prix de la main-d'œuvre renchérit au point d'affecter d'une manière sensible le prix du blé.

Quant aux machines agricoles, la Russie a pu dépenser beaucoup pour se les procurer, mais cela ne suffit pas pour qu'elle sache s'en servir et les entretenir en bon état. La plupart du temps elles imposent un lourd sacrifice, sans compensation suffisante.

Pour en venir au papier-monnaie non remboursable, nous nous bornerons à demander à ceux qui l'exaltent aujourd'hui pourquoi ils applaudissaient, il y a un an, aux efforts tentés pour

guérir cette plaie, aux emprunts contractés en numéraire pour reprendre le payement en espèces. Ils voulaient donc appauvrir la Russie en la privant de ce *précieux instrument* dont elle a pu à plusieurs reprises apprécier déjà le principal bienfait, la *hideuse banqueroute !* Il est vrai qu'ils n'avaient pas fait encore la découverte que l'on *thésaurisait* des billets, sans valeur intrinsèque aucune, et dépourvus de tout revenu ! Il faut le reconnaître, si les Russes se livrent à cette fantaisie et s'ils y consacrent des milliards, la Russie n'est pas un pays comme un autre, et le capital n'y rencontre guère d'emploi. En admettant pour le moment, d'accord avec une fiction hardie, que près de 2 milliards de billets se trouvent ainsi gardés en réserve, que deviendrait la circulation le jour où ils en tripleraient la masse effective, alors que, lassés de leur inactivité, ils ne pourraient ni s'écouler sur les marchés étrangers, ni être utilisés sur le marché intérieur? De toutes les suppositions, celle imaginée par l'article du *Journal de Saint-Pétersbourg* est sans contredit la plus extraordinaire et la plus périlleuse.

Vers la fin de décembre 1863, les hommes qui s'occupent des questions d'économie et de finances se sont réunis à Saint-Pétersbourg pour discuter ces graves problèmes. Ils n'ont point partagé des illusions naïves, si elles sont sincères. Ils ont déploré la nouvelle nécessité qui faisait suspendre

l'échange des billets, et ils en ont indiqué la cause première[1]. L'emprunt contracté à Londres devait être intégralement employé à remplacer une somme équivalente de billets; mais les besoins du trésor, accrus par la guerre de Pologne, l'ont conduit à ce que le correspondant du *Times* nomme *this secret financial operation* : ils ont fait donner une autre destination à l'argent produit par l'emprunt. On comprend les embarras qui en sont résultés.

La nécessité de plusieurs milliards de papier-monnaie *non remboursable* est une invention de date récente; elle fait peu honneur à ceux qui s'en rendent les éditeurs responsables, et nous acceptons la condamnation sous laquelle ils croient nous accabler en prétendant que nous ignorons les *causes réelles des effets financiers dont nous avons fait l'analyse.* Nous espérons les ignorer toujours et n'avoir jamais à faire valoir de pareils arguments. Le plus curieux, c'est que l'on arrive jusqu'à dire que la baisse du change est étrangère à l'existence du papier non remboursable. On invoque le souvenir de 1856 et de 1857 pour rappeler que le change est monté alors jusqu'à 416. Il n'aurait pas été superflu d'ajouter pendant combien de temps, et si ce météore accidentel n'a point été amené par

[1] Voir la correspondance du *Times* datée de Saint-Pétersbourg, le 27 décembre 1863, et publiée le 8 janvier 1864.

la vente soudaine des réserves de blé accumulées pendant la campagne d'Orient.

Enfin on répète avec insistance que nulle part les impôts ne sont aussi modérés qu'en Russie. Ce raisonnement n'est pas plus sérieux que si l'on disait qu'ils sont encore plus modérés parmi les tribus sauvages de l'Amérique. Il ne s'agit point de savoir quel est le *chiffre absolu* de la redevance payée par tête à l'Etat (ce chiffre se réduit réellement à environ 20 francs en Russie, tandis qu'il s'élève à plus du double en France), mais de connaître la part relative ainsi prélevée sur chacun, ce qui renverse la proportion, et certes aucun contribuable français ne voudrait, toutes choses égales d'ailleurs, échanger sa position contre celle d'un contribuable russe.

On parle d'*income-taxe* et d'octrois qui n'existent pas en Russie. Ignore-t-on que l'*income-taxe* est un obstacle à la formation des capitaux, ce premier besoin de la Russie, et qu'elle ne saurait être productive là où le revenu national est si restreint? Quant aux octrois, oublie-t-on qu'ils constituent une source de profits pour les villes, mais qu'ils rapportent fort peu à l'Etat? Le tabac et le sel sont, dit-on, faiblement imposés en Russie; ce n'est pas la bonne envie, mais la possibilité qui manque pour accroître cette branche de revenu. En revanche, l'impôt des boissons devient de plus en

plus productif, et le prix de l'eau-de-vie baisse, ce qui fait qu'on en consomme des quantités de plus en plus effrayantes. C'est là un profit que la richesse nationale paye cher par l'abaissement intellectuel et moral de la population livrée à de pareils excès!

Quant aux doléances du *Journal de Saint-Pétersbourg* sur la balance du commerce, une feuille russe, la *Gazette de la Bourse*, nous dispense de nous y arrêter ; elle a suffisamment prouvé tout le vide de cette argumentation [1]. La même feuille constate que, dans l'appréciation des forces matérielles de la Russie, notre point de départ est celui de presque tous les publicistes russes. Au lieu d'exagérer l'expression de leur pensée, nous l'avons adoucie. C'est en vain que nos contradicteurs essayent de jeter de la confusion dans le débat en mêlant tout, pour empêcher une vue nette du sujet ; c'est en vain qu'ils nous accusent, en termes qui ne perdraient rien quelquefois à être plus polis, d'*omissions volontaires* et d'*oublis prémédités*. Nous en avons vainement cherché la preuve dans leurs réponses [2]. Qu'ils nous vantent complaisam-

[1] Cet article a été reproduit dans *le Nord* du 21 février 1864.

[2] Le dernier venu, M. Bunge, se montre le moins réservé dans son langage et le moins décisif dans ses critiques. On aurait mieux attendu d'un économiste dont les écrits ont été souvent remarqués. Nous lui demanderions surtout à l'avenir, s'il veut encore nous faire parler, de citer ce que nous avons dit, au lieu d'en présenter

ment l'abondance des récoltes et qu'ils y voient une mine féconde pour la Russie, il nous suffira de leur demander quelle transformation s'est opérée depuis l'époque où un économiste dont on ne déclinera pas la compétence, M. de Tengoborski, estimait *au-dessous de quatre grains* le rendement moyen des cultures. Nous nous bornerons aussi à rappeler les jugements portés sur l'agriculture russe par M. de Molinari, adversaire décidé de la cause polonaise et plein de bon vouloir pour la Russie. Dans le *Ruski Viestnik* (novembre 1862), il en présente un tableau très-sombre. « Que fera, dit-il, le propriétaire *sans lumières, sans capital, sans main-d'œuvre?*... La récolte est toujours chétive ! »

Est-il besoin de répondre à d'autres observations, aux reproches de ceux qui nous accusent de

un résumé de fantaisie : ce sera plus exact et plus concluant. Nous n'avons jamais confondu l'actif et le passif de la Banque avec l'actif et le passif de l'Etat ; mais, nous sommes bien obligé de le dire, sauf une portion minime, l'actif de la Banque consiste, presque en totalité, en sommes qui sont dues par le trésor. Du reste, il faudrait avoir les *tableaux* sous les yeux pour saisir d'un coup d'œil l'ensemble de la situation. Bornons-nous à une seule remarque pour le moment : il est un chapitre des revenus actuels de la Russie que M Bunge aurait mieux fait de passer sous silence, ce sont les contributions qui ont frappé, comme il le rappelle, les propriétaires des gouvernements *de l'ouest et du sud-ouest* de l'empire, c'est-à-dire des provinces lithuaniennes et polonaises. L'Europe ne sait que trop que ces contributions ont été productives.

n'avoir pas tout dit? C'est dans *le Nouvelliste de Moscou* que nous trouvons ces reproches, et nous pouvons lui assurer que nous n'avons rien omis d'essentiel. Ainsi nous ne nous sommes pas contenté d'invoquer le témoignage autorisé de M. Kolb dans notre appréciation des forces militaires de l'empire, nous l'avons contrôlé, et nous avons admis qu'elles s'élèvent à environ 600,000 hommes avec le corps des Cosaques et la cavalerie colonisée. Le journal russe présente un chiffre pareil comme le résultat d'armements récents; mais il laisse en dehors 90,000 Cosaques et l'armée du Caucase. Nous persistons à penser qu'il y a exagération dans ces données, bien qu'elles soient loin encore d'atteindre le fameux *million de soldats* dont on a si souvent parlé! Il y avait un moyen fort simple de lever tous les doutes: c'était de publier les états de l'armée. Aurait-on craint les rapprochements que permettent de faire les documents peu nombreux mais significatifs que le gouvernement russe a déjà mis au jour? Ce qui est certain, c'est que les finances de la Russie doivent se ressentir rudement du surcroît de dépense amené par la levée de nouvelles troupes et par la construction hâtive de fortifications plus solides. Nous désirerions fort voir l'*état au vrai* du règlement des recettes et des dépenses de 1863; après l'avoir étudié, on cessera de nous taxer de pessimisme.

Le Nouvelliste de Moscou du 28 janvier 1864 s'exprime comme il suit : « On dit que nous sommes pauvres ; l'article de M. Wolowski sur nos finances, publié dans la *Revue des Deux Mondes*, a fait le tour de l'Europe ; on affirme partout que le côté financier est notre côté vulnérable... Nous autres Russes nous savons que nos moyens *sont très-grands et très-petits*, très-grands en cas d'une guerre pour l'intégrité de notre pays, très-petits pour nos besoins de tous les jours. » Après avoir fait cet aveu, l'écrivain espère que la Russie pourra se tirer de ces embarras, qui ne constituent pas, dit-il, un vice organique, « mais en attendant, constatons que nous sommes pauvres. »

Cependant, pour détruire cette impression, il continue, dans un style plein *d'humour*, à montrer combien de dépenses inutiles et fantastiques gaspillent les ressources de la Russie, et combien, en les retranchant, on pourrait faire d'économies, de manière à modifier favorablement l'état des finances. Il s'agit toujours là d'un futur contingent, que quiconque connaît la Russie, ne regardera pas comme probable.

En définitive, la situation ne s'améliore pas pour la Russie, quoi que puissent prétendre les apologistes d'un ordre de choses qui ne saurait faire désormais illusion à personne. Serait-il vrai que, vers la fin de 1863, le gouvernement a consenti

une remise notable aux détenteurs d'eaux-de-vie en dépôt pour les engager à payer le droit d'accise avant le 1er janvier? On ne saurait voir l'indice d'une grande prospérité dans l'émission de nouveaux bons du trésor pour 36 millions de roubles (144 millions de francs) avec la clause que les caisses du gouvernement ne peuvent les recevoir en payement, à moins que la somme à payer n'égale au moins le principal et les intérêts des billets. On a beau épuiser les palliatifs et multiplier les démonstrations destinées à éblouir le monde, l'abîme du déficit se creuse de plus en plus, la force des choses et la vérité ne perdent point leur empire, et la Russie risque fort d'être amenée trop tard à le reconnaître.

Ce travail était terminé quand nous avons pu prendre connaissance de l'ensemble de l'écrit de M. Bunge, publié par le *Journal de Saint-Pétersbourg* et reproduit par *le Nord*. Le ton âpre et malveillant de ce document nous a surpris de la part d'un écrivain qui devrait mieux, ce nous semble, conserver le calme, convenable à une discussion sérieuse. Pour notre compte, nous ne nous en départirons pas, et nous ne voyons dans le langage employé par M. Bunge qu'un motif de plus pour

ne rien retrancher à ses deux articles, dont voici le texte :

PREMIER ARTICLE[1].

« On sait qu'un ministre des finances de France disait à ses collègues : « Faites-moi de bonne politique, je vous ferai « de bonnes finances. » Le prince Gortchakof aurait pu dire à ses collègues : « Je vous ai fait de bonne politique, « faites de bonnes finances. » Cependant M. Wolowski, au lieu de laisser parler nos sommités financières, parle pour elles : « Nous voudrions bien faire quelque chose » — leur fait-il dire ; — « mais le pays est ruiné et nous avons en vain « épuisé toutes les ressources de notre savoir. Il ne reste à « la Russie qu'à courber la tête et à accepter la transfor- « mation qu'on voudra bien lui imposer. » Telle est l'idée fondamentale de l'article que M. Wolowski a inséré dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier. En prêtant à nos hommes d'Etat cette manière d'envisager les finances de la Russie, en prenant, pour ainsi dire, la parole pour eux, M. Wolowski ne se doute guère qu'il porte un coup très-rude à sa propre réputation d'économiste. Annoncer un compte rendu de l'*état vrai* des finances de la Russie, une investigation calme, qui conduise à un tableau fidèle dans l'intérêt de *tous*, en un mot, annoncer une touchante sollicitude pour nos intérêts (il faut espérer qu'ils sont au nombre des intérêts de tous) et conclure à l'absence des moyens pour nous faire sortir des difficultés contre lesquels lutte notre administration financière, n'est-ce pas proclamer hautement la stérilité de son savoir ?

[1] Nous avons répondu en partie à ce premier article page 99.

« Si M. Wolowski, inspiré par une bienveillance mélancolique, fait de nos finances un tableau statistique savamment rembruni, et s'il s'humilie au point d'assurer qu'il ne trouve pas un bon conseil à nous donner, — c'est son affaire à lui; mais il y a aussi dans son article quelque chose qui nous touche de près, qui nous oblige à le suivre dans ses pérégrinations statistiques et à lui dire : Non, la science n'est pas descendue aussi bas que vous le croyez[1]. M. Wolowski s'arrête d'abord au chiffre de notre dette. Il additionne le passif de notre Banque et la dette inscrite de l'État[2]. Mais bien que notre Banque soit une banque de gouvernement, on ne devrait jamais se permettre une telle confusion de comptes. Citer le passif d'une banque comme dette de l'Etat, sans faire mention de l'actif de cette banque[3], et reproduire ce même passif une seconde fois, l'actif en regard, cela paraîtrait inouï dans les annales de l'économie politique[4]. Mais M. Wolowski ne s'occupe guère de ces misères : par oubli ou par restriction mentale, il ne dit mot de plus de 400 millions de roubles à recouvrer par la Banque de l'Etat sur les propriétaires[5], sur les avances, etc. Il semble même ne pas soupçonner que la manière dont il traite nos finances lui permettrait de dire que la Banque d'Angleterre est en

[1] De quelle science M. Bunge parle-t-il ?

[2] Nous avons simplement reproduit le bilan de la Banque, que nous publions d'une manière complète dans la quatrième partie de ce travail, en le donnant pour le 30 novembre 1863 et le 1er janvier 1864.

[3] Qui consiste en une dette de l'Etat.

[4] Ce qui est inouï, c'est de parler ainsi d'une reproduction de faits, accompagnée de tous les moyens de contrôle.

[5] Il paraît que M. Bunge ne s'est pas donné la peine de lire la page 452 de la *Revue des Deux Mondes* (p. 53 de ce volume), où ces renseignements sont indiqués.

état de faillite, car elle n'a pas assez d'argent en caisse pour restituer ses dépôts et payer tous ses billets [1].

« Mais nous reviendrons plus tard aux affaires du crédit; commençons par examiner les raisonnements de M. Wolowski au sujet de notre budget.

« L'auteur parle d'abord du désordre que présentait notre comptabilité financière avant 1863; il s'empresse de constater un fait reconnu par notre administration; mais, au lieu de nous rendre la justice de reconnaître que nous sommes entrés dans une meilleure voie, il déplore un fait qui appartiendra bientôt à l'histoire, comme s'il s'agissait d'un malheur présent [2].

« Un homme peu familier avec l'art de faire parler aux chiffres le langage qu'il veut leur prêter nous dirait peut-être : « Ah! M. Wolowski vous a bien prouvé que vous avez « eu tort de publier votre budget. Celui de 1863, malgré les « ressources que fournit la nouvelle taxe des patentes pour « l'exercice du commerce et de l'industrie, malgré un ac- « croissement de 25 pour 100 sur la capitation et une sur- « élévation de l'*obroc*, donne une recette de 8,600,000 rou- « bles en moins sur celle de 1862. Si l'accès de cette terre « inconnue du budget était interdite aux profanes, vous « auriez pu au moins sauver les apparences. Maintenant, « tout le monde y voit clair : vos ressources s'épuisent et « le pays n'est pas en état de supporter une dépense annuelle « d'un milliard 300 millions de francs. » Soit, répondrions-nous; si le budget n'est pas à la portée de tout le monde,

[1] Elle serait en état de faillite si elle ne payait point ses billets à présentation. N'est-ce point le cas de dire :

Où son esprit prend il toutes ces gentillesses ?

[2] Nous avons analysé les mesures prises par M. de Reutern pour rétablir l'ordre dans la comptabilité.

les conclusions de M. Wolowski seraient inattaquables; maintenant c'est le contraire : tout homme compétent peut aisément apprécier la valeur des conclusions de l'auteur. En examinant les recettes présumées, il a oublié de prendre en considération une bagatelle : l'abolition de la ferme des boissons, qui fut suivie d'une notable diminution d'impôts après laquelle le prix des spiritueux a baissé dans la Grande-Russie de 50 pour 100 [1] ! La hausse de l'impôt pour les gouvernements qui ont joui de certains priviléges ne pouvait pas couvrir la réduction de l'impôt dans les autres parties de l'empire, et l'administration des finances a été très-circonspecte en évaluant que le revenu net des boissons donnerait 23 millions de roubles en moins comparativement à sa recette de l'année 1862. Au reste, les prévisions budgétaires ont été de beaucoup dépassées; résultat dont le ministère des finances peut à juste titre se glorifier, et qui mériterait bien une mention honorable dans un écrit qui traite de l'*état vrai* des finances de la Russie [2].

« Si la révolution de Pologne n'était pas survenue sur ces entrefaites, on peut être sûr que notre budget de 1863 se serait soldé sans déficit [3].

« Mais admettons avec M. Wolowski que notre budget, aussi bien que beaucoup d'autres, n'est pas en équilibre. Il faut donc ou augmenter les revenus ou diminuer les dépenses du trésor.

« M. Wolowski nous assure que ni l'un ni l'autre n'est possible. « La Russie est pauvre, » nous dit-il, « son in-« dustrie n'est pas encore entièrement sortie de l'enfance,

[1] Ce qui en a fait boire davantage.

[2] Nous avons si peu oublié la modification de l'impôt sur l'eau-de-vie, que nous en avons parlé plusieurs fois.

[3] C'est douteux; ce qui est certain c'est que la guerre de Pologne a singulièrement aggravé la position des finances russes.

« le commerce est peu développé, l'agriculture souffre de « la désorganisation causée par l'abolition du servage, la « noblesse est ruinée, le sol mal cultivé ne donne que des « récoltes misérables... » Pour dire tout ce que l'auteur a dit, il faudrait transcrire une page entière où M. Wolowski étale nos misères uniquement afin de rendre justice *aux vains efforts que l'administration a faits pour nous rendre riches.*

« A l'appui de son assertion que la Russie est pauvre, M. Wolowski cite un journal russe, *Ruski Viestnik.* Oui, comparativement aux puissances d'Occident, nous sommes pauvres : il n'y a aucune honte à l'avouer; ceci n'a rien de nouveau pour personne. Mais lorsque M. Wolowski nous parle de la désorganisation que l'abolition du servage a produite chez nous, nous sommes portés à lui demander si nos champs sont restés sans culture; s'il y a chez nous une trace quelconque de lutte sociale [1]. L'autorité du gouvernement, qui a rallié autour de son drapeau des millions échappés au servage, est-elle affaiblie? Est-ce une désorganisation que la liberté rendue aux cultivateurs, suivie d'une baisse du prix des céréales et de l'élan patriotique de toute une population qui venait d'être appelée à une nouvelle existence, en face des menaces de l'Occident [2] ?

« La noblesse est ruinée, » continue M. Wolowski.— Oui, elle l'est dans les gouvernements de l'ouest et du sud-ouest de la Russie. La cause première a été d'abord les contributions révolutionnaires qu'elle a dû payer; puis maintenant ce sont les capitaux disponibles qu'elle est obligée de restituer aux créanciers, qui ne veulent pas faire des avances d'argent qu'ils savent destinées à de folles entreprises. Quant

[1] M. Bunge est optimiste ; a-t-il consulté les propriétaires russes?
[2] Quel dommage que ce soit un tableau de fantaisie.

à la noblesse de la Grande-Russie, elle a fait des sacrifices, mais elle n'est pas ruinée, et nous espérons bien qu'elle ne le sera pas. Vingt nouveaux comptoirs de la Banque, établis dans les villes principales, lui viendront en aide par des avances sur les billets 5 pour 100, et peut-être plus tard sur les certificats de 5 et 5 1/2 pour 100. Ces nouvelles ressources suffiront à beaucoup de personnes pour leur permettre de modifier l'économie de leurs cultures[1].

« Votre sol donne des récoltes misérables, » continue M. Wolowski, toujours dans le même sens. Ainsi soit-il, répondrons-nous. Mais pourquoi ne vous êtes-vous pas donné la peine de vous informer du prix auquel se vend le blé et le froment dans nos gouvernements essentiellement producteurs de céréales[2]? »

« Nous en demandons peut-être trop à M. Wolowski. Il ne s'est pas, en effet, donné la peine d'examiner notre budget des recettes[3]. Il s'est borné à constater un seul fait, à savoir que l'impôt sur les boissons forme à lui seul le tiers du budget de nos recettes, tandis qu'en France il ne représente que le dixième du budget. Pourquoi M. Wolowski s'est-il arrêté à cette seule comparaison? Il est vrai qu'il pouvait bien rencontrer des chiffres incommodes, mais qui ne manqueraient pas de donner l'état vrai de nos finances[4]. Pourquoi, par exemple, n'a-t-il pas cité le tabac, qui donne en France 162 millions de francs net (*czornig*), 11 pour 100 du revenu net total, et qui ne donne en Russie que 12 millions de francs net, 1 pour 100 du revenu net total? Pourquoi

[1] Ce *futur contingent* n'effaee pas les pertes subies.

[2] Si le blé s'y vend mal, est-ce une souree de profit?

[3] M. Bunge serait plus satisfait si nous n'avions pas soigneusement examiné ce budget.

[4] Ces ehiffres peuvent être incommodes, mais e'est pour ceux qui prétendent relever l'éclat des finances russes.

M. Wolowski n'a-t-il pas constaté aussi que les classes aisées, quoique peu nombreuses chez nous, payent comparativement peu d'impôts, et que les impôts foncier, mobilier et bien d'autres, sont presque inconnus en Russie? Est-ce par sollicitude pour la noblesse ruinée [1]?

« Quant au budget des dépenses, M. Wolowski pose cette question : « Les diminuera-t-on facilement? » Au lieu de formuler une réponse, il passe avec une aisance qui lui est particulière sur la distinction entre les dépenses ordinaires et extraordinaires, très-essentielle dans l'appréciation des économies qu'on peut réaliser. La réduction des dépenses extraordinaires est une impossibilité; c'est une vérité élémentaire que M. Wolowski cherche à nous mettre sous les yeux, en nous assurant que ni notre dette, ni notre armée (un million de soldats sur le papier) ne permettent pas d'économies. — Nous ne croyons pas opportun de discuter ici nos ressources extraordinaires, nous en parlerons dans un article prochain; nous ne toucherons pas non plus à la question du million de soldats sur le papier. Si M. Wolowski est un ami de la paix, nous ne voulons pas lui ravir une douce illusion.

« Nous ne dirons qu'un mot sur nos dépenses ordinaires. M. Wolowski est-il bien sûr que nos dépenses ordinaires ne nous permettront pas de faire une notable économie dans un temps plus ou moins prochain? Connaît-il à fond cette matière? Pour se prononcer là-dessus, il faut étudier les détails des différents services, il faut connaître les besoins d'un pays et la manière dont on peut les satisfaire. N'est-ce pas là une étude trop spéciale pour que M. Wolowski ait pu la faire? Nous nous permettrons d'exprimer quelques doutes à cet

[1] Le chiffre du budget suffit pour qu'on en mesure le poids dans un pays dont les ressources sont restreintes.

égard, et nous nous posons cette question sans oser la résoudre : Ignorant les faits économiques, quelle conclusion peut-on en tirer[1] ?

« Nous traiterons prochainement de nos ressources extraordinaires et de l'état de notre crédit. »

DEUXIÈME ARTICLE.

« M. Wolowski nous donne une esquisse historique de notre circulation fiduciaire. Son exposé, pour être exact, devrait être plus complet [2]. Si l'on veut bien comprendre le rôle du papier-monnaie dans notre système de crédit, il faut relier l'apparition des assignats, plus tard convertis en billets de crédit, à la circulation du cuivre qui les précédait, et à l'histoire des ressources extraordinaires dont on a usé si longtemps.

« L'ouvrage de M. E. Lamansky sur ce sujet, inséré dans le deuxième volume du *Recueil de statistique* publié par la Société géographique, renferme des détails précieux et jette une vive lumière sur les difficultés que nous éprouvons encore en ce moment. Si M. Wolowski s'était donné la peine d'étudier cet écrit, il aurait vu que le comte Cancrin s'est abstenu, il est vrai, d'émettre des billets de crédit, mais qu'il empruntait aux banques les dépôts disponibles pour

[1] Nous pensons que M. Bunge s'accommoderait fort de nous les voir ignorer.

[2] Il est impossible de tout dire à la fois. Nous avons eu soin de renvoyer (p. 447 de la *Revue des Deux Mondes*, numéro du 15 janvier 1864) aux annuaires de cette revue de 1858, 1859, 1860, où nous avons donné des détails précis à cet égard. Nous reproduisons ces résumés rétrospectifs à la suite de ce travail.

faire face aux dépenses extraordinaires. Or ce n'était là pas autre chose qu'une émission de papier-monnaie différée jusqu'au moment où les déposants auraient voulu redemander leurs dépôts payables à vue, ou dans un terme tout au plus de quelques semaines ou de quelques mois[1]. En effet, après la guerre d'Orient, lorsque l'esprit de la spéculation s'empara de notre marché, lorsque les banques, au lieu de consolider les dépôts qui continuaient à affluer dans leurs caisses, cherchèrent à s'en débarrasser en diminuant le taux de l'intérêt jusqu'à 3 pour 100, le danger d'une émission de papier-monnaie pour restituer une partie du milliard de dépôts payables à vue était si évident, que MM. Kniajéwitch et Hagemeister virent la nécessité de consolider ces dépôts en offrant aux déposants une rente de 4 pour 100. Plus tard, un comité qui comptait parmi ses membres MM. de Reutern, Milioutine et Lamansky, proposa l'émission des billets de banque à 5 pour 100. Cette dernière mesure, prise à temps, a détourné un grand danger et réparé autant que possible la faute commise par la réduction de l'intérêt sur les dépôts[2].

« Ces deux consolidations consécutives pour une somme de plus de 400 millions de roubles, l'émission des 4 pour 100 métalliques et la réforme de la comptabilité, qui a rayé au passif de notre Banque bien des millions dus aux diverses branches de l'administration, amenèrent les dépôts au chiffre de 234,500,000 roubles, moins d'un quart du montant de 1856, sans augmenter la quantité des billets de

[1] Elle a été si bien *différée*, que le comte Cancrin n'y a jamais eu recours

[2] Cette réduction d'intérêt, qui avait pour but de diminuer le péril d'une dette toujours exigible, loin d'être une faute, n'était que le point de départ d'une *consolidation* indispensable.

crédit au-dessus du chiffre existant au temps de la guerre [1]. Au contraire, si nous comparons notre circulation fiduciaire de l'année 1857 à celle de 1864, nous trouverons aussi une réduction du chiffre des billets : près de 100 millions de roubles. Sur ces 234 millions et demi dus par les anciens établissements de banque, la Banque de l'Etat et ses comptoirs ont environ 59,600,000 roubles de dépôts à long terme (3 à 10 ans), le reste, 174,900,000 payables à vue ou à courte échéance, renferme beaucoup de sommes appartenant à des personnes civiles, aux établissements, aux mieurs, etc., et n'est exposé maintenant à aucun danger réel.

« Ainsi, en 1858, le gouvernement et les banques avaient devant eux un passif exigible de dépôts et de billets de crédit pour 1 milliard 700 millions de roubles; maintenant il n'en reste que 870,800,000 [2]. »

M. Wolowski s'est bien gardé de citer un résultat si important [3]. Reconnaître un pareil succès serait de sa part donner un démenti aux raisonnements qu'il a faits sur le bilan de la Banque de l'Etat. M. Wolowski a préféré nous faire de la morale au lieu d'économie politique. Il a enregistré soigneusement tous nos revers, tous les engagements que nous n'avons pu tenir dans les situations désastreuses que nous avons traversées, pour arriver, comme conclusion, à ce triste axiome : « Nécessité n'a point de loi. » Mais ces adversités nous sont communes avec des pays bien plus riches que le nôtre, où les banques se trouvaient dans un milieu

[1] C'est de réduire ce chiffre dans une forte proportion qu'il fallait s'occuper.

[2] Nous reviendrons sur ce parallèle.

[3] M. Bunge a donc lu bien légèrement notre travail ? Nous le renvoyons à la note de la page 447 de la *Revue des Deux Mondes*, numéro du 15 janvier 1864.

plus prospère et plus puissant pour les soutenir. Sans parler de la Banque de Vienne et du papier-monnaie de l'Autriche, nous pourrions citer la suspension des payements par la Banque d'Angleterre depuis la fin du dernier siècle jusqu'à 1819, et une autre plus récente par la Banque de France, en 1848 [1]. Assurément ce n'est pas là une consolation pour nous ou un exemple à suivre ; nous ne rappelons ces faits qu'à titre de simple considération, mais de considération qui affaiblit singulièrement le droit d'amère censure de M. Wolowski. Du reste, M. Wolowski ne se gêne guère pour nous moraliser à tort et à travers : il a eu le courage de voir une violation de la prescription légale non dans la suspension des payements par notre Banque pendant la guerre de Crimée, mais dans la reprise des payements en 1862 [2] !

« Examinons, du reste, avec quelques détails le passif du bilan de notre Banque, les dépôts et les billets de crédit en particulier, et ajoutons plus tard quelques observations sur notre crédit public.

« Les dépôts de la Banque au 1er janvier 1864 et de ses comptoirs au 16 décembre 1863 peuvent être divisés en quatre catégories :

[1] La Banque d'Angleterre a diminué le péril de la suspension du remboursement en numéraire en limitant la quotité des billets émis, qui n'a jamais dépassé le chiffre de 700 millions de francs jusqu'en 1822, époque de la reprise du payement en espèces. La Banque de France a été renfermée dans une limite plus étroite encore, celle de 525 millions de francs. Ces chiffres doivent paraître mesquins en présence de ceux du papier-monnaie de la Russie.

[2] Nous avons simplement fait remarquer qu'en établissant une échelle de payement et en remboursant les billets au-dessous du pair, le gouvernement russe contrevenait a un engagement solennellement contracté ; nos observations se sont aussi portées sur l'étrange mesure qui a fait accélérer le remboursement des billets *au pair* au moment même où l'on savait à merveille que sous peu on ne pourrait plus les rembourser du tout.

Dépôts à 2 pour 100 à vue ou à courte échéance...	78	mill. de r.
—	3 pour 100 à vue....................	96,9	—
—	4 pour 100 à terme de trois à dix ans...	19,3	—
—	4 1/2 pour 100 —	40,3	—
		234,5	

« Ce qui frappe d'abord, c'est l'exiguïté de l'intérêt payé par la Banque. Une institution qui peut disposer d'un fonds de 175 millions en payant en moyenne un peu plus de 2 1/2 pour 100 a toutes les chances d'augmenter ses ressources en haussant l'intérêt [1]. Si les formes admises ne lui permettaient pas de le faire jusqu'à présent; si la liquidation des comptes des anciennes banques lui enlevait les ressources disponibles, si nécessaires pour alimenter l'industrio, maintenant que la liquidation approche de sa fin, rien ne nous empêche d'introduire dans notre système de dépôt de sages réformes qui, sans bouleverser le régime actuel, lui amèneront des fonds plus que suffisants pour soutenir l'escompte sur une échelle beaucoup plus large et pour soutenir l'agriculture en faisant des avances sur le dépôt des papiers de rachat [2]. En cas de besoin, la Banque pourrait même se-

[1] Et en augmentant ainsi une dette flottante toujours exigible et forcément condamnée à n'être pas remboursée à courte échéance, puisque les lettres de change solides, seule base de l'escompte, manquent. Comment M. Bunge traiterait il les économistes coupables d'un pareil oubli des principes ?

[2] M. Wolowski voit un triste reflet de la situation commerciale de l'empire dans les 5 millions de lettres de change que contenait le portefeuille de la Banque. D'abord, M. Wolowski a écarté de ses calculs 19 millions 1/2 de roubles de lettres de change en portefeuille dans les comptoirs, et puis il aurait pu tirer une toute autre conclusion en se demandant si la Banque, dans les difficultés avec lesquelles elle a lutté, n'a pas rétreci l'escompte. Au reste, notre horizon commercial doit bientôt s'éclaircir : les 100 banques de ville autorisées tout récemment indiquent que nous devons entrer dans une nouvelle voie. (*Note de M. Bunge.*)

conder le gouvernement dans la consolidation des billets de crédit.

« Ce ne sont pas des châteaux en Espagne que nous voulons édifier, pour les opposer aux assertions de M. Wolowski, empreintes d'un profond découragement; c'est une conclusion logique que nous tirons du fait. Si la Banque sort d'affaire en payant 2 et 3 pour 100 pour les dépôts payables à vue, ne pourrait-elle attirer dans ses coffres des sommes plus considérables, en émettant des billets à six mois, à un an, portant un intérêt de 3 1/2 pour 100[1] ? M. Wolowski nous dira peut être que nous comptons sur des capitaux imaginaires. Il serait difficile de lui répondre par des chiffres; mais il ne doit pas oublier que les dépôts s'accumulaient dans nos banques, même avant la guerre d'Orient, dans une progression assez rapide, et qu'en 1855 ils montaient à 872 millions de roubles[2]; que les caisses d'épargne jouent un rôle très-modeste chez nous; que la rente est inconnue en province; qu'il n'y a de banquiers que dans très-peu de villes, et dans celles où il en existe, les personnes qui ont de la fortune préfèrent garder leur caisse chez elles. Ces caisses particulières, ces épargnes disséminées, se concentreront dans la Banque lorsque les succursales seront multipliées, et les succursales seront multipliées, et les formes de placement à dépôt seront appropriées aux habitudes du public et aux besoins du commerce.

« Passons aux billets de crédit.

[1] Cette espérance ressemble cependant fort à un château en Espagne ! La stérilité des placements et l'absence de sécurité pourraient seules expliquer un taux d'intérêt aussi réduit dans un pays qui a tant besoin de capitaux productifs.

[2] Parce qu'il n'y avait pas d'autre débouché pour un papier-monnaie exubérant.

« Une circulation de billets de crédit de 636 millions de roubles fait pousser à M. Wolowski des cris de désespoir. « On a beau recourir à des interprétations plus ou moins « ingénieuses et nous présenter la Russie comme un pays à « part où rien ne se passe comme ailleurs, un pays qui a « 3 milliards de francs de papier non remboursable, alors « que les billets réunis de toutes les Banques d'Angleterre, « d'Ecosse et d'Irlande ne dépassent pas 1 milliard et sont « échangeables contre espèces, alors que la circulation fidu- « ciaire de la Banque de France, couverte de la même ga- « rantie, est toujours restée au-dessous de 900 millions de « francs ; un tel pays est exposé à un grave danger. Qui- « conque ne se laisse point éblouir par des sophismes sait à « quoi s'en tenir sur une situation aussi anormale. » Nous ne comprenons pas d'abord pourquoi M. Wolowski raisonne sur les 3 milliards lorsqu'il s'agit de 2,544,000 de francs ; pourquoi il préfère rapporter ses raisonnements au chiffre qui a existé il y a plus d'une année.

« Peut-être seulement trouve-t-il cela plus commode [1].

« M. Wolowski peut nous qualifier de sophistes (les sophismes économiques ont fait fortune dans la littérature française, et M. Wolowski, dans d'autres temps, y a peut-être applaudi) [2], mais nous nous permettrons de lui dire : « Ce n'est pas nous, c'est vous qui faites de la Russie un « monde à part. » C'est vraiment curieux. Pour établir une juste comparaison de la circulation fiduciaire de la Russie avec celle de la France ou du Royaume-Uni, que fait M. Wolowski? Il prend presque la totalité de la circu-

[1] La Russie est assez riche de ce côté pour qu'il soit inutile de la chicaner sur quelques centaines de millions.

[2] Oui, quand c'étaient les *sophismes économiques* de Bastiat ; mais M. Bunge n'a garde d'administrer à ses lecteurs un pareil antidote.

lation fiduciaire de la Russie et seulement une partie minime de la circulation fiduciaire des autres pays, omettant les chèques, les lettres de change, etc., qui remplacent le numéraire dans une foule de transactions à l'étranger et qui n'ont presque aucune signification comme agents de circulation en Russie [1].

« M. Wolowski nous permettra-t-il de citer un auteur peut-être deux fois hérétique à ses yeux, M. Mac Leod (*Eléments*, p. 269), qui évalue la circulation des lettres de change du Royaume-Uni à *dix milliards* de francs [2] ?

« Nous n'entrerons pas plus loin dans le sujet. M. Rafalowicz l'a exposé avec l'autorité que lui donne la connaissance des affaires du pays et qu'une vaine dénégation ne saurait ébranler.

« M. Wolowski aurait pu nous dire : « Votre circulation est « fondée sur un principe erroné ; votre papier-monnaie vous « crée des difficultés sans nombre. » — Il aurait parfaitement raison ; mais lorsqu'il nous dit : « Votre situation est déses-« pérée, humiliez-vous, vous n'avez rien à faire, » nous sommes tenté de lui demander s'il a décidément oublié les notions de l'économie politique [3]. La reprise des payements n'a pas eu de succès (nous ne voulons pas discuter si la mesure pouvait réussir ou non, ce serait peut-être un débat oiseux et prématuré en ce moment) [4] ; mais ne pouvons-nous

[1] N'est-ce point un monde à part que celui qui, en plein dix-neuvième siècle, en Europe, ignore l'usage des instruments les plus élémentaires du crédit ?

[2] En quoi l'absence de ces *dix milliards* de lettres de change témoigne-t-elle en faveur de la Russie ? M. Mac Leod doit être l'auteur favori de M. Bunge, car il est commode d'invoquer l'autorité d'un écrivain qui a pu confondre le *capital* avec le *crédit*.

[3] Décidément on ne peut pas écrire avec plus de goût. Quand on s'incline devant le droit et la justice, on ne s'humilie pas, on se relève.

[4] Un débat *prématuré* sur un fait qui date de près de deux ans !

pas compter sur un ensemble de mesures savamment combinées? Certes nous n'atteindrons pas le but dans quelques mois, mais peut-être n'est-il pas aussi lointain qu'on le pense [1].

« Ce serait se donner une peine inutile que d'écarter toutes les petites pierres que M. Wolowski nous jette en passant; il suffit de rejeter les grosses, à l'aide desquelles il s'imagine nous obstruer le chemin pour faire croire que nous ne pouvons avancer [2]; mais nous sommes obligé de faire encore quelques remarques.

« D'abord, si la Banque a tous les moyens et toutes les chances possibles pour attirer les capitaux flottants, les épargnes, etc., les comptes courants du trésor et des particuliers réunis (en chiffres ronds 25 millions de roubles au 1er janvier 1864) ne présentent aucun danger. Quant aux comptes courants des comptoirs, ils sont compris dans le chiffre des dépôts. Enfin le reste du passif, 268 millions de 5 pour 100 et 47 millions des 4 pour 100 métalliques-papier à longue échéance sont plus que couverts par plus de 400 millions dus par les propriétaires et par les débiteurs particuliers de la Banque.

« Cet examen, assez détaillé pour mettre au clair le passif de notre Banque, prouve suffisamment que son crédit est loin d'être menacé; au contraire, il a toutes les chances de s'affermir. Le chiffre des dépôts à dix ans a augmenté dans une progression assez rapide, et grâce aux facilités récemment accordées aux déposants (ils peuvent demander

[1] Il paraît que M. Bunge possède la prudence de Fontenelle; pour tenir le langage hautain qu'il affecte, il doit avoir la main pleine de vérités, mais il ne l'ouvre pas.

[2] Il sera charitable d'avertir M. Bunge que la route est restée peu sûre; qu'il ne s'y aventure pas trop, car il risque de verser.

des titres au porteur), la catégorie des dépôts de 5 à 10 ans doit augmenter encore plus. Voilà pourquoi l'actif de notre Banque ne nous inspire guère les considérations mélancoliques que M. Wolowki a faites à son sujet; la dette seule du papier-monnaie a une importance incontestable; le reste même de la dette de l'Etat, 157 millions de roubles, n'est pas un actif que la Banque soit forcée de réaliser pour parer aux exigences de ses créanciers. Les dépôts actuels renferment peu de capitaux portés à la spéculation et qu'on serait tenté de retirer à la Banque.

« Il nous reste à dire quelques mots sur notre crédit public. M. Wolowski tient notre dette flottante pour une mer qui va nous submerger. Pourquoi donc ne nous conseille-t-il pas une consolidation partielle ? La chose serait-elle impossible? Nos bons du trésor, espèce de caisse d'épargne portative, ne sont-ils pas susceptibles de perfectionnement, et ne pourront-ils pas, dans un moment donné, nous procurer encore des ressources suffisantes [1]? Quant au crédit extérieur, les cours de nos fonds sur les principales places de l'Europe sont de beaucoup meilleurs que ceux de l'Autriche et de l'Italie [2]. Pourquoi M. Wolowski ne porte-t-il pas ailleurs ses condoléances? Bien d'autres pays plus riches que la Russie auraient pu lui inspirer une inquiétude beaucoup plus vive; aurait-il craint de trop s'émouvoir en appréciant leur situation? Il dit qu'un emprunt est impossible pour la Russie; il fallait ajouter: un emprunt étranger à un taux avantageux pour nous; mais s'il s'agit d'un emprunt intérieur, nous

[1] M. Bunge oublie que les bons du trésor russe montent déjà à 750 millions de francs.

[2] A quel taux le 5 pour 100 russe était-il coté avant la guerre d'Orient, et à quel taux est-il descendu aujourd'hui? Voilà ce que la discrétion de M. Bunge n'a pas voulu révéler.

pourrions en appeler do l'avis de M. Wolowski à des autorités plus compétentes que nous dans cette matière, aux banquiers, aux négociants de nos grandes places; ils nous auraient dit simplement : « Si la forme de l'emprunt est « adaptée au goût du public, vous pourrez réussir sans qu'il « soit besoin de trop lourds sacrifices [1]. »

« Nous finirons ici. Nous sommes loin de nous faire illusion sur l'*état vrai* de nos finances (nous ne parlons pas de celui que M. Wolowski s'est donné la peine de dresser) [2]; nous ne les envisagerons guère en les colorant des rayons trompeurs d'un prisme qui en flatterait l'aspect; nous ne prétendons nullement qu'une perspective brillante et d'un accès tout tracé s'étend devant nous; volontiers nous convenons que la tâche du ministre des finances en Russie est difficile; mais M. Wolowski se trompe fort s'il croit que le mal est sans remède; que nous nous prêterons de bonne grâce à la transformation qu'il nous conseille, et que les puissances qui voudront retirer les marrons du feu pour autrui n'auront pas les doigts brûlés [3].

« Si nous voulions parler la langue de M Wolowski, nous pourrions lui dire : Si vous étiez descendu des nuages d'une politique révolutionnaire dans les modestes détails de notre ménage financier, peut-être auriez-vous écrit : « On a fait « en Russie de bonne politique, on ne manquera pas de « la soutenir par de bonnes finances. Les difficultés sont « grandes, mais la situation est loin d'être désespérée; il y

[1] Puisque c'est si facile, pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

[2] Nous aurions désiré que M. Bunge mît en regard celui qui doit lui être connu, cela vaudrait mieux que des phrases.

[3] La transformation consisterait simplement à quitter la région nuageuse des fictions pour le terrain solide de la réalité, et à mieux écouter les conseils les plus vulgaires de l'économie politique, en substituant le respect du droit aux entreprises de la violence.

« a plus d'une chance pour réussir[1] » Mais nous prêtons à M. Wolowski des paroles contraires à ses vues. M. Wolowski, conseillant la modestie à autrui, s'est réservé un rôle peu modeste, il a donné au monde le spectacle d'un sacrifice que rien ne peut égaler. Pour servir la cause de la révolution en Pologne, il a sacrifié avec un sang froid parfait la vérité, qu'il a cherché à défigurer, et la science économique, qu'il a déclarée impuissante[2]. N. BUNGE.

Nous ne pouvons que plaindre l'homme d'étude condamné à tenir un pareil langage, et le pays où l'on croirait bien mériter du pouvoir qu'on sert en essayant d'attaquer ainsi ceux qu'on renonce à réfuter sérieusement. Notre carrière est déjà assez longue, nous avons été mêlé à des événements assez graves, pour qu'il nous soit permis de le dire hautement : Si nous avons pu nous

[1] Que M. Bunge trouve qu'on a fait en Russie de la bonne politique, et surtout qu'il le dise, cela ne saurait étonner personne ; mais il ne doit pas s'étonner non plus qu'on ne soit pas disposé à partager son avis sur ce point. Quant à une *politique révolutionnaire*, c'est-à-dire, suivant la pensée de M. Bunge, une politique subversive, foulant aux pieds la justice et l'humanité, nous lui conseillerions de relire l'admirable parabole de l'homme qui aperçoit une paille dans l'œil de son voisin.

[2] Nous avouons en toute humilité ne pas comprendre le rôle *peu modeste* que M. Bunge nous attribue avec tant d'atticisme. Qu'il se rassure ; aucune cause, quelque sainte qu'elle soit, ne passe pour nous avant le respect de la vérité, et si nous connaissons des économistes impuissants, nous rencontrons dans les embarras inextricables auxquels s'exposent ceux qui violent les lois de l'économie politique, la plus haute confirmation des vérités qu'elle enseigne.

tromper quelquefois, nous n'avons jamais voulu tromper personne. A défaut d'autre titre, il en est un que nous avons la conscience de mériter, c'est celui de pratiquer les devoirs qu'impose la probité scientifique. Les efforts dépensés pour obscurcir la question de l'état financier de la Russie le seront en vain, car nous donnons la parole aux faits eux-mêmes, aux documents officiels, à l'inexorable logique des chiffres[1]. Voici notre seule réponse à des assertions qui ne sauraient nous atteindre.

Un écrit comme celui de M. Bunge méritait en première ligne que nous le fissions connaître, sans omission aucune; l'âpreté de la forme prouve l'embarras de l'écrivain. Quand on nous a parlé de la réponse d'un *économiste*, nous avons cru au moment au *fiat lux!* Hélas, la lumière ne s'est pas faite, et la faiblesse des arguments produits s'est trouvée encore mieux mise en relief par l'amertume de la polémique. Nous étions prêt à saluer dans M. Bunge l'homme de génie dont le général Tchevkine attendait la venue pour sauver les finances de la Russie.

« *Mais cet heureux phénix est encore à trouver.* » Lorsqu'en 1854, M. de Tengoborski essaya de réfuter le vigoureux écrit de Léon Faucher, il s'atta-

[1] Voir la quatrième partie de ce volume.

cha aux faits pour indiquer les erreurs matérielles qu'il avait cru découvrir, mais il sut respecter les intentions. Ne nous plaignons pas trop de voir combattre ardemment celles qu'on nous prête, c'est que l'on n'a pas réussi à mettre en défaut l'exactitude de nos renseignements. Il ne s'agit point de poser de vaines hypothèses, ni d'attribuer à une hostilité passionnée un portrait dont on n'ignore point la ressemblance : *brûler n'est pas répondre.*

Quels sont les chiffres fautifs que nous avons produits? en quoi le budget russe diffère-t-il de celui qui se trouve relevé dans notre écrit? voilà ce que M. Bunge aurait dû dire, au lieu de se perdre dans l'apologie impossible d'une circulation énorme de papier à cours forcé et dans des théories contraires aux premiers éléments de la science qu'il professe. Il nous reproche de ne pas avoir dit comment la Russie avait conjuré le péril de l'énorme dette flottante créée par des dépôts toujours exigibles; si une certaine partie de cette dette se trouve consolidée aujourd'hui, est-ce que cela suffit pour que la situation ait cessé d'être redoutable?

M. Bunge prétend qu'en 1858 le gouvernement et les banques avaient un passif exigible de dépôts et de billets de crédit qui montait à 1 milliard 700 millions de roubles, près de 7 milliards de francs. Pour flatter le présent il charge par trop le

passé. Nous avons été plus équitable en estimant pour cette époque la dette flottante au-dessous de 5 milliards, chiffre auquel l'avait évaluée Léon Faucher, et qui lui avait attiré une énergique protestation de la part de M. de Tengoborski. Par un procédé qui n'est pas celui des économistes, M. Bunge a sans doute confondu avec les dettes exigibles le *passif* des banques, qui comprend, suivant une tenue des livres régulière, les capitaux et les profits de ces établissements.

Loin de vouloir omettre ou cacher quelque chose, nous n'avons rien épargné pour puiser aux meilleures sources et pour fournir aux hommes d'étude le moyen de prononcer, en multipliant les documents qu'ils peuvent consulter[1].

Il serait superflu d'insister : à ceux qui nous attaquent, nous opposons les pièces officielles. Ils essayeront vainement d'en torturer le résultat : la vérité éclate avec une irrésistible puissance.

Les indications fournies par le *Journal de Saint-Pétersbourg* et par M. Bunge, sur l'état de la circulation et sur l'absence du papier de commerce en Russie, suffisent pleinement pour faire apprécier l'état des forces productives de ce vaste empire : *habemus confitentem reum!* Quant à la sécurité affectée avec laquelle on parle de la situation

[1] Voir la quatrième partie de ce volume.

de la Banque et du trésor, elle ferait plus d'impression si, au lieu de promesses fragiles, on formulait des moyens praticables, pour modifier un état de choses condamné par ceux-là même qui s'ingénient à le voiler.

Que M. Bunge nous accuse encore de manquer de modestie! Il est une prétention que nous avouons, c'est celle d'être clair et d'écarter ce qui pourrait sembler nuageux. Au lieu d'aborder le terrain pratique, on trouve plus commode de nous déguiser en une sorte de coryphée de la *révolution*. Cette découverte semblera sans doute curieuse à nos anciens contradicteurs du Luxembourg et à ceux qui se rappellent la tâche modeste, mais dévouée aux intérêts de l'ordre comme à ceux de la liberté, que nous avons remplie à la Constituante et à la Législative. On nous force à le dire : nos sentiments d'inébranlable fidélité à la cause du droit, de la liberté et de la justice nous auraient inspiré une vive sympathie pour la Pologne quand son image n'aurait pas été confondue avec les plus chers souvenirs de notre enfance. Mais ceux auxquels on impute à crime de songer à la défendre peuvent au moins dire avec le poëte national, avec Béranger :

Je n'ai flatté que l'infortune.

Ils ne seraient pas dignes d'une cause grande et

pure s'ils lui sacrifiaient la vérité! Pour notre compte, jamais maxime ne nous a inspiré plus de répugnance que celle suivant laquelle *la fin justifie les moyens*. La seule à laquelle on doive demeurer fidèle dit : *Fais que dois, advienne que pourra*.

Mais les sentiments de notre âme, à quel titre devrions nous en rendre compte à M. Bunge? Nous ne l'accusons pas de s'être laissé entraîner par un zèle patriotique à des attaques vaines, *telum imbelle sine ictu;* qu'il nous permette d'écarter d'un sujet sérieux, que nous nous sommes efforcé de traiter sérieusement, toute autre préoccupation. Nous lui souhaitons de conserver toujours le calme d'appréciation et la sérénité de jugement dont nous avons voulu nous pénétrer. Nous pouvons aimer la Pologne, nous sommes loin de nous en défendre; nous pouvons aspirer au jour où cette noble terre cessera d'être arrosée de sang et de larmes; mais en quoi cela change-t-il l'inexorable témoignage des chiffres ou l'aspect d'une balance de compte? Quand, au lieu d'arriver à rectifier des erreurs qui n'existent pas, on essaye de faire passer pour de la passion ce qui est l'expression mathématique de la réalité, on ne prouve qu'une chose, c'est qu'on ne se sent pas de force à soutenir un débat approfondi.

Je dois dénoncer au zèle empressé de M. Bunge

un autre coupable, M. le baron A. de Meyendorff, conseiller privé de S. M. l'empereur de Russie. En effet, dans une lettre publiée à notre adresse, cet écrivain distingué[1] reconnaît la pleine exactitude de nos calculs. Quand ce ne serait que pour mieux faire ressortir la différence de forme employée, et bien que nous hésitions à reproduire des appréciations trop favorables en ce qui concerne le peu de services que nous avons pu rendre à la science objet de nos persévérants travaux, nous emprunterons à cet écrit une grande partie des observations qu'il résume. Il commence en ces termes :

« Votre étude intitulée *les Finances de la Russie* est trop remarquable par le talent dont l'auteur y fait preuve, comme par l'autorité scientifique si méritée dont il jouit personnellement, pour ne pas avoir attiré l'attention la plus sérieuse de tous ceux qui aiment et qui connaissent notre pays.

« Vous avez parfaitement établi que l'émission de nos billets de crédit s'est élevée, en moins de huit ans, de 175 à 737 millions, que, par contre, la réserve métallique du trésor s'est abaissée de 140 à 56 millions, que les billets du trésor, la dette flottante, ont monté de 60 à 120 millions, enfin que l'ensemble de la situation financière présente une

[1] *Les Finances de la Russie*, lettre à M. Wolowski, de l'Institut, en réponse à un article sur cette matière, inséré par lui dans la *Revue des Deux Mondes*. Paris, chez Mme veuve Berger-Levrault et fils, rue des Saints-Pères, 8, et Dentu, Palais-Royal. (Février 1864.)

circulation fiduciaire de près d'un milliard de roubles ou de 4 milliards de francs.

« Ce calcul, établi sur des chiffres officiels, est irréprochable ; mais il ne se rapporte qu'au budget seul, à la situation passagère du trésor ; or celle-ci est très-différente de la situation économique générale de l'empire, et je regrette que cette distinction ne soit pas plus nettement faite dans votre article.

« Cependant, comme représentant de la science économique la plus avancée, comme celui qui a introduit en France l'école historique et physiologique de l'économie politique, vous êtes, monsieur, en réalité à une trop grande hauteur de vues pour pouvoir confondre la marche ascendante de la richesse publique en Russie avec la situation tout accidentelle des budgets du trésor en 1862 et 1863.

« Ces deux budgets ne rendent témoignage que des systèmes temporairement suivis par le gouvernement dans les dernières années, et des moyens que, dans son excessive générosité, il a cru devoir employer. Or, ce système, qui a pour but de répandre et d'assurer, dans toutes les classes du pays, le droit, la liberté et la justice, a dû le faire consentir à de grands sacrifices financiers. Ceux-ci ont été d'autant plus sensibles, que, dans un esprit de précipitation et de fausses appréciations, on les a même exagérés, alors qu'on aurait pu les épargner au trésor.

« Ainsi, pour me servir d'une comparaison toute familière, de même qu'on ne jugerait pas de la valeur d'un bien-fonds et du crédit qu'il comporte d'après le système d'assolement temporairement suivi pour la culture des champs, ni surtout par deux années de revenus, perçus par des intendants plus ou moins habiles, mais que l'on fixerait cette valeur d'après les ressources de la terre et d'après les conditions immuables de la production, de même il serait con-

traire à la vérité de juger de la richesse nationale de l'empire de Russie d'après les dépenses faites et les revenus perçus par le trésor dans les années de 1862 à 1864. »

En thèse générale, M. de Meyendorff est loin de contester les fautes commises aujourd'hui, ni les tristes conséquences qu'elles entraînent. Le langage qu'il emploie est au moins aussi sévère que celui que nous avons fait entendre, mais il distingue entre la situation actuelle du trésor et la situation économique de la nation. « Le budget des deux dernières années, dit-il [1], n'est que le résultat de beaucoup de mesures précipitées, de fautes et d'abus. Tout cela est compris, avoué, *et ne se reproduira plus.* » Cet engagement n'est il pas un peu téméraire? Nous avons pleine confiance dans la bonne foi de M. de Meyendorff, mais nous craignons qu'il ne se laisse entraîner par de trop faciles illusions. Nous voulons, du reste, le laisser parler lui-même [2] :

« Au fond, monsieur (nous dit-il), vous semblez avoir très-justement pressenti ce qu'il y a de passager dans la situation, et combien peu elle était de nature à permettre que l'on en déduise des conclusions sûres et stables; car vous avez très-bien dit : « Voyons ce que *l'empire russe* produit et

[1] Page 9.
[2] Page 10.

ce qu'il dépense, » ce qui est bien différent de ce que perçoit et dépense le trésor. C'est un terrain d'études fécondes et sur lequel je tiens à vous suivre et à vous maintenir. Partisan, comme vous, de la statistique comparée, de l'école historique en économie politique, j'arriverai, par des considérations sur la marche du passé, à des conclusions pour l'avenir peut-être différentes de celles que vous semblez vouloir admettre, et, sans quitter le terrain de l'expérience et des faits, vous aurez sous les yeux une perspective financière du peuple russe qui vous paraîtra peut être moins sombre que la situation du trésor en 1863. »

Le tableau des progrès de l'industrie et des manufactures tracé par M. de Meyendorff pourra sembler singulièrement embelli par l'imagination. Nous ne voudrions pas contester le progrès obtenu de 1825 à 1850 ; mais le point d'arrivée est-il donc si brillant, et les autres pays n'ont-ils pas accompli un mouvement tout autrement considérable? Les organes les plus accrédités de la presse russe ne partagent pas l'optimisme de M. de Meyendorff. Ils déplorent, au contraire, l'imprudente facilité de dépense avec laquelle on a constamment diminué le capital national au lieu de l'augmenter. On a oublié chez nous, dit le *Ruski Viestnik*[1],

[1] Septembre 1862.

que les valeurs sont créées par le travail et se conservent, par l'économie. Ils craignent que la Russie ne se laisse de plus en plus distancer par les autres grandes nations.

Quant à la richesse agricole, la même *Revue* dit que l'exportation du blé, dans ces dernières années, s'est faite sans profit, souvent même avec perte, tant les conditions de la production ont changé. Aussi la terre est-elle offerte dans la zone la plus fertile (Podolie, Ukraine, Poltava, Koursk, Chernigow), à raison de 25 roubles (100 francs), *la dessiatine*[1], sans trouver d'acheteurs; les steppes de la Crimée descendent au prix de 75 kopecks (3 francs) la dessiatine! Ce n'est pas à un penseur familier avec les enseignements élevés de l'histoire comme l'est M. de Meyendorff que nous avons besoin de rappeler les funestes conséquences du système communiste vers lequel des institutions vicieuses poussent la population agricole. Mais c'est un ordre d'idées dans lequel nous ne voulons pas nous engager; il nous détournerait trop de l'objet actuel de notre travail.

Le calcul en vertu duquel l'émancipation ferait gagner à chaque famille agricole cent vingt jours de travail, ou bien (à 20 kopecks la journée) 24 roubles (96 francs)[2] est ingénieux; malheureusement,

[1] Mesure agraire qui correspond à 1,093 hectares.

[2] Page 15.

il n'est que cela dans l'état présent des choses; il faut du temps pour que le paysan russe secoue une indolence innée, et pour qu'il comprenne que la liberté est autre chose que le droit de ne rien faire.

Nous avons dit tout le premier que cela doit arriver un jour; mais quand? Ce n'est que la féconde école d'une paix prolongée qui pourrait développer les ressources de la Russie. Ceux qui nous ont fait une sorte de crime de cette opinion servent mal leur pays dont ils surexcitent les mauvais instincts. Est-ce condamner la Russie à s'humilier que de lui dire : « Un seul obstacle s'oppose au progrès, c'est le régime de la violence. » Le jour où l'on verra ce régime se modifier, nous croirons avec M. de Meyendorff au mouvement ascendant de la richesse publique.

Mais on n'obtiendra point pour cela une capitation de 4 roubles 20 kopecks (8 fr. 80 c.) par paysan, ni un impôt territorial de 2 fr. 40 c. par hectare en culture[1] Il y a dans ces données numériques une exagération contre laquelle l'esprit éclairé de M. de Meyendorff aurait dû mieux le tenir en garde. Quant aux autres réformes qu'il appelle[2], est-ce en face d'une attitude irritante et d'une sorte de défi lancé au monde civilisé, que la Russie serait en mesure de les accomplir?

[1] Page 20.
[2] Pages 21, 22.

Il n'y avait, nous dit-on[1], dans les paroles du prince Gortchakof rien de provoquant ni d'offensant pour l'étranger. Comment, lorsque *le sourire sur les lèvres*, il est venu dire *qu'il lui avait suffi de souffler sur le nuage qui s'était levé en Europe pour le faire évanouir*, l'Europe n'est-elle pas en droit de s'étonner d'un pareil langage?

« Les conquêtes que la Russie réalise dans ce moment se font, ajoute M. de Meyendorff, dans le domaine de la légalité, de la liberté, des droits pour tous. » Pourquoi faut-il que des contrées entières, ravagées par le fer et le feu, expient au milieu de tortures dont on croyait le retour impossible dans l'Europe chrétienne le crime de rester fidèles à leur foi et à leur culte pour la patrie! Ah! que le noble programme tracé par M. de Meyendorff se réalise, que la Russie, mieux inspirée, reconnaisse ce que lui prescrit le respect *pour la liberté et pour les droits de tous*, qu'elle cesse de soulever contre elle la conscience du monde civilisé, et loin d'y perdre en force et en puissance, elle pourra accomplir une grande mission; c'est alors que tous les hommes éclairés et tous les hommes de bonne foi de l'Europe se rencontreront dans les mêmes vœux, en partageant les mêmes espérances; c'est alors seulement qu'elle aura mérité les sympathies des amis du progrès et de l'amélioration du sort de l'humanité.

[1] Page 23.

Non, ce n'est pas une bonne politique que celle de la domination oppressive et d'une provocation hautaine : la Russie est la première à en souffrir, et elle souffrira tant qu'elle n'aura point fait divorce avec ces inspirations fatales. Ce que lui commande la justice, son intérêt le lui conseille; n'est-il pas naturel que pour être en mesure de participer aux bienfaits de la civilisation, elle commence par en pratiquer les devoirs? Là se rencontre la grandeur véritable.

Nous venons d'oublier pour un moment, nous en faisons l'aveu, les proportions plus modestes dans lesquelles nous tenons à renfermer notre travail. Les paroles courtoises de M. de Meyendorff nous ont fait ainsi dévier de notre chemin.

Disons-le en terminant, à en juger par les impressions généralement produites, il paraît que les critiques adressées à notre premier travail, critiques dont chacun est à même de mesurer la portée, ne lui ont pas rendu mauvais service; en tout cas, elles n'ont pas amélioré l'état des finances de la Russie.

P. S. On nous communique le *Constitutionnel* du 14 mars 1864, qui contient une lettre de M. Rafalowicz; peu de mots suffiront pour lui répondre.

Le fait relatif au général Tchevkine dont il nous reproche, à

tort, de n'avoir pas indiqué la source, a été publié par la correspondance de Saint-Pétersbourg, insérée dans l'*Indépendance belge*[1]. Or cette feuille ne passe guère pour être hostile à la Russie; elle est toujours parfaitement informée de ce qui concerne ce pays. Les paroles qu'elle a reproduites n'ont point été déniées par le général Tchevkine; a-t-il chargé d'une manière un peu tardive M. Rafalowicz d'une telle mission?

— Si le crédit doit se mesurer à ce qui reste à faire pour transformer des rouages d'une grossièreté primitive, nous serons de l'avis de notre contradicteur, la Russie devrait profiter d'un crédit fort large.

— On nous dit que la nouvelle émission de bons du trésor pour 36 millions de roubles, faite postérieurement à la publication de notre travail, remplace pareille somme de ces titres, qui venaient à échéance; l'explication est ingénieuse, et nous nous empressons de la constater : nous attendrons néanmoins des données plus précises pour savoir si elle est complétement exacte. Nous craignons fort qu'il n'en soit des bons du trésor de la Russie comme des impôts de l'ancienne France, dont l'historien Mézeray disait : *Ils ne diminuent jamais, et ils font toujours des petits.*

— Enfin nous n'avons nullement prétendu que le sol de la Russie fût pauvre : nous connaissons la fertilité de plusieurs de ses provinces. Mais nous savons aussi que la proportion moyenne du blé récolté est faible, et cela ne nous étonne nullement, car nous croyons avec Montesquieu que *les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté.*

[1] Numéro du 15 février 1864; cette correspondance porte la date du 9 février. La *Gazette de Cologne* et d'autres journaux allemands ont fait un récit pareil.

Paris, 14 mars 1864.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE

SUR LE PAPIER-MONNAIE

ÉTUDE

SUR LE PAPIER-MONNAIE

S'il est une expérience sérieusement accomplie et dont les résultats ne prêtent point au doute, c'est bien celle des avantages chimériques et des périls du *papier-monnaie.* Cependant les déceptions sans nombre, les atteintes portées à la foi publique et les ruines du passé ne paraissent pas avoir entièrement dissipé une dangereuse illusion; des faits récents ainsi que la persistance de fausses doctrines ne le montrent que trop : l'esprit humain s'affranchit avec peine de la fatale influence qu'exerce sur lui le mirage d'une richesse acquise sans peine, d'une prétendue multiplication du capital, évoquée par la baguette magique du crédit, et d'une nouvelle espèce d'alchimie, qui transforme le papier en or.

Des gouvernements peu scrupuleux entretiennent cette erreur, afin de se créer des ressources; une prétendue *raison d'Etat* conspire avec la séduction du merveilleux et avec l'impatience fébrile du résultat, atteint sans grande dépense de labeur ou de prévoyance, ce triste signe du temps, pour remettre

en question, sous des formes diverses, des vérités consacrées par l'étude et souvent confirmées au rude contact de la réalité.

Rien de plus simple cependant que l'examen de ce problème, rien de plus facile que la solution. Il suffit de savoir quel est le rôle de la *monnaie* pour mesurer la faible portée d'une création arbitraire, et pour en comprendre le péril.

Nous ne sommes plus au temps où l'on confondait la richesse des Etats avec la possession du numéraire; la monnaie, cette grande roue de la circulation, comme l'appelle Adam Smith, conserve néanmoins une place importante dans l'économie des sociétés; elle constitue dans les conditions les plus claires et les plus sûres le mécanisme des échanges, elle permet d'évaluer tous les produits et tous les services; elle active la création et facilite la distribution des richesses. C'est en effet grâce à la monnaie que le concours de tous à l'œuvre commune se trouve provoqué et que le résultat obtenu se divise entre tous ceux qui y ont contribué. Elle introduit une langue commune dans les opérations du commerce social.

Mais ce n'est point une langue de fantaisie : la monnaie sert de signe et de mesure aux valeurs, parce qu'elle en est le gage, parce qu'elle constitue elle-même une valeur connue, appréciée, acceptée partout. Elle est une marchandise universelle, en

même temps qu'elle fournit à chaque pays l'instrument local de vente et d'achat, et de rémunération du service public, comme des services privés.

Aujourd'hui, les entraves qui gênaient le mouvement international des échanges, disparaissent de plus en plus, un équilibre régulier peut s'établir pour adapter aux besoins de chaque marché la quantité de la *monnaie* nécessaire aux transactions, lorsque celle-ci conserve son caractère de pureté, sans dégénérer en fiction plus ou moins hardie. Admettons pour un moment que l'or et l'argent servent seuls, sans aucun mélange de signes fiduciaires, à l'office d'instruments d'échange. Comme rien ne s'oppose au transport des métaux précieux, ils reprendront sans cesse le niveau en se précipitant là où une certaine rareté leur assure plus d'avantage, en abandonnant les places où un trop plein quelconque les déprécie. Une admirable loi d'attraction les domine et les proportionne aux services utiles qu'ils sont appelés à rendre, en mettant obstacle aussi bien à une abondance stérile qu'à une disette de numéraire. Par la force même des choses, il s'établit un *déversoir* pour la richesse métallique, qui se met toujours en équilibre avec les besoins de la circulation.

La situation risque de se modifier, du moment où, pour économiser sur le mécanisme des échanges, on essaye de substituer à l'or et à l'argent

des moyens artificiels plus ou moins ingénieux, plus ou moins sûrs, en appelant à son aide la magie du crédit, dont on est porté à exagérer la puissance.

Deux voies sont ouvertes pour atteindre ce but :

En suivant l'une, on simplifie le mouvement des échanges, on arrive à des payements effectifs moins nombreux ; on a recours aux habiles créations qui rendent l'intervention réelle du numéraire superflue ou restreinte dans nombre de cas, au moyen des lettres de change, de comptes ouverts dans les banques, des compensations et des virements, ou bien on active la circulation, de manière à multiplier les services rendus par chaque pièce de monnaie ; on arrive ainsi à obtenir un avantage analogue à celui que deux rails de fer, posés parallèlement sur le sol, permettent d'atteindre par l'économie du frottement, qui accroît la force de traction. Le même résultat se trouve obtenu avec une moindre dépense de force et de capital, grâce à l'économie et à l'énergie des ressorts mis en œuvre. Ici, tout est bénéfice, rien n'est danger ; telle est la plus large fonction du crédit et la source d'une inépuisable fécondité.

Mais, à côté de ces utiles combinaisons, dont l'influence est trop souvent méconnue, vient se placer la création d'un signe, facile à fabriquer, qui ne coûte presque rien, et qu'on substitue, dans une

proportion plus ou moins large, à la monnaie métallique : c'est le *billet de banque*, appelé à faire office de monnaie, parce qu'il est ou qu'il doit être accepté dans les transactions pour accomplir les payements libératoires.

Si ce signe fiduciaire repose sur la garantie d'une valeur métallique, contre laquelle il peut s'échanger à volonté, et si on peut, à son gré, l'accepter ou le refuser, il constitue la *monnaie du papier*.

S'il est imposé par l'autorité, qu'il émane du trésor public ou d'une institution privée, quand on n'est pas libre de réclamer la quotité d'or ou d'argent qu'il exprime, et qu'on est contraint à le recevoir, il dégénère en *papier-monnaie*.

Dans le premier cas, il vise à suppléer en partie la monnaie métallique, dont le pays doit conserver une quantité suffisante pour assurer l'échange des billets contre espèce, et pour faire face aux transactions dans lesquelles les billets n'interviennent pas.

Dans le second cas, il a pour effet de remplacer la monnaie métallique jusqu'à concurrence de l'émission du papier à cours forcé.

L'ensemble des transactions n'exige, à un moment donné dans chaque pays, qu'une quotité déterminée d'espèces. Si des billets se substituent à une partie des instruments d'échange, le surplus s'écoule sous forme de marchandise afin de réta-

blir le niveau; c'est ainsi que *le papier chasse le numéraire*.

Dans une certaine mesure fort restreinte, comme nous allons dire, on peut réaliser une économie sur la portion du capital national employée à constituer l'instrument des échanges. Une institution de crédit, solidement établie, peut maintenir dans la circulation une masse de billets, qui obtiendront une faveur égale à celle des espèces, pourvu que la réserve métallique garantisse le payement à vue, et que l'importance de la coupure facilite le transport et abrége les comptes. Mais on n'arrivera jamais qu'à remplacer ainsi une portion de la monnaie nécessaire : or la quotité de celle-ci, relativement à la masse des transactions, diminue à mesure que la civilisation progresse, que la société se perfectionne, que le crédit s'étend. La richesse de l'Angleterre est évaluée à 160 milliards de francs, et la production à près de 20 milliards; le total de la monnaie, métallique et fiduciaire, n'y dépasse guère 2 1/2 milliards; on estime à 120 milliards la richesse de la France, sa production n'est guère inférieure à celle de l'Angleterre; elle possède le double, environ 5 milliards en numéraire et en billets de banque. Nous dépasserions la réalité en attribuant à la Russie une richesse de 40 milliards et une production de 10 milliards; elle emploie environ 4 milliards d'espèces et de

papier-monnaie. L'économie possible sur la quotité du capital consacrée à l'office de la circulation est donc en raison inverse de l'importance de la fortune publique. Plus un pays est riche, et moins il gagne à quitter le terrain solide de l'or et de l'argent.

C'est beaucoup que d'estimer du quart au tiers de la somme nécessaire aux échanges l'économie du capital qui résulte de l'emploi régulier des billets de banque; elle n'équivaut pas, si l'on tient compte des *réserves* indispensables, à plus d'un demi-milliard en Angleterre et en France. Il s'agit donc d'un trois-cent-vingtième de la richesse du Royaume-Uni, et d'un deux-cent-quarantième de la richesse de notre pays. En faisant ce rapprochement sous un autre aspect, nous dirons que l'intérêt du capital métallique, ainsi remplacé, affranchit l'Angleterre et la France d'une charge annuelle de 20 millions de francs, en calculant l'intérêt à 4 pour 100. C'est environ un millième de la production de chacun de ces Etats. Aussi les billets de banque y rendent-ils des services bien plus considérables par la facilité et la commodité qu'ils procurent que par l'économie qu'ils permettent de réaliser.

Ces avantages ne sont pas sans entraîner des inconvénients d'autant plus sérieux, que la quotité des billets se multiplie davantage. A mesure que

celle-ci augmente, l'approvisionnement métallique diminue, et comme la confiance est l'étoffe dont le crédit est fait, si à des temps calmes et prospères succède une période d'inquiétude, ou bien si des besoins impérieux commandent une forte exportation d'espèces, il faudra s'efforcer, même au prix de lourds sacrifices, et en le payant cher, de rappeler le métal absent; c'est là ce qui rend si délicat et si périlleux l'office de l'émission des billets de banque; c'est là ce qui ne permet point d'aller dans cette voie au delà d'une limite restreinte.

Si on la dépasse, on amène forcément les crises commerciales, lorsque le papier fiduciaire n'a été remis qu'en représentation d'engagements privés, et une crise politique, lorsque les besoins de l'État en ont provoqué la création.

Adam Smith reconnaît l'utilité de la route aérienne du crédit qui permet d'employer à la culture une partie des chemins, représentés par la richesse métallique: « Néanmoins, ajoute-t-il, suspendus sur ces ailes d'Icare, le commerce et l'industrie ne sont pas aussi sûrs que quand ils portent sur le terrain solide de l'or et de l'argent. » Après avoir signalé l'écueil, il s'attache à détruire l'attrait d'un bénéfice imaginaire : car « la masse totale du papier-monnaie de toute espèce qui circule dans un pays ne peut jamais excéder la valeur

totale de la monnaie d'or et d'argent dont ce métal tient la place. »

Plaçons-nous, par une hypothèse extrême, dans une société au milieu de laquelle l'usage des métaux précieux aurait disparu. Si l'on allait au delà, comme le papier ne réunit pas en lui les caractères du signe et du gage, comme il ne devient pas une marchandise quand il cesse d'être un moyen de libération, il ne pourra point s'écouler au dehors, et le trop plein entraînera la dépréciation. Or, qui se flatterait de pouvoir mesurer exactement la quotité nécessaire des moyens de circulation? Celle-ci dépend non-seulement de la masse, mais aussi de la rapidité des échanges. Quand les métaux précieux fonctionnent seuls, ou en majeure partie, le niveau se maintient naturellement, grâce au *déversoir* ouvert sur les marchés étrangers; il ne peut qu'être violemment déplacé quand on dépasse les limites de la prudence dans l'émission de la *monnaie de papier*, et surtout quand on s'abandonne aux dangereuses séductions du *papier monnaie.*

Le danger existe même lorsqu'une institution privée est dotée du dangereux privilége qui la dispense du payement à vue; il s'aggrave de beaucoup lorsque l'Etat lui même s'empare de cette périlleuse fonction. L'histoire est là pour fournir en traits éclatants les tristes exemples du châtiment

qui a partout frappé les mêmes fautes. La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, les Etats-Unis, pour ne pas allonger cette liste en citant les Etats secondaires, ont porté la peine du système de Law et des assignats, du cours forcé des billets de banque, des *bankzettel*, des roubles de papier, de la monnaie continentale. Chose curieuse, un seul pays, qu'on menace d'effacer entièrement de la carte de l'Europe, la Pologne s'est préservée de cette plaie jusqu'au moment où elle a subi la domination de l'empire russe. Celui-ci a pratiqué, au contraire, de tout temps, sur une large échelle, un système fictif de circulation, qui lui avait été légué par la tradition chinoise, tartare et mongole. Sans vouloir faire un vain étalage d'érudition, et sans entrer dans des recherches qui pourraient ne présenter qu'un intérêt de curiosité, nous nous bornerons à rappeler que Tchinghis-Khan se servait de papier-monnaie, et que vers la fin du treizième siècle, son petit-fils Koblaï l'employait de manière à exciter la naïve admiration de Marco Polo [1].

[1] Un journal anglais a récemment publié sur le papier-monnaie en Chine les renseignements suivants :

« Le papier-monnaie est en usage en Chine depuis une époque excessivement reculée. Cent dix-neuf ans avant l'ère chrétienne, on a la preuve de son existence. Un papier-monnaie circulait parmi ces populations comme représentant une valeur conventionnelle. La forme usitée était soit des morceaux de parchemin, soit des morceaux de cartes. Dans le dixième siècle de notre ère, le trésor

Cette admiration n'a été que trop contagieuse; les procédés qui, de Chine et de la Mongolie, ont fait invasion en Russie, ont aussi été admis dans l'Europe occidentale. Mais nous croyons devoir signaler comme un fait remarquable le soin scrupuleux avec lequel Napoléon a su se écarter ce

impérial émit une sorte de billets de banque propres à solder ou liquider les transactions sur marchandises. Ces billets portaient le sceau du gouvernement et étaient d'un usage général dans le commerce.

« Le célèbre Marco Polo, dans ses voyages à travers la Chine, vers le milieu du treizième siècle, trouva le papier-monnaie en circulation et d'un usage aussi familier que l'argent. On s'en servait pour payer les officiers du gouvernement, et, dans les transactions ordinaires, pour payer toute espèce de marchandises. La population était forcée de l'accepter en payement de comptes, sous peine de mort.

« Cette valeur conventionnelle existait aussi sous forme de carrés faits d'écorce d'arbre ayant subi une certaine préparation. Il existait des billets de différentes valeurs, portant les signatures de plusieurs grands mandarins et le sceau de l'empereur. Le contrefacteur de ces billets était puni de mort. Les detenteurs de billets usés, tachés ou altérés par l'usage, pouvaient les échanger contre de nouveaux, en payant 3 pour 100 de la valeur totale.

« L'usage du papier-monnaie se propagea et augmenta à un tel point sous la dynastie des Mongols, qu'il en résulta de grands maux pour le pays. Sous le plus aveugle et le plus tyrannique de tous les gouvernements, plus les ressources matérielles s'épuisaient, plus la valeur de la monnaie de convention augmentait.

« Loin de profiter des leçons que l'expérience et le malheur avaient données à leurs prédécesseurs, les empereurs de la dynastie de Ming continuèrent l'émission du papier, et en arrivèrent enfin, pour en forcer la circulation, à prohiber absolument l'usage

danger. Jamais, quel que fût l'entraînement des expéditions lointaines, il n'a pas consenti à créer du papier-monnaie. Pendant que l'Angleterre instituait le *cours forcé* pour combattre la France, pendant que la Russie et l'Autriche frappaient des masses prodigieuses d'assignats, Napoléon a su se préserver de ce désordre, et M de Montalivet, ministre de l'intérieur, écrivait dans une circulaire du 25 octobre 1810, adressée aux préfets : « Le papier-monnaie est considéré par l'Empereur comme le plus grand fléau des nations, et comme étant au moins au moral ce que la peste est au physique. »

Par un singulier enchaînement de vérités et d'erreurs, les opérations les plus sages des banques le plus sévèrement administrées ont fini par dégénérer en création de papier-monnaie.

Partout en Europe, excepté en Pologne, le droit

des monnaies d'or et d'argent. La réaction se produisit vers le milieu du quinzième siècle ; elle fut complète Pour un *cash* de cuivre on aurait eu la valeur de mille *cashs* en papier.

« Les *cashs* chinois sont des pièces de cuivre jaune ayant un trou carré au centre pour pouvoir les enfiler ensemble par lots de dix, cinquante et cent. Mille pièces de ces monnaies valent environ 1 dollar.

« En résumé, le papier-monnaie existe encore aujourd'hui en Chine, mais il est tombé dans un tel mépris, qu'on peut l'y considérer comme nul. Quelques voyageurs, ou agents diplomatiques, ont pu récemment en faire des collections et les apporter par curiosité en Europe et en Amérique. »

régalien de battre monnaie, qui avait affiché la prétention de mettre un terme aux supercheries et au pillage, organisés par les suzerainetés locales, finit par donner naissance à des dégradations successives de titre, à des diminutions de poids, à l'avilissement de la monnaie. Le grand Copernic écrivait au commencement du seizième siècle dans un traité presque ignoré, consacré à l'étude de cette importante question : « Quelque innombrables que soient les fléaux qui d'ordinaire amènent la décadence des royaumes, des principautés et des républiques, les quatre suivants sont, à mon sens, les plus redoutables : la discorde, la peste, la stérilité de la terre, et la détérioration de la monnaie. Pour les trois premiers, l'évidence fait que personne ne les ignore. Mais pour le quatrième, qui concerne la monnaie, excepté quelques hommes d'un grand sens, peu de gens s'en occupent; pourquoi? Parce que ce n'est pas d'un seul coup, mais petit à petit, par une action en quelque sorte latente, qu'il ruine l'Etat. »

La diversité et la variation des monnaies furent une des causes de l'établissement des *banques de dépôt*, qui ramenèrent ces signes incertains à un commun dénominateur, en créant une *monnaie de banque*, fixe, invariable, qui tenait compte de la valeur métallique des espèces déposées. Les titres créés se trouvaient intégralement représentés par

le numéraire remis aux banques; à la commodité et à l'exactitude ils joignaient la sécurité la plus complète et ne tardèrent point à conquérir une faveur universelle.

On remarqua que ces titres continuaient de circuler, pour la plupart, sans réclamer la restitution des garanties. Certaines banques employèrent celles-ci en partie, en laissant ainsi à découvert, du moins quant au gage métallique, une fraction de leurs billets. On fut naturellement conduit à tenter l'opération inverse, en émettant plus de billets qu'on ne possédait de réserve en monnaie ou en lingots, en multipliant ainsi les profits de l'institution, et en remplaçant une portion de l'approvisionnement en métaux par des billets de confiance.

On s'était obligé au payement à vue; mais les demandes n'étant pas simultanément formulées, on arrivait à leur faire face, en diminuant la quotité des réserves correspondantes aux titres émis. La pente était périlleuse, l'attrait du bénéfice poussait les *banques de circulation* à étendre leurs opérations et à utiliser de plus en plus la merveilleuse faculté de battre en quelque sorte monnaie avec des feuilles de papier promenées sous une presse. Il est vrai que l'engagement du remboursement immédiat condamnait à des précautions sans cesse combattues par l'appât du lucre; on

côtoyait le danger, si on n'était pas suffisamment armé d'espèces pour faire honneur au payement à vue. La situation n'a point changé de nos jours à cet égard : elle nous paraît conduire à distinguer de plus en plus l'émission des billets faisant office de monnaie, des opérations de banque proprement dites et à concentrer la faculté de créer ces billets, en conciliant ainsi les deux principes auxquels on fait sans cesse livrer bataille, la *liberté des banques* et l'unité du billet payable au porteur et à vue.

A l'époque où les erreurs du système mercantile résumaient la fortune des Etats dans la possession du métal précieux, le supplément fourni à la circulation par le billet de banque devait être salué avec enthousiasme. Le papier s'élevant au niveau de l'or et de l'argent, qui étaient l'équivalent de la richesse, on pouvait multiplier la richesse à volonté! Restait, il est vrai, la condition gênante du remboursement; mais elle était superflue, elle formait obstacle à l'expansion du capital, et l'autorité souveraine, maîtresse de tout, pouvait bien la supprimer. Quelle admirable découverte! le génie de Law ne devait-il pas, comme le chantaient les poëtes du temps :

> Enrichir à la fois les sujets et le roi,

puisqu'il ouvrait à l'esprit d'entreprise une source

inépuisable, puisque le *Mississipi* était appelé par lui à devenir comme une Californie anticipée?

Ainsi donc on commence par chercher dans les banques de dépôt un remède à l'altération des monnaies; le billet de banque circule appuyé sur une pleine garantie métallique : celle-ci diminue dans les banques de circulation et finit par s'effacer dans le papier-monnaie.

Colbert dénonçait dans la faculté ouverte par les emprunts une cause de ruine pour l'Etat; qu'aurait-il dit en face de ce formidable instrument du *papier-monnaie*, qui allait livrer d'abondantes ressources à la prodigalité et aux entreprises téméraires des gouvernements, en aspirant la richesse créée pour la détruire, et par de folles dépenses, et par la destruction d'une partie de la fortune publique, qui allait s'évanouir en fumée, sous la forme décevante des billets à cours forcé et des assignats?

Les sophismes ne manquèrent point pour donner un brillant vernis à ces opérations désastreuses. Procurer au papier la valeur et l'efficacité de l'argent, c'était faire de rien quelque chose et participer aux attributs de la puissance divine; la richesse venait de l'abondance du numéraire; grâce au papier, on n'était plus enchaîné au métal, qui avait le mauvais goût de ne pas se multiplier à volonté et le mauvais caractère de se refuser, on

pouvait accroître à volonté le numéraire de papier, agent fécond et docile du pouvoir suprême. L'abbé Terrasson explique d'une façon curieuse ce phénomène d'optique financière : « Le billet d'un négociant, dit-il, pouvant être refusé dans le commerce, ne circule pas comme l'argent et par conséquent revient bientôt à sa source; son auteur se trouve obligé de payer et se trouve privé du bénéfice du crédit. Il n'en est pas de même du roi, tout le monde étant obligé d'accepter son billet, et ce billet circulant comme l'argent, *il paye valablement avec sa promesse même.*

« Ces deux métaux (l'or et l'argent), ajoute-t-il, ne sont que les signes qui représentent les richesses réelles, c'est-à-dire les denrées. Un écu est un billet conçu en ces termes : Un vendeur quelconque donnera au porteur la denrée ou marchandise dont il aura besoin jusqu'à concurrence de trois livres, pour autant d'une autre marchandise qui m'a été livrée, et l'effigie du prince tient lieu de signature. Or, qu'importe que le signe soit d'argent ou de papier? Ne vaut-il pas mieux choisir une matière qui ne coûte rien et qu'on ne soit pas obligé de retirer du commerce, où elle est employée comme marchandise, enfin qui se fabrique dans le royaume, et qui ne nous mette pas dans une dépendance nécessaire des étrangers et possesseurs des mines, *qui profitent avidement de la séduction où l'éclat de*

l'or et de l'argent a fait tomber les autres peuples, une matière qu'on puisse multiplier selon ses besoins, sans crainte d'en manquer jamais, enfin qu'on ne soit jamais tenté d'employer à un autre usage qu'à la circulation? Le papier a tous ces avantages qui le rendent préférable à l'argent. »

On le voit, les prétendues découvertes, pompeusement étalées de nos jours par de nouveaux alchimistes sociaux, ne sont que des vieilleries, condamnées depuis longtemps par le bon sens et par l'expérience! Des doctrines analogues à celle de l'abbé Terrasson ont inspiré le *système*, et conduit à une émission de 2,696,400,000 livres de billets non remboursables, absorbés par une hideuse banqueroute; elles ont aussi, alliées à d'autres erreurs sur le *monnayage du sol*, enfanté chez nous les 45 milliards d'assignats. On a beau vouloir pallier de pareilles saturnales du crédit, en disant que les assignats ont sauvé la Révolution, comme on a dit que la Terreur avait sauvé la République. Nous protestons de toute l'énergie de notre conviction contre ce jugement. Le beau mémoire communiqué à l'Académie des sciences morales et politiques par M. Levasseur montre combien les ruines provoquées par la création désordonnée des assignats ont affaibli la France, et M. Michelet a éloquemment écrit : « La Terreur a tué la République, en évoquant dans les

âmes un sentiment plus puissant que celui de la crainte, le sentiment de la pitié! »

Un jeune séminariste de vingt-deux ans, qui devait illustrer le nom de Turgot, réduisit à néant les erreurs professées par les défenseurs du papier-monnaie, dans son admirable lettre à M. l'abbé de Cicé (Paris, 7 avril 1749). Il est difficile de mettre une logique plus puissante au service d'une meilleure cause.

Sauf une légère différence, provenant des frais de fabrication, l'argent non monnayé est au pair de l'argent monnayé, la valeur numéraire n'étant qu'une dénomination. « C'est comme marchandise que l'argent est non pas le signe, mais la commune mesure des autres marchandises, et cela non pas par une convention arbitraire, fondée sur l'éclat de ce métal, mais parce que, pouvant être employé sous diverses formes comme marchandise et ayant, à raison de cette propriété, une valeur vénale un peu augmentée par l'usage qu'on en fait aussi comme monnaie, pouvant d'ailleurs être réduit au même titre et divisé exactement, on en connaît toujours la valeur. »

Après avoir posé nettement le vrai principe, Turgot signale le péril de la multiplication arbitraire du papier. « Mais, dit l'abbé Terrasson, le roi, pour conserver son crédit, est intéressé à renfermer le papier dans de justes bornes, et cet inté-

rêt du prince suffit pour fonder la confiance. »
Quelles seront ces justes bornes et comment les déterminer? L'or et l'argent sont distribués par leur circulation même, suivant la proportion des denrées, de l'industrie, des richesses et du revenu qu'elles procurent, ainsi que des dépenses faites. Le papier-monnaie n'a pour mesure que des approximations trompeuses, qu'un entraînement naturel enfle au gré des désirs du pouvoir. Au lieu de proportionner les émissions aux besoins inconnus du marché, celui-ci les fait cadrer avec l'insatiable exigence du trésor, et la ruine est au bout. C'est l'histoire commune du papier-monnaie partout où il a fonctionné comme attribut de la puissance publique, quand le billet de banque a cessé d'être sauvegardé par un contrat, pour se transformer en un acte du pouvoir.

On ne doit pas confondre les effets désastreux de ces émissions désordonnées avec la dispense temporaire accordée à une banque qu'on autorise à suspendre le remboursement des billets en espèces. Lorsqu'on a soin de limiter rigoureusement la quotité des billets en circulation, il est possible de conjurer les mauvais effets d'un acte pareil, surtout quand il est facile d'en entrevoir le terme, et que la conduite prudente de l'institution lui a conquis une grande solidité.

L'acte de 1797 qui donna cours forcé aux billets

de la Banque d'Angleterre, n'en affecta d'abord que légèrement le cours, parce qu'on ne les multiplia point au delà des besoins constatés de la circulation intérieure. Le total s'élevait en 1796 à 10,730,000 livres sterling, il ne fut en 1797 que de 9,675,000 et ne dépassa point 13 millions (325 millions de francs) jusqu'en 1800. La dépréciation commença alors que les besoins du trésor augmentèrent cette somme. Il faut dire aussi que l'essor prodigieux de l'industrie exigeait des instruments d'échange plus nombreux, en même temps qu'il alimentait la guerre. Grâce aux inventions de Watt et d'Arkwright, les mécaniques anglaises filaient de l'or et fournissaient la substance des emprunts successifs du trésor, qui s'élevèrent à des proportions colossales. La Banque d'Angleterre facilitait ces emprunts par l'escompte des billets de l'Échiquier, qui, au bout de quelque temps, étaient convertis en rente, mais la circulation des billets n'atteignit jamais des quotités inquiétantes; elle ne dépassa 20 millions (500 millions de francs) qu'en 1810, et le maximum n'atteignit pas 28 millions (700 millions de francs) avant la reprise en 1822 du payement en espèces. Cependant, même dans ces limites, la prolongation du cours forcé fut cause de pertes considérables, d'abord par la hausse du prix de l'or, ensuite par la pénible transition d'un régime dé-

précié au rétablissement du numéraire métallique.

La Banque d'Angleterre ne fournit donc aucun argument en faveur du papier-monnaie, et il suffit de se rappeler combien elle a été relativement sobre dans sa conduite, sans éviter néanmoins le péril de la dépréciation du signe fiduciaire, pour renoncer à de téméraires visées.

On est encore bien moins autorisé à invoquer l'exemple de la Banque de France en 1848 pour amnistier le papier-monnaie. Tout le monde sait combien, malgré l'immense ébranlement produit par la révolution de Février, la bonne tenue de ce grand établissement, la sécurité de ses opérations et le soin qu'il avait toujours eu de maintenir les réserves métalliques, lui ont permis de rendre de services au gouvernement et à l'industrie pendant cette crise douloureuse. Le cours forcé des billets n'a été en quelque sorte que nominal : les administrations publiques, les fabricants, les commerçants obtenaient le numéraire métallique dont ils avaient besoin. La confiance conquise par la Banque appelait les dépôts. Bien qu'elle eût absorbé les banques départementales et réalisé la grande pensée d'unité d'émission, elle dut ne pas dépasser une circulation de 452 millions de billets : ce chiffre fut porté à 525 millions le 22 décembre 1849, alors que l'encaisse se trouvait fortement reconstitué, que les billets s'échangeaient au pair, et

même avec un certain avantage, et que, en réalité, c'étaient les espèces métalliques qui avaient cours forcé, puisque la demande des billets en dépassait l'offre. La reprise du payement régulier en espèces fut instamment réclamée par la Banque elle-même et prescrite par le décret du 6 août 1850, sans causer aucune perturbation.

Voilà ce qu'on gagne à ne pas se laisser entraîner par des facilités chimériques, à ne pas multiplier les billets par milliards comme l'ont fait l'Autriche et la Russie. L'Etat qui tolère ou qui commet un pareil abus, manque à la haute mission du pouvoir : au lieu de maintenir l'ordre, de garantir la sécurité, de conserver la foi publique, il devient lui-même un instrument de triste perturbation, et porte en même temps atteinte à la loi morale et à l'intérêt de la production. Du moment où la monnaie perd son caractère de gage solide des transactions, où, au lieu d'échapper aux variations rapprochées de valeur, elle en subit le jeu, la confiance s'efface, les opérations à long terme disparaissent, le crédit, ce grand ressort de l'industrie, se brise, la circulation s'arrête. Le *papier-monnaie* détruit le type de la valeur, le *sovereign archetype*, ainsi que lord Liverpool nommait le métal précieux. Le billet cesse d'en être le reflet, le signe représentatif : le danger s'accroît rapidement, si, au lieu de demeurer un instrument du commerce

et d'être adossé par l'escompte à des marchandises, il est livré à l'arbitraire de l'Etat, qui le transforme en ressource de trésorerie. Il devient alors presque impossible d'éviter une pente fatale, qui aboutit par l'excès de l'émission à la banqueroute, car l'Etat arrive toujours à fabriquer plus de billets que n'en comporte le besoin de la circulation, et à mesure que la loi de la dépréciation se manifeste, il en accélère le désastre, par la nécessité d'employer plus de billets à solder les mêmes dépenses. La perte subie par le pays est loin de se borner à la diminution de prix de la masse des signes fiduciaires; elle se multiplie par la somme des transactions dénaturées par une valeur idéale. Le numéraire d'une nation ne forme jamais qu'une faible part de la richesse, et la dégradation du papier exerce une funeste influence sur tous les produits distribués désormais selon une fausse mesure. Toutes les relations du souverain avec les citoyens et des citoyens entre eux se trouvent altérées; les contrats sont violés, l'injustice triomphe et la fortune publique décline par la ruine des particuliers.

Quelque déplorable que nous paraisse le système du papier-monnaie, nous ne voulons rien exagérer : il n'est pas impossible d'échapper aux dangers qu'il semble provoquer, mais c'est en renonçant à y voir une mine féconde, à lui demander plus de secours qu'il ne peut en donner. En le

renfermant dans des limites très-restreintes, en mettant un soin scrupuleux à ne jamais dépasser une somme qui sera une fraction du mouvement produit par les dépenses et les recettes de l'Etat, le trésor peut trouver dans un papier-monnaie admis dans toutes les caisses publiques le moyen de contracter un véritable emprunt sans intérêt. Les *billets du trésor* ne sont alors qu'une sorte d'anticipation de l'impôt, et leur rentrée opère une compensation. Mais ce ne sera jamais qu'une faible ressource, et comme elle ouvre de tristes perspectives et peut entraîner de graves désordres, notamment en cas de guerre, il vaudra mieux y renoncer. Beaucoup de petits Etats allemands ont des *bons de caisse*, qui circulent comme monnaie, parce qu'il y en a fort peu. En présence d'un budget d'un demi-milliard de francs, la Prusse ne compte pas 60 millions de *Tresorscheine* ; le duché de Bade s'élève à une proportion plus forte, 3 millions de florins de papier-monnaie pour un budget de 17 millions de florins. Ce n'est que dans les Etats microscopiques et besoigneux que le rapport s'élève encore davantage ; il est vrai que les quotités restent minimes. Saxe-Meiningen a un budget de 2 millions de florins et 356,000 florins de papier-monnaie. Saxe-Altenbourg en compte 432,400 thalers, alors que les recettes du trésor ne s'élèvent qu'à 829,526 thalers, et l'on a pour 175,000 tha-

lers (près de 800,000 francs) de ce papier, non remboursable, jusque dans Anhalt-Bernbourg.

Ces modestes entreprises font humble figure à côté des 3 milliards de papier-monnaie de l'empire russe, qui aimerait fort à paraître moins majestueux de ce côté.

Les deux caractères distinctifs du papier-monnaie sont qu'il n'est pas remboursable en espèces sonnantes, et qu'au lieu d'avoir pour limite la confiance publique, il s'impose par voie d'autorité au moyen du cours forcé, en usurpant la puissance libératoire. Mauvais comme instrument de crédit commercial, il devient désastreux comme instrument de l'autorité publique, à moins que de s'amoindrir au point de ne rendre que des services presque insignifiants. Du moment où on veut l'employer sur une plus large échelle, il entraîne aux abîmes.

QUATRIÈME PARTIE

DOCUMENTS OFFICIELS

DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

DU MINISTRE DES FINANCES A S. M. L'EMPEREUR SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT

Pour l'exercice 1863.

Le budget de l'État était soumis d'ordinaire à la sanction de Votre Majesté Impériale vers la fin de l'année précédant celle dont il fixe les recettes et les dépenses, et jamais plus tard qu'au commencement de cette dernière.

La présentation tardive du budget de 1863, qui vient seulement d'être définitivement arrêté, a tenu au changement radical introduit dans le mode d'élaboration, d'examen et de fixation des budgets séparés et du budget général lui-même.

Dès l'année 1858, Votre Majesté Impériale avait reconnu que l'ancien mode d'élaboration, d'examen et d'application des budgets séparés ne répondait pas aux exigences d'une administration financière économe et prudente. Le budget n'expliquait point les besoins effectifs, mais seulement les causes de réduction ou d'augmentation des crédits demandés. Aucune règle positive ne déterminait les faits ni les preuves sur lesquels devaient s'appuyer les demandes de crédits, non plus que les dispositions législatives en vertu desquelles ces demandes devaient être inscrites au budget.

Les fonds demandés pour un objet pouvaient, comme reliquats disponibles, être affectés à d'autres dépenses ou portés au compte de capitaux spéciaux qui échappaient complétement aux dispositions du trésor public. Enfin des revenus nombreux d'une nature entièrement analogue à celle des revenus généraux de l'Etat entraient dans des caisses autres que celles du trésor, et étaient dépensés sans que le ministère des finances en eût connaissance.

La réforme du système des budgets fut confiée à une Commission spéciale instituée près du contrôle de l'empire. Les règles élaborées par cette Commission furent soumises à l'examen approfondi des ministres et des directeurs généraux, puis à la discussion législative, et, sanctionnées par Votre Majesté Impériale le 22 mai 1862, elles ont été appliquées pour la première fois à l'élaboration et à l'examen du budget de l'exercice 1863 courant.

La première application de ce nouveau mode de procéder ne pouvait manquer de rencontrer de nombreuses difficultés. Chaque administration était appelée non-seulement à changer toute l'économie de ses évaluations, mais encore à introduire dans son budget une masse de recettes et de dépenses qui n'y figuraient pas antérieurement. Faute d'expérience dans une opération tout à fait nouvelle, les administrations subalternes présentaient des budgets mal faits, dont la rectification exigeait des correspondances avec des localités éloignées : toutes ces circonstances ont eu pour résultat que les budgets séparés n'ont pas été présentés et examinés en temps utile, ce qui a entraîné un retard dans la fixation du budget général de 1863 lui-même.

Depuis le nouveau système, il a été adopté pour les budgets séparés un modèle uniforme qui en facilite l'examen, et les bases positives des demandes de fonds ont été indiquées de façon que, dans l'allocation des crédits, l'on

pût s'appuyer, non sur la seule comparaison de la somme demandée avec celle de l'exercice précédent, mais sur la loi et sur des faits. Tous les budgets séparés, avec les mémoires explicatifs et pièces à l'appui qui les accompagnent, sont imprimés et forment un tout systématique facile à examiner, ce qu'il était impossible de dire des anciens budgets manuscrits, qui n'étaient pas dressés d'après un système unique et différaient de forme entre eux.

On a porté dans ces budgets tous les revenus de l'État, c'est-à-dire tous ceux qui antérieurement entraient dans les caisses du trésor et étaient inscrits dans les budgets, ainsi que ceux qui étaient perçus par d'autres administrations qui les dépensaient sans allocation budgétaire. D'un autre côté, on a aussi porté aux budgets les dépenses qui antérieurement étaient imputables sur ces revenus spéciaux.

Ainsi, pour la première fois, le budget de l'État présente le bilan complet de toutes les recettes et de toutes les dépenses de l'empire. Il a été maintenant porté à ce budget pour environ 42,700,000 roubles de revenus qui n'y figuraient pas autrefois et n'étaient pas versés au trésor, et d'autre part on y a inscrit pour 37,800,000 roubles de dépenses qui jadis n'y étaient pas portées; de sorte que cette concentration de tous les revenus et de toutes les dépenses au trésor a fait profiter celui-ci d'une somme de 4,900,000 roubles.

Avec la mise à exécution des règles sanctionnées par Votre Majesté Impériale le 22 mai 1862, entre également en vigueur le nouveau mode d'application des budgets, basé sur une spécialisation sévère des crédits par paragraphes du budget; cette disposition écarte pour l'avenir l'emploi de crédits demandés dans l'ordre législatif à des dépenses pour lesquelles ils n'avaient pas été alloués.

Les nouvelles règles d'élaboration, d'examen et d'applica-

tion des budgets mises en vigueur maintenant pour la première fois, procureront des avantages certains à l'administration financière de l'empire ; l'uniformité des budgets séparés et de leurs mémoires explicatifs, les bases positives exigées pour l'allocation des crédits, ont mis le conseil de l'empire en mesure d'examiner ces budgets dans tous leurs détails et de les rectifier là où besoin serait; la concentration de tous les revenus et de toutes les dépenses a procuré un bénéfice considérable au trésor; la spécialisation des crédits garantit à ce dernier tous les reliquats d'allocations et fait disparaître toute possibilité de dépenser des fonds en dehors de l'ordre législatif.

Passant maintenant à l'essence du budget de l'État pour l'exercice 1863, il convient avant tout de faire observer qu'il est extrêmement difficile d'en comparer les divers chapitres avec les chapitres correspondants du budget de 1862. Dans le budget de 1863 ont été portés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, une masse considérable de recettes et de dépenses qui ne figuraient pas du tout dans les budgets antérieurs. De plus, d'après les nouvelles règles, il a été adopté un tout autre ordre d'énonciation et de groupement des chiffres, de sorte qu'une foule d'articles ont été transférés du budget d'une administration à celui d'une autre.

Après avoir élucidé le résultat général et fort avantageux pour le trésor de l'État de la concentration dans ses caisses de toutes les recettes et de toutes les dépenses, le ministre des finances présente ci-dessous la comparaison des revenus et des dépenses portés au budget de 1862 avec ceux du budget de 1863.

D'après le budget de 1863, les revenus (non compris les recettes d'ordre) sont évalués à 318,800,000 roubles, dans lesquels les recettes qui figuraient autrefois dans les budgets sont comptées pour 276,100,000 roubles, et celles qui ne

figuraient pas dans ces derniers (dont il a été parlé plus haut), pour 42,700,000 roubles. Le budget de 1862 portait le chiffre total des recettes à 284,700,000 roubles[1], soit 8,600,000 roubles de plus qu'en 1863. Il convient de déduire de cette dernière somme les 4,900,000 roubles de reliquats que la concentration de toutes les recettes et les dépenses à partir de 1863 fait rentrer au trésor; il en résulte donc que pour l'exercice 1863 les prévisions de recettes sont de 3,700,000 roubles au-dessous de celles du budget précédent.

La diminution dans l'évaluation des revenus de l'exercice 1863, comparativement à ceux de l'exercice précédent, a été admise principalement en vue de la suppression du système d'affermage des boissons spiritueuses et de son remplacement par celui du commerce libre avec perception de droits de patente et d'accise.

L'affermage de la perception des impôts a depuis longtemps été écarté dans tous les États bien organisés. Le fardeau que ce système impose au peuple, les entraves qu'il suscite à l'industrie et au commerce, ses désavantages sous le rapport économique, avaient aussi été reconnus chez nous, et dès les premières années de son règne, Votre Majesté Impériale avait manifesté sa volonté d'abolir ce système; toutefois, le remplacement d'un impôt qui rendait beaucoup plus que le tiers des revenus de l'empire ne pouvait être entrepris avant de nombreuses réflexions et sans un examen approfondi de la question sous toutes ses faces. Le 4 juin 1861, Votre Majesté Impériale sanctionna une décision du conseil

[1] *Observation.* — Le budget de 1862 évaluait à 279,300,000 roubles les recettes ordinaires; on y a joint, pour l'exactitude de la comparaison, 5,400,000 roubles de revenus qui figuraient en 1862 dans les recettes d'ordre, et qui maintenant sont portés aux revenus ordinaires.

de l'empire statuant l'abolition du système des fermes à dater du 1er janvier 1863.

Pendant l'élaboration du budget, c'est-à-dire dans le courant du mois de septembre 1862, l'ancien système des fermes était encore en pleine activité, et par conséquent il n'existait pas de données d'après lesquelles il fût possible d'évaluer avec certitude les recettes attendues du nouveau système. Dans cet état de choses, le ministre des finances crut devoir adopter, pour l'évaluation des recettes sur les boissons en 1863, un chiffre très-modéré; en conséquence, les calculs furent basés sur la présomption que, dans les gouvernements de la Grande-Russie, par suite de la diminution des prix, la quantité d'eau-de-vie sur laquelle l'accise serait payée augmenterait de 30 pour 100, tandis qu'au contraire, dans les gouvernements privilégiés, où le taux de l'accise était considérablement augmenté, il y aurait une réduction de 10 pour 100 dans les quantités d'eau-de-vie qui l'acquitteraient. Sur ces bases, le produit présumé pour 1863 a été évalué, dans le budget du département des impôts et redevances, à 14,900,000 roubles au-dessous de son évaluation portée au budget de 1862. En ajoutant à cette somme 1,100,000 roubles portés au budget de 1862 comme provenant des cabarets des gouvernements de l'ouest, revenu supprimé par suite de l'abolition du système des fermes, la diminution totale du chiffre adopté pour les recettes sur les boissons en 1863 sera de 16,000,000 roubles.

La marche tout à fait régulière de la distillation des eaux-de-vie, le développement rapide de leur commerce en gros, qui a presque partout écarté les prix de monopole, enfin la perception satisfaisante des recettes pour les trois premiers mois de cette année, donnent lieu de s'attendre à ce que le produit de l'impôt sur les boissons dépassera notablement les prévisions du budget. En considération des troubles dans

le royaume de Pologne et dans quelques gouvernements limitrophes, qui exigent de fortes dépenses extraordinaires, le ministre des finances s'est décidé à maintenir l'évaluation primitive du produit de l'impôt sur les boissons, dont le surplus, dans les circonstances actuelles, allégera sensiblement pour le trésor l'obligation de faire face aux dépenses imprévues.

Des oukases impériaux du 1er janvier 1863 prescrivent de mettre en vigueur, à dater du 1er juillet de cette année, le règlement sur les droits de patente pour l'exercice du commerce et de l'industrie, ainsi que celui sur l'impôt foncier dans les villes et bourgades, et d'abolir complétement, à dater aussi du 1er juillet, la capitation sur les bourgeois. On attend des deux premières mesures une augmentation de recettes de 3,340,000 roubles (pour six mois); le montant de la capitation abolie s'élève (pour six mois) à 2,075,000 roubles, d'où il résulte un surplus de recettes de 1,265,000 roubles. L'ensemble de ces dispositions peut faire espérer pour l'avenir des résultats avantageux pour le fisc comme pour la prospérité publique; la capitation des bourgeois, portant sur la classe la plus pauvre des habitants des villes, non d'après le nombre des travailleurs effectifs, mais d'après celui de tous les individus du sexe masculin, leur imposait un fardeau très-pesant, tandis que la masse des arrérages la rendait désavantageuse pour le fisc; elle est remplacée par un droit de patente fort modéré sur les bourgeois au service et par un impôt sur les édifices urbains. Quant au règlement sur les droits de patente pour l'exercice du commerce et de l'industrie, il a écarté une foule de vexations et basé cet impôt sur des principes plus équitables et promettant un accroissement progressif dans ses produits.

Un oukase impérial du 11 octobre 1862 a établi un supplément de capitation sur les habitants des campagnes La

proportion de ce nouvel impôt a été fixée à 25 pour 100 de celui qui existait antérieurement; mais on a pris pour base le système de la répartition, qui jusqu'ici n'était point appliqué par le gouvernement aux impôts de l'État, tandis que, d'ordinaire, les communes rurales et urbaines répartissent elles-mêmes la capitation que le gouvernement impose par tête, d'où il résulte une plus grande égalité dans la capitation, dont le chiffre est fixé d'après celui des hommes portés au recensement, c'est-à dire non par tête de travailleur, mais d'après l'effectif total de la population mâle du village. Le produit global du nouvel impôt est évalué à 6,290,000 roubles; d'après les données statistiques dont le gouvernement est en possession, le chiffre de cet impôt a été déterminé pour chaque gouvernement; les commissions chargées du maniement des redevances locales auront à répartir ce contingent entre les districts[1].

Les impôts directs ont été réduits de 520,000 roubles par suite de l'abolition de l'impôt sur la distillation des eaux-de-vie, de la capitation sur les domestiques ci-devant serfs (*dvorovyé*) et de quelques autres remises d'impôts.

Le produit des domaines de l'empire est augmenté de 2,700,000 roubles, en partie par la surélévation de la redevance (*obrok*) et en partie par l'accroissement de quelques autres chapitres de recettes.

Le revenu des douanes a été évalué à 700,000 roubles de moins qu'en 1862, c'est-à-dire réduit de tout le montant des droits que l'on percevait antérieurement à l'importation du coton.

Le revenu des mines et monnaies a été réduit de 1,700,000 roubles par suite de la remise d'une partie de l'impôt sur

[1] Les commissions sont composées en partie d'employés du gouvernement et en partie de délégués élus par les intéressés. (*Note du rédacteur* du Journal de Saint-Pétersbourg *auquel nous empruntons le document.*)

les mines, effectuée dans le but de faciliter aux usines la transition du travail obligatoire au travail libre, de la diminution des commandes de monnaie de change et de l'accroissement des frais de frappage de la monnaie de cuivre.

Il y a augmentation sur les revenus du sel pour 50,000 roubles, du tabac pour 45,000 roubles, des postes pour 120,000 roubles, des remboursements et payements accidentels pour 365,000 roubles.

Les droits de mutation et d'homologation, de chancellerie et quelques autres, ont diminué de 600,000 roubles, partie en conséquence d'immunités considérables accordées dans le but de faciliter la réforme relative aux paysans.

Le chiffre total des diminutions dans les évaluations du revenu (y compris plusieurs articles peu importants non dénommés) s'élève, comme il a été dit plus haut, à 8,600,000 roubles.

Dans le but d'une réduction indispensable des dépenses, Votre Majesté Impériale avait imposé au comité des finances, dès le commencement de l'année dernière, l'obligation de rechercher à l'avance et d'indiquer les économies que l'on pourrait obtenir en 1863. Les propositions relatives à cet objet ont reçu, le 12 avril 1862, la sanction impériale.

Pour l'exercice 1863 on propose des dépenses pour 330,535,000 roubles (non compris les dépenses d'ordre); si l'on en déduit les dépenses assignées sur les sommes portées comme formant une nouvelle source de revenus pour le trésor, dépenses qui s'élèvent à 37,800,000 roubles, ainsi qu'il a été dit plus haut, il reste une somme d'environ 292,700,000 roubles à comparer à celle des dépenses portées au budget de 1862. Ce dernier budget évaluait à 310,619,000 roubles la totalité des dépenses ; il convient de déduire de cette somme : 1° 4 millions de roubles de non-valeurs dans les recettes; 2° 7,317,000 roubles pour la pré-

paration des approvisionnements de réserves d'eau-de-vie, et 3° 3,710,000 roubles pour projectiles et cuivres destinés aux ministères de la guerre et de la marine, articles portés comme dépenses d'ordre et qui ne doivent pas être pris en considération dans la comparaison avec les dépenses de 1863; et alors il restera à tenir compte de 295,532,000 roubles. Par conséquent, les dépenses de 1863 offrent une diminution de plus de 2,800,000 roubles sur celles de 1862.

Si l'on prend en considération que certaines dépenses, telles que les pensions par exemple, augmentent nécessairement d'année en année; que malgré la forte réduction des dépenses pour transferts de fonds à l'étranger, tombant à la charge du budget des établissements de crédit (dépenses qui sont réglées par la situation du cours de change), ce budget s'est accru du service des intérêts du septième emprunt à 5 pour 100; le résultat général portant à 2,800,000 roubles la réduction des dépenses, démontre les efforts de toutes les administrations pour exécuter la volonté de Votre Majesté Impériale au sujet des réductions et, là où la chose était praticable, des suppressions de dépenses.

De tout ce qui précède il appert que, comparativement à l'exercice 1862, l'évaluation des revenus présente une diminution de 8,650,000 roubles.

Ce déficit se couvre :

1° Par le surplus des revenus portés pour la première fois en compte sur les dépenses également inscrites pour la première fois au budget.	4,900,000 r.
2° Par les réductions de dépenses.	2,800,000
Total.	7,700,000
En moins.	950,000 r.

En conséquence, l'insuffisance générale des recettes pour

couvrir les dépenses, qui exigeait des ressources extraordinaires et avait été de 14,750,000 roubles en 1862, s'élève, d'après le budget de 1863, à 15,700,000 roubles.

Pour couvrir ce déficit on propose d'employer 700,000 roubles des reliquats de sommes économiques remises par d'autres administrations au ministère des finances, en conséquence de l'introduction du nouveau système de budgets, et cinq séries de bons du trésor pour 15 millions de roubles.

En mettant ce qui précède sous les yeux de Votre Majesté Impériale, le ministre des finances croit devoir ajouter que sur les 15,000,000 de bons du trésor mentionnés ci-dessus, il en a déjà été placé pour 9,600,000 roubles.

Résumé du budget des recettes et dépenses

RECETTES DE L'ÉTAT.

I	RECETTES BRUTES ÉVALUÉES POUR 1863	FRAIS DE PERCEPTION.	PRODUIT NET DES RECETTES ÉVALUÉES POUR 1863.
REVENUS ORDINAIRES DE L'ÉTAT.			
1. Impôts :			
a. Impôts directs (impôts et patentes de commerce)...	43,529,521 16 1/4	216,133 41	43,313,387 75 1/4
b. Impôts indirects (droits et accises)	169,157,162 22	14,105,812 68	155,051,349 24
2. Droits régaliens.............	13,666,666 34 3/4	11,310,084 58	2,376,581 76 3/4
3. Biens de l'Etat.............	50 700 212 84	7,065,428 36 3/4	43 634,784 52 1/4
4. Recettes diverses	38 675,244 14	189,818 3	38,485,426 11
5. Revenus du Transcaucase....	3,081,837 56 3/4	» »	3,081,837 56 3/4
Total des revenus ordinaires de l'Etat	318,830,644 27 2/4	32,687,277 20 3/4	285,943,367 7
II			
6. RESSOURCES EXTRAORDINAIRES — (cinq séries de bons du trésor, économies et reliquats des ministères et directions générales)...............	15,707,769 51 1/2	» »	15,707,769 51 1/2
	334,538,413 79 3/4	32,867,277 20 3/4	301,651,138 58 1/2
III			
7. RECETTES D'ORDRE...........	13,329,446 53 3/4	» »	13,329,446 53 3/4
Total général...........	347,667,860 23	32,687,860 20 2/4	314,980,583 12 1/4

(Gazette du Sénat.)

de l'Etat pour l'exercice 1863.

DÉPENSES DE L'ÉTAT.

I DÉPENSES ORDINAIRES.	DÉPENSES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ÉTAT.	FRAIS DE PERCEPTION DES RECETTES.	TOTAL.
1. Dette publique	57,487,217 60 1/4	» »	57,487,217 60 1/4
2. Institutions supérieures de l'Etat..................	1,165,375 35 1/4	50,628 »	1,219,003 35 1/4
3. Clergé orthodoxe	5,133,810 61 1/4	» »	5 133,816 61 1/4
4. Ministère de la maison de l'Empereur..............	7,755,443 79	» »	7,755,443 70
5 Ministère des affaires étrangères..................	2,102,532 52	» »	2,102,532 52
6 Ministère de la guerre......	115,432,379 82 1/4	144,787 25 1/2	115,577,107 97 3/4
7. Ministère de la marine	18,029,793 »	» »	18,029,793 »
8 Ministère des finances......	37,219,759 19 1/2	19,752,489 93 1/4	53,972,245 79 3/4
9 Ministère des domaines de l'empire................	9,110,331 87 1/4	» »	9,149,331 87 1/4
10. Comité ordonnateur des colonies du Midi..........	431,618 77 3/4	» »	431,618 77 3/4
11. Ministère de l'intérieur.....	8,840,214 11 1/2	» »	8,910,244 11 1/2
12. Ministère de l'instruction publique..................	5,889,795 10 1/4	» »	5,889,795 10 1/4
13. Direction générale des voies de communication et des édifices publics..........	18,104,120 70	6,813 452 60 1/2	24,977,573 39 1/2
14 Direction générale des postes.	329,922 99	9,125,919 71 1/2	9,455,842 51 1/2
15 Ministère de la justice......	9,338,310 93 1/4	» »	0,338,310 83 1/4
16. Contrôle de l'empire.......	232,889 65 1/2	» »	232,889 95 1/2
17. Direction générale des haras de l'empire..............	082,499 37 3/4	» »	682,496 37 3/4
18. Dépenses du Transcaucase :			
a Imputables sur les revenus de la contrée	3,984,837 50 3/4	» »	3,984,837 56 3/4
b Imputables sur les fonds du trésor..............	178,344 61	» »	179,344 91
Total des dépenses ordinaires de l'Etat..............	297,651,136 58 1/2	32,887,277 29 3/4	339,538,413 79 1/4
II			
19. NON-VALEURS DANS LES RECETTES	4,009,099 »	» »	4,009,999 »
	301,951,139 58 1/2	32,887,277 20 3/4	334,538,413 79 1/4
III			
20. DÉPENSES D'ORDRE..........	13,329,446 53 3/4	» »	13,329,449 53 3/4
Total général...........	314,980,583 12 1/4	32,887,277 20 3/4	347,897,860 33

(Signé.) Le Secrétaire d'Etat, Ministre des finances, DE REUTERN.

Résumé du budget des recettes et dépenses

RECETTES DE L'ÉTAT.			
I	RECETTES BRUTES ÉVALUÉES POUR 1863	FRAIS DE PERCEPTION.	PRODUIT NET DES RECETTES ÉVALUÉES POUR 1863.
REVENUS ORDINAIRES DE L'ÉTAT.			
1. Impôts :			
a. Impôts directs (impôts et patentes de commerce)...	43,529,524 16 1/4	216,133 41	43,313,367 75 1/4
b. Impôts indirects (droits et accises)	169,457,162 22	14,405,812 88	155,051,349 34
2. Droits régaliens............	13,686,666 34 3/4	11,310,084 58	2,376,581 76 3/4
3. Biens de l'Etat.............	50 700 212 84	7,065,428 30 3/4	43 634,784 53 1/4
4. Recettes diverses...........	38 675,244 14	189,818 3	38,485,420 11
5. Revenus du Transcaucase....	3,081,837 56 3/4	» »	3,081,837 56 3/4
Total des revenus ordinaires de l'Etat	316,830,644 27 3/4	32,887,277 20 3/4	285,943.367 7
II			
6. RESSOURCES EXTRAORDINAIRES — (cinq séries de bons du trésor, économies et reliquats des ministères et directions générales)...............	15,707,769 54 1/2	» »	15,707,769 54 1/2
	334,538,413 79 3/4	32,887,277 20 3/4	304,651,136 58 1/2
III			
7. RECETTES D'ORDRE............	13,329,446 53 3/4	» »	13,329,446 53 3/4
Total général............	347,867,860 33	32,887,860 20 3/4	314,980,583 12 1/4

(Gazette du Sénat.)

de l'Etat pour l'exercice 1863.

DÉPENSES DE L'ÉTAT.			
	DÉPENSES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ÉTAT.	FRAIS DE PERCEPTION DES RECETTES.	TOTAL.
I DÉPENSES ORDINAIRES.			
1. Dette publique	57,487,217 60 1/4	» »	57,487,217 60 1/4
2. Institutions supérieures de l'Etat....................	1,165,375 35 1/4	50,028 »	1,216,003 35 1/4
3. Clergé orthodoxe...........	5,133,816 61 1/4	» »	5 133,816 01 1/4
4. Ministère de la maison de l'Empereur..............	7,755,443 70	» »	7,755,448 70
5 Ministère des affaires étrangères..........	2,102,532 52	» »	2,102,532 52
6 Ministère de la guerre......	115,432,379 82 1/4	144,787 25 1/2	115,577,167 07 3/4
7. Ministère de la marine	18,029,793 »	» »	18,029,793 »
8 Ministère des finances......	37,219,756 16 1/2	16,752,480 63 1/4	53,972,245 79 3/4
9 Ministère des domaines de l'empire.................	9,149,331 07 1/4	» »	9,149,331 87 1/4
10. Comité ordonnateur des colonies du Midi........... .	431,618 77 3/4	» »	431,618 77 3/4
11. Ministère de l'intérieur.....	8,046,244 11 1/2	» »	0,846,244 11 1/2
12. Ministère de l'instruction publique....................	5,889,795 10 1/4	» »	5,889,795 10 1/4
13. Direction générale des voies de communication et des edifices publics.......... ..	18,164,120 70	6,013,452 60 1/2	24,077,573 30 1/2
14 Direction générale des postes.	329,922 80	9,125,919 71 1/2	9,455,842 51 1/2
15 Ministère de la justice......	6,338,310 83 1/4	» »	6,338,310 83 1/4
16. Contrôle de l'empire.......	232,889 05 1/2	» »	232,889 05 1/2
17. Direction générale des haras de l'empire.............	682,406 37 3/4	» »	682,406 37 3/4
18. Dépenses du Transcaucase :			
a. Imputables sur les revenus de la contrée	3,081,837 56 3/4	» »	3,081,837 56 3/4
b Imputables sur les fonds du trésor..............	178,344 01	» »	176,344 61
Total des dépenses ordinaires de l'Etat..............	297,654,136 58 1/2	32,887,277 20 3/4	330,538,413 79 1/4
II			
19. NON-VALEURS DANS LES RECETTES	4,000,000 »	» »	4,000,000 »
	301,654,136 58 1/2	32,887,277 20 3/4	334,536,413 79 1/4
III			
20. DÉPENSES D'ORDRE..........	13,329,446 53 3/4	» »	13,329,446 53 3/4
Total général............	314,980,583 12 1/4	32,887,277 20 3/4	347,067,860 33

(*Signé.*) *Le Secrétaire d'Etat, Ministre des finances,* DE REUTERN.

BUDGET

DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.

Ce document fort détaillé, publié par la chancellerie du crédit, contient onze chapitres divisés en cent quatorze subdivisions.

En première ligne figurent les emprunts à terme au nombre de onze ; ce sont :

		Capital primitif.	Chiffre actuel du capital.	DÉPENSES EN 1863.	
				Intérêts et commission de banque.	Amortissement.
A. 1er	Emprunt hollandais 5 0/0.	50,600,000 fl. holl.	28,100,000	1,408,455	500,000 fl. holl.
B. 2e	—	42,000,000	7,477,000	386,450	2,146,000
C. 3e	—	20,000,000 r.	6,235,500	341,775 r.	888,225 r.
D. 4e	—	20,000,000	7,724,500	386,225	813,775
E. 1er	intérieur 4 0/0	25,000,000	13,750,000	550,000	625,000
F. 2e	—	8,000,000	4,250,000	170,000	200,000
G. 3e	—	8,000,000	4,325,000	173,000	200,000
H. 4e	—	12,000,000	7,075,000	283,000	300,000
I. 5e	—	14,000,000	0,300,000	372,000	350,000
K. 1er	anglais 4 1/2 0/0	5,500,000 l. st.	4,180,000	180,500 l. s	110,000 l. st.
L. 2e	—	6,500,000	6,410,000	200,302	97,500

Toutes ces dettes réunies constituaient, à la date du 1er janvier 1863, un chiffre de 35,577,000 florins hollandais, de 10,590,000 livres sterling, et de 52,600,000 roubles, exigeant, tant pour les intérêts que pour les frais d'amortissement et les commissions de banque, une dépense de 13,154,946 roubles.

La deuxième catégorie comprend les emprunts extérieurs sans terme ; leur nombre est de six, à savoir :

	Capital primitif.	Chiffre actuel du capital.	Dépenses en 1863. Intérêts.	Dépenses en 1863. Amortissements.
A. 1er emprunt				
5 0/0 de 1820,	40,000,000 r.	29,800,300	1,490,015	600,073 r.
B. 2e — 1822,	43,000,000	38,217,100	2,068,102	385,269
C. 5e — 1854,	50,000,000	18,880,500	2,443,025	1,058,975
D. 6e — 1855,	50,000,000	49,090,500	2,871,085	1,005,175
E 7e — 1881,	13,000,000 l. st.	13,000,000	853,250 l. st.	
F. Emprunt				
3 0/0 de 1059,	7,000,000	7,000,000	210,000	105,000 l. st.

Ce qui fait ensemble une dette de 20 millions de livres sterling et de 166,774,400 roubles, nécessitant une dépense totale de 18,806,214 roubles.

La troisième catégorie comprend 54 emprunts faits par le trésor aux anciennes institutions de crédit pour les besoins des différentes administrations, et en majeure partie pour couvrir les dépenses nécessitées par des travaux d'utilité publique. Aussi le département des constructions publiques y entre pour les trois cinquièmes du chiffre total de ce chapitre qui est de 148,258,878 roubles, par suite surtout des emprunts faits pour l'achèvement des chaussées de Moscou, de Varsovie et de Brest-Litevski et pour l'administration des postes. Nous avons déjà dit le chiffre auquel s'élève la dette consignée dans ce chapitre; les intérêts et l'amortissement exigent, pour 1863, une dépense de 7,632,370 roubles.

La quatrième catégorie embrasse 32 petites dettes liquidées en 1858 par la Banque de l'Etat et remboursables en 12, 15, 18, 20, 33 et même en 56 ans. Le montant total de ces engagements ne dépasse pas, en capital, le chiffre de 3,241,652 roubles, et il nécessite une dépense de 311,856 roubles.

Nous trouvons dans la cinquième catégorie 5 emprunts de la trésorerie, dont 2 de 37 ans, 2 de 15 ans et 1 de 10 ans; le plus considérable de ces emprunts a été dans l'origine (en 1843) de 6,250,762 roubles, le moindre de 3,807 roubles; aujourd'hui le montant total ne s'élève qu'à 5,072,492 roubles pour les intérêts et le remboursement.

Les billets métalliques 4 pour 100 de la Banque de l'Etat, dont la première émission date seulement du 16 décembre 1860, constituent la sixième catégorie avec un chiffre originaire de 39 millions, réduit depuis à 38,640,000 roubles, et exigeant une dépense annuelle de 1,950,000 roubles. Il est à noter cependant que depuis le 1er janvier de l'année courante, il y a eu de nouvelles émissions de cette valeur, dont la circulation totale est portée, dans le dernier bilan mensuel de la Banque d'Etat, au chiffre de 47,640,000 roubles.

Les bons du trésor, portant un intérêt de 4.32 pour 100, figurent dans la septième catégorie pour la somme de 138 millions de roubles, nécessitant une dépense de 5,961,600 roubles pour les intérêts seulement.

Les dettes sans terme comprennent un emprunt de 83,259,146 roubles, contracté en 1817 et 1818 à 6 pour 100 d'intérêts et 2 pour 100 d'amortissement, et un emprunt 6 pour 100 non amortissable de 10,066,296 roubles. Ces deux emprunts s'élèvent aujourd'hui ensemble à 49,957,114 roubles, exigeant une dépense de 3,801,901 roubles (huitième catégorie); vient ensuite l'emprunt 4 pour 100 non amortissable, contracté en 1859 par la conversion des dépôts, et dont le montant est de 147,500,976 roubles réclamant une dépense de 6,090,412 roubles (neuvième catégorie).

Toutes ces dépenses réunies constituent un total de 58,116,535 roubles, auquel s'ajoutent encore : 1° une somme de 300,000 roubles (dixième catégorie) comme frais occasionnés par la confection des billets de l'Etat, et

2° 127,266 roubles comme traitement des fonctionnaires de la commission impériale d'amortissement (onzième catégorie). Ces deux chiffres ainsi que la somme de 629,317 r. 70 c., retranchée par le conseil de l'empire sur les frais de l'agio, étant défalqués du chiffre total énoncé plus haut par nous (58,543,801 roubles), on obtient la somme consignée dans le budget pour les dépenses de la dette publique, à savoir 57,487,217 r. 60 c.

Le chiffre total de la dette publique portant intérêt se trouvait donc être, à la date du 1er janvier 1863, de 975,734,691 r. 31 c., si l'on compte le florin hollandais au taux de 166 19/32 *cens* par rouble, et la livre anglaise au prix de 33 29/32 pence par roubles.

En dehors de cette somme se trouve placée la dette sans intérêt provenant des billets émis.

Une note qui nous est communiquée par une personne au courant des finances de la Russie, complète de la manière suivante les renseignements fournis par le *budget du service de la dette publique.*

On peut, dit le financier russe auquel nous devons ce renseignement, établir comme il suit le chiffre total de la dette publique au 1er janvier 1863 :

Dettes à terme et perpétuelles	648,514,505
Dépôts à intérêts. . . . . ,	685,100,587
— en compte courant de la Banque.	41,921,362
Billets de crédit en circulation sans couverture métallique.	593,132,933
Bons de trésor.	120,000,000 [1]
A reporter.	2,088,669,387

[1] Ce chiffre est trop faible; il était déjà, à cette époque, porté au budget pour 138 millions de roubles, et s'est accru de 15 millions émis en 1863 et de 36 millions dont la création a été décidée par l'oukase du 16 janvier 1864.

Report.	2,088,669,387
Billets métalliques 4 pour 100 de la Banque de l'Etat.	38,640,000
Prêts de rachat aux paysans.	20,580,109
Total. . . .	2,147,889,496
Il y a lieu d'en déduire une somme de 587,490,047 roubles, constituant les prêts faits par l'Etat, et les 20,580,109 roubles pour le remboursement desquels les communes rurales rachetées de l'esclavage sont engagées.	
Ces deux sommes réunies font un total de	608,070,156
de sorte que le chiffre de	1,539,819,340

exprimerait le montant des engagements de l'Etat à la date du 31 décembre 1862.

Plusieurs changements sont survenus depuis. Ainsi, l'insurrection polonaise a obligé le gouvernement à émettre plusieurs nouvelles séries (à 3 millions) de bons du trésor. La Banque a dû être autorisée à mettre en circulation des billets 5 pour 100 pour 10 millions, ce qui ne lui a pas épargné une nouvelle suspension de ses payements en espèces, à peine commencés. Les billets métalliques 4 pour 100 ont également subi une augmentation, et les quatre séries (à 12 millions de roubles), dont l'émission a été permise, sont complétement entrées dans la circulation. On peut donc estimer à 1,580 millions la dette de la Russie, en dehors des 608 millions déduits plus haut comme étant couverts par des réclamations du gouvernement contre des particuliers ou des corporations.

COMPTE RENDU

DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DE L'EMPIRE

Pour l'Exercice 1862.

Dans la séance du conseil des établissements de crédit de l'empire tenue le 25 octobre 1863, le ministre des finances a prononcé le discours suivant, en présentant les comptes rendus de ces établissements et de l'institution supérieure de rachat pour l'exercice 1862 :

« Messieurs,

« En vous présentant les comptes rendus des établissements de crédit de l'empire et de l'institution supérieure de rachat pour l'exercice 1862, je crois devoir mentionner les principales dispositions ci-dessous, concernant les opérations de crédit et celles du rachat des terres des paysans.

« 1. Dans le but de renforcer le fonds d'échange des billets de crédit, un emprunt de 15 millions de livres sterling, sous le nom de septième emprunt à 5 pour 100, a été conclu, en exécution d'un oukase impérial du 14 avril 1862, par l'entremise des banquiers N.-M. Rothschild et fils de Londres et Rothschild frères de Paris ; à la suite de cet emprunt, la Banque de l'Etat a ouvert, à dater du 1er mai 1862, l'échange des billets de crédit contre de la monnaie d'or d'une demi-impériale et de la monnaie d'argent d'un rouble, suivant les dispositions de la régence de la Banque, d'après les règles édictées par un oukase impérial du 25 du même mois

d'avril, en réduisant progressivement le taux alors fixé pour la monnaie d'or et d'argent de manière à en arriver à égaliser définitivement la valeur des billets de crédit avec celle du numéraire métallique.

« Du 1er mai 1862, date de l'ouverture des échanges, jusqu'au 7 octobre 1863, il a été présenté à la Banque, en échange de numéraire métallique, et retiré de la circulation pour 72,764,154 roubles de billets de crédit, dont 45,377,662 roubles, après révision et vérification, ont été brûlés les 11 et 12 juin 1863, en exécution de l'oukase impérial du 14 avril 1862, concernant la conclusion du septième emprunt à 5 pour 100, en présence du conseil des établissements de crédit et de délégués des commerçants de la bourse et des négociants étrangers.

« II. Les bons du trésor de dix séries, de la 27e à la 36e, émises en 1854 et 1855, devaient être retirés de la circulation en 1862 et 1863. En vertu d'oukases impériaux des 27 février et 6 novembre 1862, adressés au sénat dirigeant, les bons de ces séries, conformément au règlement qui les concernent, ont été remplacés par dix nouvelles séries de la 73e à la 82e inclusivement, pour une somme de 30 millions de roubles; les intérêts de ces bons courent, pour les 73e et 74e séries, à partir du 1er mars 1862; pour les 75e et 76e, du 1er juin; pour les 77e et 78e, du 1er août de la même année; pour les 79e et 80e, du 1er février 1863; pour la 81e, du 1er juin, et pour la 82e, du 1er septembre de la même année.

« III. Pour fournir à la trésorerie de l'empire les moyens de couvrir les dépenses du budget de 1863 et de faire face aux dépenses extraordinaires suscitées par la situation actuelle du royaume de Pologne et de quelques gouvernements de l'Ouest qui lui sont limitrophes, deux oukases impériaux des 19 février et 30 mai 1863, adressés au sénat dirigeant, ont autorisé l'émission de dix nouvelles séries de

bons du trésor de 3 millions de roubles chacune, de la 83e à la 92e inclusivement, pour une somme totale de 30 millions de roubles; les intérêts de ces bons courent, pour les 83e et 84e séries, du 1er février 1863; pour les 85e et 86e, du 1er avril; pour la 87e, du 1er mai; pour les 88e et 89e, du 1er juin; pour les 90e et 91e, du 1er juillet, et pour la 92e, du 1er octobre de la même année.

« IV. En exécution de la décision suprême du 29 septembre 1861, la souscription aux obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat à 4 pour 100 a été close le 1er mai 1863.

« Dans le courant de l'année 1862, il a été demandé de ces obligations, contre des billets des établissements de

crédit, pour	1,916,524 roubles.
contre argent comptant, pour . . .	1,716,115
Total. . .	3,632,639. roubles.

« Depuis la promulgation du règlement sur les obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat à 4 pour 100, sanctionné par S. M. l'empereur le 13 mars 1859, jusqu'à la clôture de la souscription à ces obligations, c'est-à-dire jusqu'au 1er mai 1863, il a été converti en obligations de cet emprunt une somme de dépôt s'élevant en totalité à 151,801,132 r.

« Dans laquelle figurent :

« Les dépôts d'administrations publiques, de communautés et de corporations pour 113,154,108 r.

« Ceux des particuliers pour . . . . . . 38,647,029 r.

« V. Conformément aux dispositions des articles 15 et 16 des statuts de la Banque de l'Etat, sanctionnés par S. M. l'empereur le 31 mai 1860, Sa Majesté Impériale a daigné, le 2 juin 1863, ordonner de mettre à la disposition de la Banque pour 10 millions de billets de la Banque à 4 pour 100, en l'autorisant à les vendre pour compte du trésor, au cours de la bourse, au fur et à mesure des besoins de ses caisses, à

la condition «1° que le produit de la vente de ces billets serait porté comme reçu en payement sur la dette du trésor à la Banque, et 2° que les sommes ainsi portées au payement de la dette susdite seraient inscrites au grand-livre de la dette publique ; la commission d'amortissement devant servir à la Banque 5 pour 100 d'intérêt et 1/2 pour 100 d'amortissement sur la totalité des billets émis dans le courant de l'année.

« VI. Dans le but de satisfaire au désir des déposants à la Banque, tendant à ce que les certificats de dépôts à terme, délivrés par la Banque de l'Etat et ses succursales, pussent être librement transférés de main en main, et qu'il fût possible de convertir ainsi lesdits certificats en argent sans attendre l'échéance des dépôts, et aussi pour attirer à la Banque les dépôts à terme qui forment une ressource importante pour les revirements commerciaux, S. M. l'empereur a daigné, le 31 mai 1863, autoriser la Banque de l'Etat et ses succursales à délivrer des certificats au porteur contre les dépôts à terme qui leur seront faits, et permettre le transfert par endossement des certificats nominatifs délivrés contre de semblables dépôts. Puis, le 11 août 1863, Sa Majesté Impériale a daigné autoriser l'acceptation de ces certificats de la Banque de l'Etat comme garantie dans les entreprises de fournitures et de travaux, et en général dans toutes les conventions obligatoires des particuliers avec le gouvernement, aux mêmes conditions que les billets des ci-devant établissements de crédit sont admis en pareils cas comme garantie. En conséquence, la Banque de l'Etat a fait des dispositions pour qu'il fût délivré, contre les dépôts à terme, des certificats d'un nouveau modèle, au porteur ou nominatifs, avec droit de transfert par endossement, afin de les distinguer des anciens certificats ou livrets nominatifs que la Banque délivrait antérieurement contre les dépôts en question, et qui, conformément aux paragraphes 64 et 65 des

statuts de la Banque, ainsi qu'il est dit dans leur libellé, ne peuvent être transférés à des tiers par endossement, ni par conséquent être admis en garantie dans les entreprises de travaux ou de fournitures conclues avec le gouvernement.

« VII. Sur la proposition de la régence de la Banque de l'Etat et à la demande des commerçants de Taganrog, S. M. l'empereur a daigné, le 4 mai 1862, autoriser l'ouverture à Taganrog, pendant la foire qui s'y tient annuellement, d'une section temporaire de la succursale de Rostow-sur-le-Don de la Banque de l'Etat, pour y faire l'escompte des lettres de change et autres opérations énoncées dans les statuts des succursales de la Banque de l'Etat, sanctionnés par S. M. l'empereur le 3 janvier 1862.

« VIII. Afin d'écarter les entraves du commerce des thés à la foire de Nijni-Novgorod de 1863, les commerçants ont été autorisés, par décision suprême du 21 juillet 1863, à obtenir de la succursale temporaire de la Banque de l'Etat dans cette ville des prêts sur escompte de certificats concernant les thés offerts en garantie, aux mêmes conditions que celles prescrites pour cette mesure avec l'autorisation suprême en 1861, c'est-à-dire que les certificats concernant les thés devaient être délivrés par un comité composé des principaux marchands de Kiakhta, et que les membres du comité assumaient solidairement la responsabilité de ces certificats, lesquels devaient être approuvés par le comité d'escompte attaché à la succursale de la Banque.

« IX. Les lombards de Saint-Pétersbourg et de Moscou ayant cessé, depuis 1859, d'accorder des prêts, et remis à la Banque de l'Etat toutes les affaires concernant les dépôts, en exécution d'un oukase impérial du 31 mai 1860, ces établissements sont restés principalement chargés des affaires concernant les anciens prêts sur hypothèques d'immeubles, et de veiller à la rentrée des payements dus sur ces prêts.

En conséquence, il a été dressé : 1° des règlements pour le lombard de Saint-Pétersbourg (qui est également chargé des affaires concernant les prêts accordés par la ci-devant Banque d'emprunt) et pour celui de Moscou, règlements qui régissent l'ordre administratif de ces établissements et la marche des affaires qui leur sont confiées; 2° de nouveaux états de personnel et des dépenses de ces lombards en harmonie avec la sphère actuelle de leur activité. Sur l'avis du conseil de l'empire, ces règlements et états ont été sanctionnés par S. M. l'empereur, le 5 décembre 1862, et sont entrés en vigueur.

« X. Simultanément avec la réorganisation des lombards, les statuts des monts-de-piété qui leur sont attachés à Saint-Pétersbourg et à Moscou ont été soumis à une révision analogue. Afin de donner de l'extension aux opérations de ces derniers établissements, ils ont reçu de nouveaux règlements, sanctionnés par S. M. l'Empereur, le 5 décembre 1862, après avis du conseil de l'empire, et leur personnel a été renforcé par de nouveaux états, également sanctionnés par Sa Majesté Impériale. D'après ces nouveaux règlements, les monts-de-piété sont autorisés à effectuer des prêts sur dépôts d'or et d'argent dans une proportion plus élevée que par le passé; une plus grande régularité a été introduite dans la taxation des dépôts, et en général les opérations des monts-de-piété ont été soumises à un ordre uniforme.

« XI. La nécessité indispensable de réorganiser les caisses d'épargne ayant été reconnue : 1° afin qu'il fût possible d'en établir dans toutes les villes, possades et gros bourgs ayant des administrations urbaines, et 2° qu'elles fussent accessibles exclusivement aux gens les moins à leur aise pour y opérer des dépôts minimes, il a été dressé, d'accord avec M. le ministre de l'intérieur, un projet de règlement sur les caisses urbaines d'épargne. Ce projet, après avoir été exa-

miné par le conseil de l'empire, a reçu la sanction de S. M. l'empereur, le 16 octobre 1862, et il a été prescrit en même temps : 1° d'étendre aux caisses d'épargne attachées aux lombards de Saint-Pétersbourg et de Moscou les dispositions de ce règlement qui concernent la réception, la garde et le remboursement des dépôts ; 2° d'autoriser l'établissement de caisses de ce genre dans les différents arrondissements des capitales ; 3° de remplacer les caisses d'épargne attachées aux directions de l'assistance publique par des caisses urbaines d'épargne, et 4° de confier à la Banque de l'Etat les caisses d'épargne attachées aux lombards des deux capitales.

« Depuis la promulgation du règlement sur les caisses urbaines d'épargne, l'établissement de caisses de ce genre dans les villes de district de divers gouvernements a été autorisé près de 9 municipalités et près de 23 caisses de district.

« XII. D'après les dispositions du règlement sur les banques communales, sanctionné par S. M. l'empereur le 6 février 1862, dans le courant de cette année, d'accord entre les ministres des finances et de l'intérieur, la création de banques de ce genre a été autorisée dans 55 villes, de sorte qu'avec les 19 antérieurement autorisées, le nombre de ces banques dans les villes s'élève à 74.

« XIII. A l'instar des statuts sanctionnés par S. M l'empereur, le 4 juillet 1861, pour la Société urbaine de crédit de Saint-Pétersbourg, ayant pour but d'accorder des prêts sur hypothèque d'immeubles situés dans l'enceinte de cette capitale, il a été dressé, dans le même but, un projet de statuts pour une société analogue à Moscou. Ce projet, examiné par le conseil de l'empire, a reçu la sanction suprême le 30 octobre 1862. Les statuts de cette société autorisent entre autres la concession de prêts sur hypothèque

d'immeubles déjà hypothéqués aux établissements de crédit de l'empire, en transférant la dette à la société; dans la liquidation avec la société des dettes pour emprunts au lombard sur hypothèque de maisons qui seront hypothéquées à nouveau à la société, il a été permis d'accepter pour leur valeur nominale, en remboursement de ces dettes au lombard, les obligations de cette société.

« XIV. Afin d'offrir aux particuliers qui s'adonnent au commerce ou à quelque autre industrie la possibilité de se procurer les capitaux qui leur sont nécessaires au moyen de l'escompte d'obligations à terme, dans une proportion correspondante au degré de confiance que chacun mérite sous le rapport de sa fortune et de sa moralité, il a été dressé, conformément aux vues de la corporation des marchands de Saint-Pétersbourg, un projet de statuts d'une *Société de crédit mutuel de Saint-Pétersbourg*, dont voici les principales bases : *a* sont admis en qualité de membres de la société les particuliers connus comme dignes de confiance; *b* chaque membre souscrit une obligation pour la somme du crédit à lui ouvert et qui ne doit pas être moindre de 300 roubles, et, pour former le capital de roulement de la société, il verse, au moment de son admission, 10 pour 100 de la somme du crédit qui lui est ouvert; l'ensemble de toutes ces obligations forme le capital qui garantit les opérations de la société; *c* chaque membre de la société peut disposer en tout ou en partie du crédit qu'elle lui a ouvert, en présentant à l'escompte les obligations à terme ou lettres de change de tierces personnes à lui appartenant, ou en donnant directement à la société ses propres obligations ou lettres de change à échéance de six mois au plus; *d* chaque membre participe aux profits et pertes de la société au prorata du chiffre de son crédit; *e* les affaires de la société sont régies par une direction composée de cinq de ses membres, sous la surveillance et le

contrôle de neuf délégués; *f* les membres de la direction et les délégués forment le conseil, qui détermine le chiffre du crédit de chaque membre. Après entente avec M. le ministre de l'intérieur, ce projet de statuts a été soumis à l'examen du conseil de l'empire, et, sur son avis, sanctionné par S. M. l'empereur le 9 avril 1863, en même temps, la Banque de l'Etat a été autorisée : *a* à accepter à l'escompte, sous la garantie de la société, les obligations et lettres de change qui lui seraient présentées par la direction de la Société de crédit mutuel, sous la signature des membres de cette direction ; *b* à prélever pendant les cinq premières années de la fondation de cette société, sur les lettres de change et autres obligations à terme présentées à l'escompte par la direction de cette dernière, 1/2 pour 100 de moins que le taux général fixé par la Banque pour les opérations d'escompte. La Société de crédit mutuel n'a pas encore commencé ses opérations. Toutefois, en considération de l'utilité incontestable qui peut en résulter en raison du but de son institution, il est fort à désirer qu'elle se constitue le plus promptement possible.

« XV. Dans le but de procurer aux propriétaires fonciers en Crimée, et particulièrement à ceux dont les terres ont perdu leur population tartare, les moyens d'organiser leurs exploitations, une décision du comité des ministres, sanctionnée par S. M. l'empereur le 23 août 1863, a autorisé la direction de l'assistance publique du gouvernement de Tauride à accorder à ces propriétaires des prêts sur hypothèque de terres arables et de prairies, ainsi que de vignobles et de vergers, sur le fonds de 300,000 roubles assigné à cet effet, en effectuant ces prêts aux conditions prévues par les règlements de la direction de l'assistance publique de Tauride, mais dans une proportion un peu plus élevée, en raison de la situation actuelle du pays et des besoins des propriétaires fonciers.

« XVI. Les dispositions des statuts des établissements de crédit concernant le remboursement des emprunts sur hypothèque de terres seigneuriales peuplées de paysans, et la vente des hypothèques en cas de non-payement des arrérages dus, ont été amendées et complétées, d'accord avec la législation nouvelle sur les paysans affranchis de la glèbe et avec le règlement sur le rachat par ces paysans, avec l'aide du gouvernement, de leurs enclos et de leurs lots de terrain.

« Après avoir été examinés par le conseil de l'empire, les nouveaux règlements sur le mode de recouvrement des créances des établissements de crédit pour prêts sur hypothèque de terres seigneuriales peuplées de paysans, non remboursés aux échéances, ont reçu la sanction impériale le 15 avril 1863. Voici quelles en sont les principales bases : 1° Dans les terres seigneuriales peuplées de paysans, passibles d'être vendues à défaut de remboursement à leurs échéances des prêts auxquels ces immeubles servaient d'hypothèque, l'inventaire des terres dont l'usufruit a été concédé à perpétuité aux paysans est remplacé par la charte réglementaire, et il n'est dressé inventaire que de la portion restée à la pleine disposition des seigneurs après répartition des terrains entre les paysans, et en général que de ce qui appartient personnellement aux seigneurs ; cet inventaire est dressé d'après un modèle élaboré de commun accord entre les ministères des finances et de l'intérieur. 2° La vente de l'immeuble est sanctionnée si le prix offert couvre entièrement la créance de la Banque avec ses intérêts, et si, de plus, dans les terres n'appartenant pas à la catégorie des petites propriétés, cette somme n'est pas inférieure au prêt de rachat des lots de terre des paysans dont la répartition est inscrite dans la charte réglementaire, et dans les petites propriétés, si ledit prix de

vente n'est pas inférieur à la somme accordée au propriétaire par l'Etat à titre de dédommagement en cas que ces propriétés passent au domaine. 3° Si, aux secondes enchères, la vente n'a pas lieu ou que le prix effert soit insuffisant, on déterminera le taux du prêt de rachat des lots des paysans, sur lequel on retiendra le montant de la créance, si la terre n'est pas de la catégorie des petites propriétés; si, au contraire, la terre appartient à cette catégorie, elle est reconnue comme appartenant au domaine, et la créance de la Banque sera prélevée sur la somme qui revient au propriétaire, à titre de dédommagements.

« XVII. Voici quelles ont été les principales mesures prises au sujet de l'opération du rachat :

« 1° En vertu d'une décision du comité supérieur chargé de l'organisation des classes agricoles, sanctionnée par S. M. l'empereur le 15 février 1862, il a été permis de conclure des conventions de rachat pour les terres placées sous séquestre par suite d'action en revendication de leur propriété intentée en justice, pourvu que les billets de rachat, les certificats de rachat et les sommes au comptant soient transmis au tribunal compétent pour y rester déposés jusqu'au jugement à intervenir sur le droit de propriété en litige.

« 2° Une autre décision du même comité, sanctionnée par Sa Majesté Impériale, le 16 mai 1862, a autorisé la délivrance des prêts de rachat, sur la demande des propriétaires, non par l'entremise des assemblées provinciales chargées des affaires des paysans, mais directement par la Banque de l'Etat, après que celle-ci se sera renseignée, auprès desdites assemblées provinciales, de la quotité des dettes de ces propriétaires à retenir sur le prêt de rachat.

« 3° Conformément à une décision du conseil de l'empire, revêtue de la sanction suprême le 27 juin 1862, l'as-

sistance du gouvernement aux paysans, pour racheter leurs lots de terrain, a été étendue également aux paysans à la corvée dans les gouvernements de la Grande-Russie, de la Nouvelle-Russie, de la Russie-Blanche (à l'exception des districts de Dünabourg, de Régitsa, de Lutsine et de Drissa) et de la Petite-Russie, à la condition que la portion du prêt de rachat revenant au propriétaire, déduction faite de sa dette à un établissement de crédit (s'il en existe une), sera délivrée en billets de la Banque à 5 pour 100, et qu'au lieu et place du prêt, jusqu'à son amortissement, il sera assigné au propriétaire, sur le trésor, une rente annuelle de 5 1/2 pour 100. Pour la perception de cette rente, il a été établi des certificats spéciaux que délivre la Banque de l'Etat.

« 4° Afin de soulager les paysans et d'éviter les frais inutiles dans les cas de saisie-arrêt de leurs lots de terrain, une décision du comité supérieur chargé de l'organisation des classes agricoles, sanctionnée le 9 août 1862 par S. M. l'empereur, statue que les *Gazettes du sénat* publieront gratuitement les avis de séquestre mis sur les lots de terrain de paysans, rachetés au moyen de prêts de rachat accordés par le gouvernement.

« 5° Dans le but de faciliter la circulation des titres de rachat portant intérêt, plusieurs décisions du conseil de l'empire, sanctionnées aux dates ci-dessous par S. M. l'empereur, ont statué : *a* le 23 juin 1862, que les billets de la Banque à 5 pour 100 seront reçus pour leur valeur nominale, rouble pour rouble, et avec les intérêts échus au jour de payement sur les coupons courants, lorsqu'ils seront présentés en remboursement du capital de prêts accordés par les établissements de crédit sur hypothèque d'immeubles; *b* le 15 juillet 1863, que l'on admettra pour les mêmes remboursements les certificats de 5 1/2 pour 100 de rente, en portant au compte du payement du capital de la dette le

capital sur lequel ces rentes sont servies, et à celui des intérêts dus par le débiteur la portion de rente échue sur le semestre courant ; *c* le 21 juin 1863, que les certificats de rentes de rachat pourront être transférés en mains tierces par donations, conventions, testaments et autres obligations ou actes passés authentiquement ou seulement signifiés, sans que ces transactions soient passibles des droits do mutation ni de ceux au profit des municipalités.

« 6° Pour donner à l'institution supérieure de rachat les moyens de procéder avec le plus de célérité possible à l'examen et à la sanction des conventions de rachat, une chancellerie spéciale a été organisée près de cette institution, en vertu de décisions du conseil de l'empire, sanctionnées par S. M. l'empereur, les 2 août 1862 et 6 mars 1863, et le crédit de 50,000 roubles nécessaire pour l'entretien de cette chancellerie a été assigné sur le capital de réserve qui doit être formé pour l'opération du rachat.

« Le nombre des conventions de rachat reçues jusqu'à ce moment par l'institution supérieure de rachat s'élève à 9,007, dont 6,019 ont été sanctionnées ; d'après ces dernières, 737,710 paysans ont procédé au rachat de lots de terrain d'une superficie totale de 2,449,529 dessiatines, et le montant des prêts de rachat liquidés est de 76,922,282 roubles. Sur cette somme il en a été ordonnancé pour 70,348,887 roubles, et, déduction faite des dettes des propriétaires aux établissements de crédit, des amendes et des frais de publication, il a été payé, en billets do la Banque à 5 pour 100, 8,224,350 roubles, en certificats de rachat, 20,336,100 roubles, en rentes à 5 1/2 pour 100, 332,725 roubles, et en argent comptant 183,566 roubles.

« Passant maintenant à l'examen de la situation de la dette tant extérieure qu'intérieure, et des opérations des établissements de crédit jusqu'au 1er janvier 1863, je crois néces-

saire de reproduire un rapide aperçu de celles de la Banque de l'Etat pour l'exercice 1862, dont le compte rendu détaillé a été présenté au conseil des établissements de crédit, dans sa séance du 5 juin 1863. »

COMMISSION D'AMORTISSEMENT.

Au 1er janvier 1862, la dette publique inscrite au grand-livre offrait les quotités suivantes :

I. DETTES A TERME.

Extérieures.

5 pour 100.	fl de Hollande.	38,121,000
4 1/2 pour 100.	livres sterling.	10,790,000
4 pour 100.	roubles.	40,375,000
5 pour 100.		13,959,500

II. RENTES PERPÉTUELLES.

Extérieures.

5 pour 100.	roubles.	166,775,400
3 pour 100.	livres sterling.	7,000,000

Intérieures.

6 pour 100.	roubles.	50,663,770
4 pour 100 (obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat)		147,245,714
Total des rentes perpétuelles en roubles d'argent.		556,141,949

Dans le courant de l'exercice 1862, il a été inscrit au grand livre en rentes perpétuelles :

a. Pour le septième emprunt à 5 pour 100 ouvert en exécution de l'oukase impérial du 14 avril 1862,

	livres sterling.	15,000,000

b. En obligations de l'emprunt consolidé de

l'Etat	roubles.	3,597,716

REMBOURSEMENTS.

Sur les dettes à terme extérieures.

5 pour 100.	fl. de Hollande.	2,544,000
4 1/2 pour 100.	livres sterling.	200,000
4 pour 100.	roubles.	1,675,000
5 pour 100.		695,000

Sur les dettes perpétuelles.

Extérieures 5 pour 100. . . .	roubles.	2,128,120
— 3 pour 100. . . .	livres sterling.	66,800
Intérieures 6 pour 100. . . .	roubles.	843,662

A la suite de ces revirements la situation de la dette publique se présentait sous la forme suivante, à l'ouverture de l'exercice 1863 :

I. DETTES A TERME.

Extérieures.

5 pour 100.	fl. de Hollande.	35,577,000
4 1/2 pour 100.	livres sterling.	10,590,000
4 pour 100.	roubles.	38,700,000
5 pour 100.	»	13,264,500

II. RENTES PERPÉTUELLES.

Extérieures.

5 pour 100.	roubles.	164,646,280
5 pour 100 (septième emprunt)	livres sterling.	15,000,000
3 pour 100.	»	6,933,200

Intérieures.

6 pour 100.	roubles.	49,820,108
4 pour 100 (obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat)		150,843,430
Total général de la dette en	roubles.	648,514,505
Excédant sur l'exercice 1861 : . . .	»	92,372,556

REVIREMENTS.

Dans le courant de l'exercice 1862, la commission d'amortissement a reçu, pour le service des dettes à terme et des rentes perpétuelles et pour ses autres dépenses, 37,801,730 roubles, qui ont été employés conformément à leur destination.

Au 1er janvier 1863, à la suite des remboursements effectués, le fonds d'amortissement disponible s'élevait à 2,182,039 roubles.

BANQUE DE L'ÉTAT.

Voici quels ont été les principaux revirements de la Banque de l'Etat dans le courant de l'exercice 1862 :

I. OPÉRATIONS POUR COMPTE DU TRÉSOR.

A. *Echange des billets de crédit.*

A l'ouverture de l'exercice 1863, le montant des billets de crédit en circulation était de . . . . 713,596,178 roubles.

Dans le courant de l'année il a été émis :		
En échange de numéraire métallique pour	11,221,927	
En échange d'or en poudre ou en pépites. .	7,182,389	
		18,404,316 »
A reporter. . . .		732,000,494 roubles.

	Report.	732,000,494 roubles.
Il en a été retiré de la circulation :		
Contre du numéraire métallique, pour. . . .	35,831,627	
En échange de billets de la Banque à 4 pour 100	4,890,000	
Contre de la monnaie de bronze reçue du trésor en échange de petits billets de crédit . . .	173,005	
En billets hors de service	1,300	
		40,895,932 »
Restait en circulation au 1er janvier 1863 une masse de billets de crédit s'élevant à		691,104,562 roubles.

A l'ouverture de l'exercice 1862, le fonds d'échange de ces billets s'élevait :

En numéraire métallique et en lingots, à.	81,081,629 roubles.
En fonds publics, à.	16,890,000 »
	97,971,629 roubles.

A la suite des revirements de l'exercice, ce fonds présentait au 1er janvier 1863, les quotités suivantes :

En numéraire métallique et en lingots	80,601,107 roubles.
En fonds publics	12,000,000 »
	92,601,107 roubles.

B. *Dépôts des lombards de Saint-Pétersbourg et de Moscou et des ci-devant Banques de commerce et d'emprunts.*

Au 1er janvier 1862, ces dépôts s'élevaient à	186,247,563 roubles[1]
Dans le courant de l'exercice, les dépôts du lombard de Saint-Pétersbourg transférés à la Banque se se sont élevés à	8,369 »
	186,255,932 roubles.
Il a été remboursé, soit en nouveaux dépôts, d'après les règles de la Banque de l'Etat, soit en obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat à 4 pour 100, soit en billets de la Banque à 5 pour 100, pour	75,071,257 »
Restait au 1er janvier 1863 pour. .	111,184,675 roubles.

C. *Billets de la Banque à 5 pour 100.*

La masse des billets de la Banque de l'Etat à 5 pour 100 émis en échange des billets de dépôt des anciens établissements de crédit, et qui se trouvaient en circulation au

1er janvier 1862, était de	274,717,600 roubles.
Dans le courant de l'exercice 1862, il en a été émis pour	34,650 »
	274,752,250 roubles.
Il en a été retiré de la circulation par le tirage effectué en 1862, pour	2,916,900 »
Il a été dépensé pour le service des coupons de ces billets	14,173,344 »
A l'ouverture de l'exercice 1863, il en restait en circulation pour	271,835,350 »

[1] Les dépôts aux caisses d'épargne de Saint-Pétersbourg et de Moscou figurent dans cette somme pour 4,566,260 roubles.

D. *Dette du trésor aux établissements du crédit.*

Au 1er janvier 1862, le total de cette dette s'élevait à	160,017,496 roubles.
Dans le courant de l'exercice, elle s'est accrue de	74,331 »
Total. . . .	160,091,827 roubles.
Sur cette somme, il a été remboursé ou pris en compte, pour. . .	9,054,999 »
Restait au 1er janvier 1863. . . .	151,036,828 roubles.

II. OPÉRATIONS COMMERCIALES DE LA BANQUE ET DE SES SUCCURSALES.

Capitaux.

Capital de fondation de la Banque.	15,000,000 roubles.
Dont il a été distrait pour les opérations des succursales	8,000,000 »
Capital de réserve.	2,375,555 »

Dépôts à intérêt.

Au 1er janvier 1862 il restait à la Banque, en dépôts effectués dans les règles établies pour elle, pour	112,911,559 roubles.
Dans le courant de l'année, la Banque et ses succursales ont reçu pour	7,1705,660 »
Remboursé pour	33,380,087 »
Restait au 1er janvier 1863 pour .	151,237,132 »
Sur cette somme il y avait :	
En dépôts remboursables à volonté, à 3 pour 100, pour	97,839,746 »
En dépôts à terme, à 4 et 4 1/2 pour 100, pour	53,397,386 »

Comptes courants.

Dans le courant de l'exercice 1862, la Banque et ses succursales ont reçu en comptes courants 354,385,954 roubles.

Remboursé	330,760,166	»
Restait au 1er janvier 1863	41,921,462	»

Dépôts en consignation.

Au 1er janvier 1862, la valeur des dépôts en consignation en or, en argent et en titres existants à la Banque, était de 14,486,575 roubles.

Dans le courant de l'année 1862, il en a été reçu pour	45,754,270	»
Restitué pour	27,959,863	»
Restait pour	32,280,982	»

Escomptes.

Escomptes de lettres de change et autres titres	73,603,607	»

Avances.

Sur dépôts de marchandises	7,332,676	»
— de fonds publics	20,279,251	»
— d'actions et d'obligations	16,013,356	»

Bénéfice.

Le bénéfice net acquis à la Banque a été de	1,394,260	»

LOMBARDS

LOMBARDS DE SAINT-PÉTERSBOURG, Y COMPRIS LES AFFAIRES DE LA CI-DEVANT BANQUE D'EMPRUNT.

Au 1er janvier 1862, le montant des prêts à recouvrer des particuliers et compagnies s'élevait à 217,517,020 roubles.

Dans le courant de l'exercice 1862 il a été ajouté au capital, en arrérages d'intérêts dus sur des emprunts, et transféré des créances des directions de l'assistance publique et du lombard de Moscou pour.	10,023,709	»
Remboursé et rayé des comptes pour	19,042,932	»
Restait dû au lombard au 1er janvier 1863.	209,477,794	»

LOMBARD DE MOSCOU.

A l'ouverture de l'exercice 1862, les créances du lombard de Moscou sur les administrations publiques et les particuliers s'élevaient à . . . . 177,136,394 roubles.

Dans le courant de cet exercice, il a été atermoyé des emprunts et transféré des créances des directions de l'assistance publique et du lombard de Saint-Pétersbourg, pour	1,637,417	»
Remboursé et rayé des comptes pour	8,031,019	»
Restait dû au lombard au 1er janvier 1863.	170,742,792	»

MONTS-DE-PIÉTÉ.

MONT-DE-PIÉTÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Au 1er janvier 1862, la valeur des objets engagés était de	2,577,316	roubles.
Il en a été reçu en 1862 pour. . .	5,570,274	»
Retiré, réengagé et vendu pour. .	5,176,136	»
Restait en dépôt au 1er janvier 1863 pour	2,971,352	»

MONT-DE-PIÉTÉ DE MOSCOU.

Valeur au 1er janvier 1862 des objets engagés, .	1,340,446	roubles.
— des objets engagés dans le courant de cette année. . .	1,679,772	»
— des objets retirés, réengagés et vendus	1,570,282	»
— des dépôts restant au 1er janvier 1863	1,491,946	»

DIRECTION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

A l'ouverture de l'exercice 1862, ces directions avaient en dépôts à intérêt	41,652,853	roubles.
Dans le courant de l'exercice elles en ont remboursé et rayé des comptes pour.	6,037,403	»
Restait au 1er janvier 1863, pour .	35,615,450	»
Au 1er janvier 1862, il était dû à ces administrrtions, sur les prêts accordés par elles.	90,786,425	»

Elles en ont atermoyé, en 1862, en les transférant aux lombards et rayé des comptes, pour	18,358,433 roubles.
Leurs rentrées sur ces prêts se sont élevées à.	11,396,438 »
Restait dû aux directions au 1er janvier 1863	61,031,554 »

CAISSES D'ÉPARGNE.

CAISSE D'ÉPARGNE DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Dépôts en caisse au 1er janvier 1862 .	5,647,745 »
— reçus dans le courant de l'exercice	2,400,689 »
— remboursés	2,256,099 »
Restait au 1er janvier 1863, intérêts compris.	5,919,961 »

CAISSE D'ÉPARGNE DE MOSCOU.

Dépôts en caisse au 1er janvier 1862.	2,375,180 roubles.
— reçus dans le courant de l'exercice	963,711 »
— remboursés	776,288 »
Restait au 1er janvier 1863, intérêts compris	2,562,603 »

CAISSES D'ÉPARGNE DÉPENDANTES DES DIRECTIONS DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Dépôts en caisse au 1er janvier 1862.	3,163,805 roubles.
— reçus dans le courant de l'exercice	2,201,383 »
— remboursés	1,620,414 »
Restait au 1er janvier 1863	3,744,774 »

RÉSUMÉ.

DÉPOTS.

A l'ouverture de l'exercice 1863, la totalité des dépôts s'élevait, savoir :

Dépôts à intérêt.

En billets de la Banque de l'Etat à 5 pour 100, à	271,835,350 roubles.
En obligations de l'emprunt consolidé de l'Etat à 4 pour 100, à . . .	150,843,430 »
En billets des ci-devant établissements de crédit, à	111,184,657 »
En billets de dépôt de la Banque de l'Etat à	151,237,132 »
Total. . . .	685,100,587 roubles.

Dépôts en comptes courants.

A la Banque de l'Etat et dans ses succursales, 41,921,362 roubles.

PRÊTS.

A la même date, le montant des prêts à recouvrer s'élevait à . . . . 587,490,047 roubles, y compris 10,589,609 roubles reportés sur les lots de terrain des paysans par suite de l'opération du rachat.

INSTITUTION SUPÉRIEURE DE RACHAT.

Dans le courant de l'année 1862, le nombre des conventions de rachat reçues de 38 gouvernements a été de 2.718.

Dont 2,149 conclues de commun accord entre les seigneurs

et les paysans, et 599 dressées à la demande des seigneurs, en vertu de l'article 35 du règlement sur le rachat.

Le nombre des paysans participant à ces conventions était de 351,284, et la superficie des lots de terrains répartis entre eux s'élevait à 1,185,576 dessiatines.

La valeur des prêts de rachat qui revenaient pour ces terrains était de 37,412,602 roubles.

Le nombre des conventions sanctionnées en 1862 a été de 1,558, auxquelles participaient 192,364 paysans, dont les lots de terrain offraient une superficie totale de 669,887 dessiatines.

Il a été accordé des prêts de rachat pour une somme de 20,580,109 roubles.

Sur cette somme il a été retenu pour créances des établissements de crédit . . . . 10,589,609 »

Et assigné en payement. . . . . . 9,990,500 »

Dont 2,315,050 roubles en billets de la Banque à 5 pour 100;

7,509,150 » en certificats de rachat.

7,757 » en rentes perpétuelles à 5 1/2 pour 100.

25,251 » en argent comptant.

Depuis le 27 octobre 1861, date de l'ouverture de l'institution supérieure de rachat jusqu'au 1er janvier 1863, le nombre des conventions de rachat qu'elle a reçues, a été de 2,776.

Dont elle a sanctionné 1,568.

Le nombre des paysans participant à ces dernières a été de 193,161.

La superficie des lots de terrain qu'ils rachetaient, de 673,989 dessiatines.

Et la valeur des prêts de rachat accordés de 20,687,292 roubles.

COMPTE RENDU

DE LA BANQUE DE L'ÉTAT

Pour l'Exercice 1862.

(Extrait reproduit d'après le *Journal de Saint-Pétersbourg.*)

Le conseil des établissements de crédit de l'empire a tenu, le 11 juin 1863, sa séance annuelle, dans laquelle le gouverneur de la Banque lui a présenté le compte rendu de la Banque de l'État pour l'exercice 1862, dont voici un extrait :

En 1862, comme dans les années précédentes, les opérations de la Banque ont été de deux sortes, opérations pour compte du trésor et opérations commerciales de la Banque.

I. *Opérations pour compte du trésor.*

A l'ouverture de l'exercice 1862, la masse des billets de crédit en circulation s'élevait à la valeur de 713,596,178 »

Dans le courant de l'exercice il en a été émis en échange de numéraire d'or et d'argent pour. . . . . 18,404,316 »

732,000,494 »

Dans la même période il en a été retiré de la circulation en échange d'or, de billets de la Banque à 4 pour 100 et pour solde de payements effectués à l'étranger au moyen

A reporter. . . . 732,000,494 »

Report. . . .		732,000,494 »
du septième emprunt à 5 pour 100 pour une valeur de.		40,895,932 »
En conséquence, à l'ouverture de l'exercice 1863, il restait en circulation une masse de billets de crédit de.		691,104,562 »
Au 1er janvier 1862, le fonds métallique des billets de crédit s'élevait à.		97,971,619 58
Dans le courant de l'exercice le fonds a reçu contre des billets de crédit émis.	17,667,969 83	
Il a été envoyé de l'étranger en à-compte du septième emprunt 5 pour 100.	11,198,802 28	
		28,866,772 11
		126,838,401 69
Il a été payé sur ce fonds, en remboursement de billets de crédit avec prime. . .		34,237,294 28
De façon qu'à l'ouverture de l'exercice 1863 le fonds métallique se montait au chiffre de.		92,601,107 41
Cette somme se composait ainsi :		
Or et argent monnayés et en lingots		80,601,107 41
Obligations du trésor.		12,000,000 »
Total égal.		92,601,107 41
La masse des billets de crédit en circulation a diminué de.		22,491,616 »

Si, de la masse de ces billets en circulation (691,104,562 r.) l'on déduit le fonds métallique, le reliquat, formant, d'a-

près les comptes de la Banque, le découvert sans intérêts du trésor pour les billets, s'élevait au 1[er] janvier 1863 à 599,136,897 r. 84 c., offrant une diminution de 17,121,093 r. 83 c. comparativement au reliquat existant au 1[er] janvier 1862. Cette diminution est le produit du versement au fonds métallique d'une somme de 15,616,167 r 32 c., provenant du septième emprunt à 5 pour 100, et de plus, on l'a converti : *a* pour 173,005 r. reçus en payement de la dette précitée; *b* pour 1,330,621 r. 51 c. représentant les primes reçues en remboursement de billets de crédit à prix graduels contre de l'or et pour 1,300 roubles de billets anéantis par la commission d'amortissement.

Le nombre des billets de crédit falsifiés, saisis et arrêtés à la présentation sur des particuliers dans le courant de l'année, a été de 5,005 pour une valeur de 60,760 roubles.

Depuis la première émission des billets de crédit (1835) jusqu'au 1[er] janvier 1863, le nombre total des billets faux saisis et transmis à la Banque s'est élevé à 29,405 pour une valeur de. . . . . 479,215 r.

La valeur des billets de la Banque à 4 pour 100 qui se trouvaient en circulation au 1[er] janvier 1862 s'élevait à.	36,000,000 »
Il en a été émis en 1862 pour.	12,000,000 »
Total.	48,000,000 »
Par suite du premier tirage, se montant à	360,000 »
la somme en a été réduite, au 1[er] janvier 1863, à.	47,640,000 »
Il a été assigné pour le remboursement de ces billets sortis au tirage.	360,000 »
Sur lesquels il a été payé.	273,300 »
Reste à payer sur ces billets.	86,700 »

Il a été ordonnancé pour le payement des coupons de ces billets. . . . . 1,440,000 »
Sur lesquels il a été payé. . . . . 1,352,052 »

Reste dû pour intérêts non réclamés au 1er janvier 1863 . . . . 87,948 »

Les particuliers auxquels ces billets à 4 pour 100 ont été délivrés ont payé en les recevant, pour intérêts échus à cette date depuis celle de leur émission. . . 1,245,688 84
En les encaissant comme payements, la Banque a bonifié en intérêts à leurs porteurs 1,006,485 85

Différence de ces deux sommes portée au compte des bénéfices 239,202 99

A l'ouverture de l'exercice 1862, les dépôts à intérêts placés dans les anciens établissements do crédit s'élevaient à la somme totale de. 170,643,524 58
Il y a été ajouté en dépôts qui n'avaient pas été remis à la Banque en 1860 par le lombard de Saint-Pétersbourg, à l'époque de sa liquidation. 8,369 78

Total. 170,651,893 36

Dans le courant de l'année il en a été remboursé pour. 69,061,504 91

Restait au 1er janvier 1863. . . . . . . 101,590,388 45

Le montant des dépôts de ce genre qui se trouvaient dans les succursales de la Banque était de. . . . 15,604,040 70
Il en a été remboursé pour. 6,009,752 77

Restait au 1er janvier 1863. . . . . . . 9,594,287 93

Le montant des dépôts à intérêts placés à la Banque s'é-

levait au 1er janvier 1862 à.	75,603,922 44
Elle en a reçu dans le courant de l'année pour la somme de.	43,707,805 76
Total.	119,311,728 20
Les remboursements pendant l'année se sont élevés à.	20,745,274 03
Restait au 1er janvier 1863.	98,566,454 17

A l'ouverture de l'exercice 1862, le montant des dépôts à intérêt placés dans les succursales, d'après les règles de la

Banque de l'État, était de.	37,307,637 »
Elles en ont reçu de nouveaux pour. .	27,997,854 »
Total. . . .	65,305,491 »
Il en a été remboursé pour.	12,634,813 »
Restait au 1er janvier 1863.	52,670,678 »

Dans le courant de l'année il a été payé en intérêts sur les fonds placés à la Banque et dans ses succur-

sales.		5,836,834 10
Au 1er janvier 1862, il était dû aux déposants, en intérêts échus sur leurs dépôts.		5,650,460 69
La somme des intérêts portés à leur crédit dans le courant de l'année, tant à la Banque que dans ses succursales, a été de.		7,089,753 64
Total.		12,740,214 33
Sur cette somme on a porté au capital des déposants aux caisses d'épargne, en intérêts échus sur leurs dépôts au 1er janvier 1862.	192,904 57	
Et l'on a restitué au trésor les intérêts qui avaient été mis à la charge de son compte en 1861 pour les dépôts du trésor, intérêts qui s'élevaient à.	5,457,922 87	5,650,827 44
Restait sur ce compte au 1er janvier 1863		7,089,386 89

La valeur des billets de la Banque à 5 pour 100 qui se trouvaient en circulation à l'ouverture de l'exercice 1862, était de.	274,717,600 »
Dans le courant de l'année il en a été émis pour.	34,650 »
Total.	274,752,250 »
Valeur des billets sortis au tirage en 1862 et rayés des comptes.	2,916,900 »
Restait en circulation au 1er janvier 1863	271,835,350 »
Il existait sur les fonds ordonnancés pour le remboursement des billets sortis au tirage une somme de	4,135,662 50
Sur laquelle il a été réclamé en 1862	3,074,633 75
Au 1er janvier 1863 il restait à rembourser un fonds non réclamé de	1,061,028 75
En 1862, il avait été ordonnancé pour le service des coupons des billets de la Banque à 5 pour 100	19,161,282 38
Sur lesquels il a été payé.	14,173,344 84
Restait dû au 1er janvier 1863 en intérêts non réclamés.	4,987,937 54
Au 1er janvier 1862, le total des sommes converties en rente 4 pour 100 de l'emprunt consolidé était de	13,664,639 56
Dans le courant de l'année il y a été ajouté.	3,666,004 49
Total.	17,330,644 05
Sur lesquels il a été délivré et déduit	106,907 16
Reliquat appliqué, en attendant règlement de compte, au payement de la créance de la Banque sur la commission d'amortissement, ci.	17,223,736 89

A l'ouverture de l'exercice 1862, la dette du trésor pour emprunts faits aux anciens établissements de crédit, était de 160,017,495 74

Il y a été ajouté. 74,331 22

Total. . . . 160,091,826 96

Il en a été amorti. 9,054,998 72

Restait au 1er janvier 1863. . . . . . . 151,036,828 24

Il a été porté au compte du trésor, tant en capitaux qu'en intérêts, pour créances sur des particuliers qui lui avaient été transférées. 8,064,178 08

En vertu d'un rapport du ministre des finances sanctionné par S. M. l'empereur le 15 décembre 1861, la Banque avait été chargée, pour compte du trésor, d'un service de dépenses s'élevant à 10 millions de roubles. Sur cette somme, la Banque de l'État a dépensé en 1862. . . 9,383,955 32

Sur lesquels il a été déduit, pour obligations du trésor (compte général) afférentes aux dépenses effectuées par la Banque dans le premier semestre de 1862. . . . 3,000,000 »

Restait au 1er janvier 1863 au débet de ce compte. 6,383,955 32

Il a été porté à la charge du trésor, pour dépenses effectuées par la Banque pour son compte :

En 1861. 12,000,000

Dans le premier semestre de 1862. 3,000,000

15,000,000

Pour couvrir ces sommes il a été déduit des intérêts revenant au trésor. 750,000

Restait dû au 1er janvier 1863. 14,250,000

A l'ouverture de l'exercice 1862, les anciens établissements de crédit redevaient à la Banque. . . . . 22,370,429 »

Dans le courant de l'exercice, cette dette a été augmentée de 17,705,596 40

Total. 40,076,025 40

Sur lesquels il a été payé. 7,431,264 59

Restait dû au 1er janvier 1863 . . . . 32,644,760 81

Au 1er janvier 1862, les dettes des particuliers et corporations pour emprunts faits aux anciens établissements de crédit s'élevaient à 396,467,148 22

Dans le courant de l'année, ces dettes se sont augmentées de 13,903,928 40

Total. 410,371,076 62

Il a été payé. 19,540,079 46

Restait au 1er janvier 1863. . . . . . 390,830,997 16

Dans le courant de l'exercice 1862, il a été effectué pour compte du trésor des recettes s'élevant à 19,940,009 »

Sur lesquelles il a été dépensé. 146,869 54

Reliquat porté au compte des profits et pertes pour les opérations avec le trésor 19,793,139 46

Au 1er janvier 1862, il restait au crédit du compte des profits et pertes du règlement de comptes avec le trésor. . . . . 4,488,462 »

Cette somme a été portée en déduction des créances sur le trésor.

Dans le courant de l'exercice 1862, il a été porté au crédit du compte du trésor :

En intérêts encaissés pour compte du trésor comme cidessus. 19,793,139 46

En intérêts échus aux déposants, antérieurement à l'exercice 1862. . . . . . . 5,457 922 87

Total à reporter. . . 25,251,062 33

Report. . .	25,251,062 33

A déduire :

Service des intérêts des dépôts placés à intérêts et des billets de la Banque à 5 pour 100.	26,695,788 49	
Pour couvrir les obligations du trésor. . . .	750,000 »	
		27,445,788 49
Excédant des dépenses sur les recettes		2,194,726 16

En attendant le règlement définitif des comptes, cette somme a été déduite du compte courant du trésor.

II. *Opérations commerciales.*

A l'ouverture de l'exercice 1863, le capital de fondation de la Banque était, comme aux années précédentes, de. . . . . 15,000,000 »

Au 1er janvier 1862, le capital de réserve s'élevait à	1,515,555 07
En 1862, il y a été ajouté sur les bénéfices	860,000 »
Total du capital de réserve au 1er janvier 1863.	2,375 555 07

Les revirements généraux des caisses de la Banque et de ses succursales en espèces et billets ont offert les chiffres suivants :

	A la Banque.	Dans les succursales.
Entrées.	286,273,164 06	141,083,517 58
Sorties.	182,464,619 73	146,028,659 13
Totaux. . . .	568,737,783 79	287,112,176 71

Les virements généraux de toutes les opérations de la Banque, y compris les mouvements des caisses, se sont élevés en 1862 aux chiffres suivants :

	Recettes.	Dépenses.	Total.
Banque. . . .	935,261,157 97	931,452,963 64	1,866,714,521 61
Succursales. .	276,216,864 49	281,162,006 04	557,378,870 55
Totaux. . .	1,212,478,422 46	1,212,614,969 68	2,424,093,391 14

Au 1er janvier 1863, les encaisses disponibles en espèces et billets s'élevaient :

A la Banque, à . . .	12,222,551 78	
Dans les succursales, à	5,493,725 43	
		17,716,277 21

Au 1er janvier 1862, les comptes courants se montaient à	16,118,387 52
Dans le courant de l'année il en a été reçu pour	282,831,386 86
Total.	298,949,774 38
Sur lesquels il a été remboursé. . . .	259,354,047 58
Restait au 1er janvier 1863.	39,595,726 80

Dont 26,729,664 r. 88 c. pour le compte du trésor.

A l'ouverture de l'exercice 1862, les succursales avaient en comptes courants.	2,177,187 26
Elles en ont reçu à nouveau pour. . .	71,554,567 05
Total.	73,731,754 31
Sur cette somme il a été restitué. . . .	71,406,119 09
Restait au 1er janvier 1863.	2,325,635 22

Au 1er janvier 1862, la valeur des billets à ordre de la Banque non encore acquittés dans les succursales s'élevait à	1,016,939 41
Dans le courant de l'année, il a été délivré des nouveaux billets à ordre pour	13,433,118 43
Total.	14,450,057 84
Sur lesquels il a été payé.	13,819,307 17
Restait à payer au 1er janvier 1863. .	630,750 67
Les succursales de la Banque ont délivré des billets à ordre pour	5,642,186 43
Sur lesquels il est resté à payer. . . .	853,254 58

Au 1er janvier 1862, le compte courant de la Banque avec ses succursales était débiteur de 13,293,247 46

En 1862, ce passif s'est accru de . . . 124,353,461 53

Total.	137,646,708 99
Dans le courant de l'année il a été porté au crédit de ce compte.	103,642,499 52
Solde débiteur de la Banque envers ses succursales au 1er janvier 1863.	34,004,209 47

Le taux de l'escompte des lettres de change à la Banque a été de 7 pour 100 jusqu'au 14 février, de 6 1/2 jusqu'au 2 mars, de 6 jusqu'au 25 mai, de 5 1/2 jusqu'au 30 novembre, et il a été réduit à 5 dans le courant de décembre.

Dans les succursales, l'escompte a été maintenu presque aux mêmes chiffres, si ce n'est qu'au mois de décembre il a été élevé à 6 pour 100 pour les succursales de Kiew, d'Odessa, de Rostow et de Kharkow.

Dans le courant de l'année 1862, la Banque a escompté à échéances fixes 21,971 lettres de change, y compris les valeurs publiques, pour la valeur de 20,037,288 53

De plus, elle a reçu en lettres de change et traites escomptées par ses succursales. 5,360,582 22

En 1862, les succursales ont escompté 26,280 lettres de change, pour la valeur de 53,566,319 16

Déduction faite des remboursements et des protêts, il restait au 1er janvier 1863 en lettres de change à échoir:

A la Banque, pour . .	7,143,822 70	
Dans les succursales, pour	23,234,304 36	
		30,378,127 06

Comparativement à l'année 1861, l'escompte des lettres de change a offert une diminution de 3,697 dans le nombre

des titres escomptés et de 14,066,380 r. 48 c. dans leur valeur.

Dans le courant de l'année 1862, il a été accordé des prêts :

a. Sur dépôts de marchandises :

A la Banque, pour . . .	899,679 44	
Aux succursales, pour .	6,432,977 40	
		7,332,676 84

Il en a été atermoyé :

A la Banque, pour . . .	12,777 55	
Aux succursales, pour .	360,359 09	
		373,136 64

Restait en dépôt :

A la Banque, pour . . .	832,754 29	
Aux succursales, pour .	3,299,398 09	
		4,132,158 38

Comparativement à l'année 1861, il y a eu diminution de 680,783 r. 95 c. dans les prêts sur dépôts de marchandises.

b. Sur dépôts de fonds publics :

A la Banque, pour	13,487,038 »	
Aux succursales, pour .	6,792,213 30	
		20,279,251 30

Sur ce chiffre il n'a pas été payé à l'échéance :

A la Banque, pour . . .	165,294 »	
Aux succursales, pour .	425,019 46	
		590,313 46

Il restait à recouvrer :

A la Banque, pour . . .	3,459,393 »	
Aux succursales, pour .	2,053,327 09	
		5,512,729 09

Comparativement à l'année 1861, les prêts sur dépôts de fonds publics ont offert un accroissement de 4,144,767 33

c. Sur dépôts d'actions et d'obligations :

A la Banque, pour . . . 13,683,377 »
Aux succursales, pour . 2,329,979 71

16,013,356 71

Sur ce chiffre il n'a pas été payé à l'échéance :

A la Banque, pour . . . 211,446 »
Aux succursales, pour . 117,888 25

329,334 25

Montant des actions et obligations restées en dépôt :

A la Banque, pour . . . 4,629,874 »
Aux succursales, pour . . 970,151 26

5,600,025 26

Comparativement à l'année 1861, il y a eu diminution de 14,788,343 r. 54 c. dans le total des prêts sur dépôts d'actions et obligations.

d. Il a été encaissé, en 1862, en remboursement des avances sur dépôts de quittances des administrations des mines. 1,929,938 69

A la suite de quoi ce compte a été clos.

Sur l'opération des avances sur lingots et monnaies d'or et d'argent à 1 pour 100 de retenue par an, il restait au 1er janvier 1862. . . . . 1,150,862 60

Dans le courant de l'année il a été délivré à nouveau. 1,200,410 20

2,351,272 80

Dont il restait au 1er janvier 1863 . . . 5,818 »

Dans le courant de l'année 1862, il a été vendu par commission de la trésorerie des bons du trésor pour une valeur de . . . . 28,291,750 »

A l'ouverture de l'exercice 1862, le compte de l'opération des lettres de change avec l'étranger était

crédité de	8,144,466 07
Dans le courant de l'année, ce crédit s'est accru de	26,519,294 10
Total.	34,663,761 17
En 1862, il a été délivré et déduit. . .	32,119,294 10
Solde créditeur au 1er janvier 1863. . .	2,544,466 33

A l'ouverture de l'exercice 1862, la Banque possédait en

titres à intérêts pour	3,277,596 22
Dans le courant de l'année elle en a acheté ou pris en payement pour	10,358,741 86
Total.	13,636,338 08
Dont il a été vendu pendant l'année pour	5,765,358 70
Restait au 1er janvier pour	7,870,979 38

La valeur des dépôts en consignation restant au 1er jan-

vier 1862, était de	14,486,675 21
Dans le courant de l'année, il en a été reçu de nouveaux pour	45,754,270 35
Total.	60,240,845 56
Il en a été retiré pour	27,959,862 62
Restait au 1er janvier 1863 pour . . .	32,280,982 94

Sur les titres déposés en consignation, il a été encaissé pour compte des déposants, en intérêts et dividendes, une somme de 802,191 76

Il a été vendu en commission des billets de la Banque à 5 pour 100 pour . . . . 5,402,800 »

Il a été acheté par commission, pour compte des caisses émériales des ministères de la guerre et de la marine, des certificats de rachat à 5 pour 100 pour une somme de . . . . 1,253,700 »

Dans le courant de l'année il a été présenté des billets de

la Banque à 5 pour 100 pour être échangés contre d'autres d'une autre valeur, pour . . . . 29,905,700 »

Au 1er janvier 1862, il restait en obligations de la Banque de Finlande à recouvrer . . . . 700,000 »

Sur lesquelles il a été encaissé . . . . 300,000 »

Somme délivrée à la commission instituée par ordre suprême pour distribuer des secours aux habitants de Saint-Pétersbourg victimes des incendies, et qui doit être couverte au moyen d'une retenue de 1/4 pour 100 sur les lettres de change escomptées par la Banque et sur les prêts sur dépôts de marchandises. . . . . 300,000 »

Depuis le 14 juin, il a été encaissé en remboursement de cette somme. 24,176 42

En 1862, il a été protesté des lettres de change :

A la Banque, pour . .	348,984 31	
Aux succursales, pour	2,815,775 89	
		3,164,760 20

Déduction faite des recouvrements, il restait en souffrance au 1er janvier 1863 :

A la Banque, pour . .	229,967 96	
Aux succursales, pour	1,955,260 20	
		2,185,228 16

Les recouvrements restés en souffrance pour les prêts sur hypothèque se sont élevés :

A la Banque, à	389,517 55	
Aux succursales, à . .	961,266 80	
		1,350,784 35
La valeur des hypothèques vendues ou prises en payement s'est élevée:		
A la Banque, à . . .	384,017 55	
Aux succursales, à . . .	889,046 80	1,273,064 35
Restait en souffrance pour		77,720 »

Au 1er janvier 1863, il restait donc à recouvrer des créances en souffrance pour 2,262,948 16

Somme qui a été déduite des bénéfices de la Banque pour l'exercice 1862.

Les opérations commerciales ont produit en escomptes et intérêts perçus :

	A la Banque.	Aux succursales.
Pour l'escompte des lettres de change. . . .	478,359 74	1,634,833 18
Pour les prêts. . . .	554,142 37	485,154 38
Intérêts des titres appartenant à la Banque	723,564 42	» »
Pour garde des dépôts en consignation et échange de billets. . .	34,486 05	» »
Sur les transferts. .	23,618 88	15,475 09
Pour diverses opérations.	42 587 98	17,312 92
Recouvrements opérés sur les lettres de change et obligations dont la valeur avait été déduite des bénéfices de 1861.	78,875 52	125,236 74
Pour l'opération à l'étranger.	793 361 33	» »
Totaux.	2,728,996 29	2,278,012 31
Total général pour la Banque et ses succursales.		5,007,008 60
Ce qui, avec les intérêts déduits en 1861,		341,617 09
élève le total des bénéfices de 1862 à		5,348,625 69

Report. . . .		5,348,625 69
De cette somme il a été déduit :		
1. Pour frais d'administration et d'entretien de la Banque et des succursales.	454,873 87	
2. Frais divers des opérations et dépenses spéciales.	252,276 19	
3. Frais de port des envois d'argent. . . .	20,598 74	
4. Prise en compte pour lettres de change en souffrance et hypothèques non rendues. .	2,262,948 16	
5. Réescompte sur les opérations échéant en 1863 à la Banque. .	170,305 74	
		3,161,003 70
Reste comme bénéfice net pour les opérations commerciales en 1862	1,394,260 66	
Pour la vente de l'or donné à la Banque en 1861 au taux nominal pour couvrir les lettres de change tirées sur l'étranger.	793,361 33	
		2,187,621 99

Nous joignons ici *le bilan* de la Banque de l'Etat, du 30 novembre 1863, que nous avions sous les yeux lorsque nous avons terminé la première partie de ce travail, et celui du 1er janvier 1864, dont nous avons eu récemment connaissance. Il est facile de voir, en les comparant, que la situation ne s'est pas améliorée.

Balance de la Banque de l'État

ACTIF.		
Réserve métallique. Monnaie d'or	42,829,142 26	68,075,122 85
Réserve métallique. Monnaie d'argent	13,125,598 84	
Réserve métallique. Lingots	119,385 75	
Fonds publics	12,000,000 »	
4 pour 100 billets	7,736,100 »	15,758,503 »
Billets de crédit	8,022,403 »	
Papiers portant intérêt		10,166,879 04
Solde dû par le trésor de l'État pour les billets de crédit		568,812,875 24
Solde dû par le trésor aux succursales de la Banque		132,677,768 57
Dû sur les emprunts faits par des particuliers et payables en 15 jusqu'à 37 ans		357,263,049 82
Lettres de change, etc.		5,042,500 14
Avances diverses		1,058,308 68
Contre papiers divers		3,724 160 »
Actions et obligations		6,726,115 »
Lettres de change protestées		208,254 15
Frais divers		533,102 65
Dépôts divers		776,756 16
Capitaux du comptoir		8,000,000 »
Sommes avancées aux succursales		36,433,198 81
Payé pour compte du trésor		3,493,955 32
Obligations du trésor		17,140,000 »
Payé pour compte du trésor, pour compte des indemnités		36,112,960 76
Intérêts payés du 1er janvier 1863		3,908,154 18
Divers		1,451,497 56
		1,297,363,225 93

au 30 novembre 1863.

PASSIF	
Capital de la Banque	18,000,000 »
Intérêts	1,854,497 01
Id.	170,306 74
Dépôts divers	58,194,555 47
Caisse de Moscou	36,880,742 79
Dépôts de la Banque	98,792,350 70
Billets en circulation	634,775,919 »
Billets de 5 pour 100 en circulation	268,772,600 »
Billets de 4 pour 100 en circulation	47,145,600 »
Transferts	1,298,285 68
Comptes courants divers	27,155,610 97
Dépôts divers	776,756 16
Comptes courants des comptoirs	45,684,674 56
Intérêts divers	1,554,596 94
Soldes dus aux divers	13,606,500 79
Comptoir de Moscou	19,425,067 25
Divers	45 277,381 87
	1,297,365,225 95

Balance de la Banque de l'Etat

ACTIF.		
CAISSE D'ÉCHANGE		
Or monnayé	44,847,982 21	68,531,493 21
Argent monnayé	11,569,289 25	
Lingots	114,221 75	
Fonds publics	12,000,000 »	
Billets de 4 pour 100	8,384,246 »	12,771,384 »
Billets de crédit	4,387,138 »	
Valeurs diverses portant intérêt		10,558,705 55
Dette du trésor pour billets de crédit		508,812,832 47
Dette du trésor pour emprunts aux institutions de la Banque		157,399,060 80
Dettes des particuliers pour emprunts au lombard (payable en 15 ou 37 années) devant servir à l'amortissement de billets de 5 pour 100		356,570,794 81
Lettres de change et autres valeurs de commerce		4,235,785 70
Avances contre dépôts de marchandises		1,021,403 24
Avances contre valeurs diverses (papiers de l'Etat)		4,041,470 »
Avances contre actions et obligations diverses		6,094,284 »
Dépôts, or et argent		728,828 41
Capital des comptoirs de la Banque		8,000,000 »
Sommes avancées aux établissements de crédit		56,891,749 44
Compte du trésor		3,495,955 52
Obligations du trésor		16,590,000 »
Divers		1,284,997 75
		1,292,909,705 40

[1] Suivant les observations faites par *la Poste du Nord,* la balance de 1864 le fond métallique et une augmentation de 61 millions sur les billets en

au 1er janvier 1864 [1].

PASSIF.	
Capitaux de la Banque, fond de roulement et celui de réserve	18,000,000 »
Intérêts de l'année dernière	161,253 61
Dépôts remis par diverses institutions de crédit	36,715,345 95
Dû au comptoir de dépôts de Moscou	35,869,790 60
Dépôts portant intérêts	100,085,897 60
Billets en circulation	636 525,857 »
Billets portant 5 pour 100	268,772,000 »
Billets portant 4 pour 100	47,145,600 »
Transferts	816,150 23
COMPTES COURANTS :	
Trésor 11,685,296 04 Particuliers 13,298,065 57	24,983,361 61
Divers	728,823 41
Dépôts, or et argent	45,023,591 50
Divers soldes	15,114,576 43
Solde à la Banque de Moscou	19,425,067 25
Divers	43,541,803 23
	1,292,909,703 44

comparée à celle du 1er janvier 1863 montre une diminution de 16 millions sur circulation.

(Tiré de *l'Invalide russe*, n° 6, du 9/21 janvier 1864.)

FINANCES DE LA RUSSIE EN 1859[1].

La publicité, qui est l'âme de toute bonne organisation financière et l'élément essentiel d'un contrôle sérieux, éclaire d'une manière fort incomplète l'évaluation des recettes et des dépenses de l'empire russe, aussi bien que la situation des *banques*, institutions qui ont fort peu de ressemblance avec les établissements de ce nom qui fonctionnent en Europe et en Amérique. Le budget russe est encore aujourd'hui comme une terre inconnue où les voyageurs les plus hardis ne peuvent s'aventurer qu'à grand renfort de suppositions, surtout en ce qui concerne les dépenses de l'Etat. Les chiffres donnés par M. le baron de Reden paraissent encore ce qu'on a publié de moins inexact; ils se rapportent à l'année 1852. Depuis lors, des changements notables ont été introduits, surtout dans le revenu des boissons, accru de moitié à la suite des dernières adjudications. Pour divers chapitres, on est réduit à ignorer s'il s'agit de recettes brutes ou bien de produit net.

[1] Nous avons publié le travail dont nous donnons ici le fragment relatif aux finances dans l'*Annuaire de la Revue des Deux Mondes*, 1858-1859, p. 695

Voici les évaluations fournies par M. de Reden :

REVENU DE L'EMPIRE EN 1852.

Domaines, forêts, régie, monopoles.

	Roubles argent [1].	
Domaines	37,550,000	205,927,000
Apanages	3,645,000	
Mines, usines, etc.	30,500,000	
Redevances en nature	20,263,000	
— en argent	11,086,000	
Droits divers (boissons, 78 millions)	102,910,000	

Impôts directs.

Capitation	19,830,000	29,395,000
Routes	2,065,000	
Guildes, patentes, passe-ports de marchands, etc.	7,500,000	

Impôts indirects.

Douanes	31,000,000	33,650,000
Sucre de betterave	450,000	
Timbre, diplômes, etc.	2,200,000	
Divers		6,500,000
Total général.		275,472,000

M. de Tengoborski ne porte le budget des recettes ordinaires pour 1853 qu'à 224,308,000 roubles, et dit que jusqu'en 1839 le chiffre le plus élevé n'avait pas dépassé 163,751,000 roubles. S'il nous a semblé utile de reproduire ces données

[1] La valeur du rouble de 20 gr. 724 au titre de 878 millièmes égale 4 francs. Le cours défavorable du change l'avait déprimée jusqu'à 3 fr. 50 c.; les derniers emprunts, qui ont relevé les approvisionnements métalliques, ont fait remonter la cote à 3 fr. 60 c.

simplement approximatives, et dont les écarts s'expliquent par la différence qui sépare les prévisions budgétaires des recettes effectuées et le produit brut de certains chapitres du produit net, c'est pour donner une idée du rapport entre la dette publique et le chiffre probable du revenu.

Le total de la dette publique inscrite au grand-livre est de 516 millions de roubles, plus de 2 milliards de francs; mais il est loin de constituer tout le passif du trésor. Le gouvernement a largement puisé dans la caisse des *banques* et *lombards*, auxquels il sert des annuités de 4 1 2 pour 100, en prolongeant le terme de l'emprunt à 56 ans. C'est un placement à longue échéance que font ces institutions, tout en s'obligeant, vis-à-vis des déposants dont elles reçoivent les fonds, à un payement à vue, car la condition d'un droit de retrait immédiat accompagne tous les dépôts. — Dans les 516 millions de la dette inscrite se trouve comprise la créance de 150 millions qui appartient aux lombards, nom donné abusivement aux caisses de la maison des enfants trouvés. Outre cette somme, le gouvernement doit 300 millions de roubles, avancés aux mêmes conditions par les banques d'emprunt, sans qu'il en soit fait aucune mention au grand-livre.

La dette publique de la Russie est ainsi composée :

	Roubles argent.
1° Inscriptions du grand-livre	516 millions.
1° Créance intérieure à terme de la banque d'emprunts	300 »
3° Bons du trésor (dette à terme de 8 ans à 4 1/3 pour 100.	93 »
4° Excédant des billets de crédit sur le fonds d'échange.	530 »
Total. . . .	1,439 millions.

Les *billets de crédit* sont un papier émis par le trésor et non par les banques; ils doivent être considérés comme une dette intérieure. Cette dette ne porte pas d'intérêts, mais elle encombre la circulation, surtout depuis la suspension de l'échange en numéraire. C'est une dette flottante qui ne peut manquer d'être consolidée en rentes dès que la Russie voudra sortir du régime des expédients précaires pour entrer dans la voie d'une administration régulière. Il faut ajouter aux chiffres signalés plus haut le montant du nouvel emprunt de 12 millions de livres sterling ou 300 millions de francs que la Russie vient de contracter en 3 pour 100, au taux de 68 francs, réduit par des bonifications d'intérêts à 66 fr. 50 c. Le total de la dette publique se trouve ainsi porté à plus de 6 milliards de francs (6,056 millions). Relativement aux ressources budgétaires dont elle dispose, la Russie est donc un des États les plus obérés de l'Europe. Lorsqu'on déduit de la dette inscrite la créance des lombards, et lorsqu'on fait la somme de toutes les charges qui constituent véritablement la dette flottante[1], on arrive à constater que cette dette s'éloigne peu du chiffre de 5 milliards que lui assignait en 1854 M. Léon Faucher.

La balance générale des opérations des banques pouvait être établie comme il suit, au 1er janvier 1859, en millions de roubles :

ACTIF. — *Débiteurs divers.*		PASSIF.	
Dette inscrite	150	Dépôts versés par les particuliers et par les administrations..................	970
Dette non inscrite.........	300	Capitaux appartenant aux banques ou aux établissements de banque, en y ajoutant leurs profits pour faire la balance................	111
Prêts sur hypothèque.			
A long terme, de vingt-six à trente-trois ans	579		
Effets de commerce et avances à courte échéance....	32		
Autres créances et caisse....	20		
Total...	1,081	Total...	1,081

[1] Toutes les sommes dues aux banques doivent nécessairement être ran-

Le 15 juin 1859, le conseil des établissements de crédit de l'empire a tenu sa séance annuelle pour la présentation des comptes de l'exercice 1858. Le ministre des finances, M. Kniajewitch, s'est expliqué devant ce conseil sur diverses mesures inspirées par une politique réformatrice. En vertu d'une décision de l'empereur en date du 18 avril 1858, 60 millions de roubles ont servi à l'amortissement d'une somme égale en billets de crédit qui ont été brûlés. De plus dans le courant de l'exercice 1858, il a été retiré de la circulation pour 30,648,287 roubles de billets de crédit, échangés contre du numéraire. La somme totale de ces billets, dont la circulation à la fin de 1857 s'élevait à 735,297,006 roubles, était donc encore au 1er janvier 1859 de 644,448,719 roubles, près de 3 milliards de francs! C'est l'impossibilité de maintenir une somme aussi exubérante de papier-monnaie dans la circulation qui a multiplié les dépôts dans les banques. Au lieu de voir dans le chiffre de ces dépôts un témoignage de la confiance publique, le gouvernement devrait y rencontrer la preuve d'une émission exagérée, à laquelle l'échange facultatif contre argent ne sert point de déversoir. Les billets de crédit affluaient dans les caisses des banques, faute de rencontrer un autre emploi; la somme normale qui suffisait aux besoins du marché s'était élevée rapidement sous le coup des dépenses inattendues créées par la guerre d'Orient. L'ancien ministre des finances, M. de Brock, n'avait pas trouvé de moyen plus expéditif que de battre monnaie avec de nouveaux assignats, en même temps qu'il suspendait le remboursement en espèces. C'était la violation la plus directe de la loi relative à l'émission des billets de crédit, qui déclare « que toutes les banques et bureaux du trésor de

gées dans cette catégorie, puisque ce n'est que par une fiction qu'on les considère comme des *créances à terme*, alors que les banques sont sous le coup du retrait immédiat des dépôts.

l'empire doivent les échanger contre espèces, à la demande du porteur. » La masse des billets de crédit qui, en 1853, n'était que de 330 millions de roubles (1,320 millions de francs) fut portée le 1er janvier 1858 à plus de 735 millions (2,941 millions de francs). Dans l'espace de quatre années, il y avait eu un accroissement de plus de 405 millions de roubles (1,620 millions de francs). Ici encore les prévisions des économistes ont été justifiées; l'émission surabondante d'un signe fictif de circulation est la principale cause du mal profond contre lequel se débattent les finances de la Russie.

Le premier résultat de cette mesure fut la disparition presque complète de la monnaie métallique; aujourd'hui encore, malgré les arrivages de métaux précieux de la Sibérie, et, malgré le numéraire que le ministre des finances s'est procuré au moyen d'emprunts, l'or et l'argent sont rares, et le remboursement en espèces n'est pas repris. De là vient la baisse du change, de là une situation défavorable qui pèse sur le commerce russe. Le résultat direct de cette multiplication de véritables *assignats* s'est traduit dans l'accroissement rapide des dépôts faits aux banques et dans la subite élévation du prix nominal des produits.

Le gouvernement se fit remettre par les banques les fonds disponibles, qu'il augmentait au moyen d'émissions de papier-monnaie, en arrivant par ce circuit à un emprunt déguisé sous des formes compliquées. Tant que la continuation des hostilités paralysa l'esprit d'entreprise, ce mouvement put se maintenir; mais le nouveau règne vint ouvrir, avec la paix, une ère de réformes qui devaient donner une impulsion active au travail industriel, commercial et agricole On regarde l'émancipation des serfs, toujours attendue, comme devant produire un immense mouvement de capitaux. Il faudra établir sur d'autres bases le crédit

en fondant un bon régime hypothécaire ; alors, avec les garanties acquises, chacun voudra conserver la libre disposition de son avoir ; mais jusqu'ici, que ce fût de la part du gouvernement un plan prémédité ou le résultat naturel des circonstances, les dépôts devaient affluer aux banques, c'est-à-dire en réalité dans les caisses du trésor, puisque l'industrie, environnée d'entraves, ne pouvait point les employer, et que les lois relatives au crédit personnel avaient arraché à M. de Tengoborski ce triste aveu : « En Russie, le débiteur ne paye que quand il veut, ce qu'il veut et comme il veut. »

Les *banques impériales* n'ont aucune analogie avec les établissements de crédit du reste de l'Europe. On a vu quelle faible somme (32 millions) se trouvait consacrée à l'escompte des effets de commerce et aux avances à courte échéance, sur plus d'un milliard de roubles (4 milliards de francs) accumulés dans les administrations qui portent les noms de *banque d'emprunts, banque de commerce, lombards, établissements publics de charité*. La *banque de commerce* est la seule qui escompte des titres particuliers et commerciaux dans une proportion minime. En somme, ce qu'on a nommé jusqu'ici les *banques russes* n'a guère été qu'une réunion d'établissements de dépôts destinés à alimenter les caisses du trésor, ou à faire des avances à la propriété foncière. Le système suivi à cet égard, si on peut donner ce nom à des errements marqués au coin d'une étrange imprévoyance, est fort simple. Les banques reçoivent toutes les sommes qui leur sont apportées, et délivrent en échange, à la volonté du déposant, un billet nominatif au porteur, toujours remboursable à présentation, principal et intérêt, accru encore des intérêts composés, si le capital a séjourné plus d'un an dans les caisses de la banque.

Le montant des dépôts était employé en prêts sur im-

meubles ou versé dans les caisses du trésor ; mais les prêts étaient à longue échéance, remboursables au moyen d'annuités qui comprennent, outre l'intérêt à 4 pour 100, une prime destinée à l'amortissement successif du capital, tandis que les banques sont exposées à rembourser les déposants sans aucun délai, à simple présentation des titres. Un oukase du 10 avril 1859[1], avant-coureur de l'émancipation, défend d'engager désormais les âmes des serfs, et ne permet de prêter que sur la terre, et non sur les paysans, qui en faisaient la principale valeur. C'est, en réalité, ne plus laisser aux fonds des banques qu'un seul emploi, le versement au trésor. Il en résulte un accroissement de la dette flottante, qui dépasse les proportions fixées par la prudence la plus vulgaire.

Afin d'arrêter l'encombrement qui ne tarda point à naître dans les dépôts, on réduisit à 3 pour 100 l'intérêt, qui avait été jusque-là alloué sur le pied de 4 pour 100 aux déposants ; mais les motifs qui avaient poussé les capitaux vers les banques, l'absence de sécurité pour les autres placements, la stagnation de l'industrie et du commerce, la surabondance des moyens fiduciaires de circulation, continuèrent de peser sur la place. Le nouveau ministre des finances, M. Kniajewitch, voulut combattre le mal en favorisant l'industrie particulière, ainsi que la formation de sociétés qui pourraient fournir un aliment aux capitaux oisifs, et en consolidant une grande partie des dépôts au moyen d'obligations à lon-

[1] Les nouveaux règlements doivent déterminer le mode du prêt, calculé non plus sur le nombre des paysans mâles, mais sur la quantité des bonnes terres que contient le domaine. En attendant la publication de ces nouveaux règlements, l'oukase ordonne à la banque d'emprunt, aux lombards et aux directeurs des établissements publics de charité de suspendre tout prêt sur immeubles, comme aussi de refuser tout renouvellement d'un prêt ancien.

gue échéance qui remplaçaient les titres exigibles à volonté; mais il compromit le résultat, en commençant par recourir à des moyens insuffisants.

Un oukase impérial du 13 mars 1859 autorisa l'émission d'inscriptions d'emprunt consolidé de l'Etat de 250, 500, 1,000, 5,000, 10,000 et 100,000 roubles à 4 pour 100 d'intérêt. Ces inscriptions étaient destinées à absorber la dette flottante des banques, car au 1er janvier 1858 les banques n'avaient pas 59 millions de roubles disponibles pour faire face à la masse énorme des dépôts exigibles. L'intention était bonne, mais la mesure avorta complétement : un intérêt de 4 pour 100 ne pouvait pas suffire pour attirer les capitaux vers un placement fixe, alors que les actions des chemins de fer russes garanties par l'Etat, et les titres de la dette consolidée, ainsi que les obligations des compagnies, offraient un revenu supérieur. Le point de départ de la solution admise paraissait rationnel. Comme les banques ne touchent que 4 pour 100 sur les prêts qu'elles ont consentis aux propriétaires fonciers et au trésor, il semblait y avoir nécessité à ne pas dépasser le taux de 4 pour 100 pour les obligations.

Toutefois l'existence des banques, loin d'être indépendante, s'est en réalité confondue avec les opérations du trésor. Le moment est venu d'écarter les fictions et de porter un remède sérieux à une situation inquiétante. M. Kniajewitch a eu le bon esprit de revenir sur la décision du 13 mars en ayant recours à des dispositions plus radicales. Il a proposé des conditions meilleures aux déposants qui consentiront à transformer leur créance exigible en un placement à long terme, et il a en même temps diminué les avantages attachés aux dépôts. L'intérêt qui leur est accordé est réduit à 2 pour 100, sans cumul d'intérêts composés, et des obligations 5 pour 100 remboursables en trente-sept ans sont of-

fertes aux porteurs des billets de dépôt en échange de leurs titres actuels, sans pouvoir être soldées en aucune autre valeur. C'est une consolidation de la dette flottante accomplie sans aucun ambage, sans pouvoir non plus servir de couvert à un nouvel emprunt, puisque le numéraire métallique et les billets ne peuvent servir à l'acquisition des nouveaux fonds. Toutes facilités sont accordées pour le payement des intérêts des nouvelles obligations dans toutes les *caisses de la couronne*, et pour la participation de ces titres à tous les priviléges acquis à la dette consolidée. Ces obligations, auxquelles on donne le nom de billets de banque de l'État, pourront être au porteur ou nominatives et transmissibles par voie d'endossement; elles seront de 100, 150 500 et 1,000 roubles (400, 600, 2,000 et 4,000 francs). Le cours de l'emprunt 5 pour 100 de 1858, qui atteignit 118, donnait la garantie du bon accueil fait à la création de M. Kniajewitch. En effet, la conversion facultative dont le terme avait été successivement prorogé paraît s'accomplir sur une large échelle; mais elle ne saurait suffire à elle seule pour rétablir une bonne situation financière. Il faudrait contracter un emprunt considérable à l'étranger pour obtenir les valeurs métalliques à l'aide desquelles on pourrait rétablir l'échange facile du papier-monnaie contre du numéraire. Jusque-là on devra vivre d'expédients plus ou moins périlleux.

L'oukase du 13 septembre 1859 prescrit la réorganisation des établissements financiers de l'empire sur une base plus rationnelle : ils ressortiront tous désormais du ministre des finances; celui-ci aura la haute main, non-seulement sur la Banque de commerce et la Banque d'emprunt, mais aussi sur les lombards, qui dépendaient de la quatrième section de la chancellerie impériale, et sur les établissements de bienfaisance et les banques de curatelle, qui faisaient partie

du ministère de l'intérieur. Cet oukase de septembre 1859 se distingue par une innovation remarquable ; il est accompagné de considérants étendus, qui expliquent les motifs et la portée d'un tel acte, comme le faisaient les préambules de nos anciens édits : c'est un pas de fait dans la voie de la publicité et un hommage rendu à l'opinion. Si le gouvernement n'en est pas encore arrivé à la consulter, au moins il reconnaît la nécessité d'expliquer les mesures qu'il arrête. Cette décision importante tend à faire sortir les banques russes de l'impasse où elles se trouvaient engagées. Quant à la conversion des *dépôts* en titres remboursables à longue échéance, elle marchait d'une manière satisfaisante.

Un oukase du 7 août avait déjà statué à l'égard des diverses *catégories officielles* des dépôts opérés dans les banques. Il faisait le classement des capitaux dits *publics* par rapport aux intérêts auxquels ils auraient désormais droit. Les banques ont reçu non-seulement les capitaux des particuliers, mais aussi ceux des communautés, des administrations centrales, locales et spéciales, des églises, des établissements de charité et d'éducation, des sociétés savantes et autres fondations placées sous le patronage ou la direction du gouvernement : ces capitaux ont été désignés sous la dénomination de *capitaux de la couronne*. En 1857, lorsque l'intérêt des dépôts faits par les particuliers avait été réduit à 3 pour 100, celui des capitaux de la couronne avait été abaissé à 1 1/2. Cette décision atteignait d'une manière fâcheuse les établissements de charité et d'éducation, les fondations pieuses, les sociétés savantes, etc. On avait sursis à la mise à exécution du nouveau règlement, qui fut enfin modifié par l'oukase du 7 août. Les *capitaux de la couronne* se trouvent subdivisés en quatre catégories : la première, qui doit être convertie en 4 pour 100, se compose des dotations inamovibles destinées à l'entretien des établissements de

charité et d'éducation, qui conservent ainsi intégralement leur ancien taux de revenu. Les autres capitaux seront placés à 3 pour 100, à l'exception des dépôts accidentels de diverses administrations qui n'auront droit qu'à 1 1/2 pour 100, ou des sommes assignées pour diverses dépenses et remises provisoirement aux banques. Cette dernière catégorie ne touchera aucun intérêt.

Les dépôts de la *couronne* forment une somme de 242,032,089 roubles, tandis que ceux des particuliers s'élèvent à 725,074,952 roubles (près de 3 milliards de francs). Une partie de ce total appartient à des mineurs, et, par conséquent, ne saurait être réclamée brusquement; mais tout le reste est exposé au retrait immédiat, et il faut remarquer en même temps que les propriétaires ne soldent leurs emprunts que par la voie lente de l'amortissement.

En 1858, la masse des capitaux déposés dans les banques, en y ajoutant les intérêts non réclamés, s'est élevée à 302,807,044 roubles, et la somme des retraits a été de 355,615,283 roubles. Les prêts faits à longue échéance par les banques aux particuliers composent 579 millions de roubles (2 milliards 316 millions de francs). D'après le préambule de l'oukase de septembre 1859, les deux tiers des terres seigneuriales peuplées de paysans seraient engagés de cette manière; elles contiennent 7,183,626 âmes, c'est-à-dire une population de plus de 14 millions d'habitants. Les avances n'ont donc été faites par les banques que dans une proportion fort restreinte, elles pourront, dans beaucoup de cas, se balancer avec l'indemnité due aux seigneurs par les paysans.

Deux commissions ont été nommées au ministère des finances pour préparer les réformes que l'émancipation des serfs rend indispensables dans l'organisation du crédit territorial et dans l'assiette même de l'impôt. La première de ces commissions, présidée par le directeur de la chancellerie de

crédit, M. Hagemeister, a pour tâche de préparer le règlement des *banques foncières*[1]. L'autre commission, où figurent des économistes et des administrateurs, MM. Bunge, Vernadski, Eugène Lamanski, Boutowski, Nebolsine, Solavief, etc., est chargée d'étudier un nouveau système d'*impôts et de droits*. Tout le monde reconnaît que la *ferme des eaux-de-vie*, qui fournit aujourd'hui presque la moitié des recettes du trésor, 120 millions de roubles (480 millions de francs) ne saurait être renouvelée. Les abus criants qu'elle entraîne, la dépravation qu'elle entretient, l'ivrognerie, cette plaie hideuse du peuple russe, qu'elle excite, en font une véritable calamité publique. Déjà les sociétés de tempérance se propagent, surtout en Lithuanie; mais ce que l'on aura peine à croire, c'est que l'autorité, en présence de la baisse des recettes, ait cru devoir prendre des mesures contre ces tentatives de régénération morale. Ainsi une circulaire du gouverneur civil de Vilna, du mois de mars 1859, commence par ces mots : « Le ministre des finances, ayant appris que le clergé catholique du gouvernement de Kovno, avait, sans en référer à l'autorité, formé une société *qui cause un préjudice aux intérêts du trésor*, invite le gouverneur militaire de Vilna et le général gouverneur de Grodno et de Kovno à empêcher la formation de pareilles sociétés. » Le gouvernement s'applique ainsi à entraver le développement de la *tempérance*, et par conséquent de la moralité; c'est là un des actes les plus significatifs et les plus déplorables qu'il soit possible de signaler. Cependant l'empereur Alexandre II a décidé que les baux actuels pour les liqueurs

[1] Cette commission a terminé ses travaux; elle a autorisé tous les systèmes de formation de *banques foncières* et d'*association de crédit territorial*. Déjà des souscriptions importantes ont été recueillies pour fonder le capital de plusieurs de ces institutions; mais, pour qu'elles fonctionnent avec sécurité, il faut un bon régime hypothécaire.

spiritueuses ne seraient plus renouvelés; le fermage des eaux-de-vie ne tardera donc pas à disparaître. Une partie du 1/2 milliard qu'il produit pourra être conservée au profit du trésor sous une forme moins odieuse, mais il faudra songer à d'autres ressources pour combler le déficit. D'ailleurs tout le système des impôts directs repose sur le servage, qui formait la base de l'organisation civile; en présence de la libération des serfs, tout ce système devra être remanié.

FINANCES DE LA RUSSIE EN 1860[1].

La situation financière de la Russie ne s'est guère améliorée en 1860. Nous avons essayé de donner dans l'*Annuaire* précédent un aperçu aussi exact que possible du budget et de la dette de ce vaste empire[2]. Dans l'absence d'un état régulier des recettes et des dépenses, et de tout compte rendu officiel sur la marche des finances, on est obligé de s'en tenir aux résultats probables, en rapprochant les divers documents qui peuvent jeter du jour sur la question.

Le revenu des domaines de l'État s'est élevé en 1856 à 45,412,886 roubles argent, dont il a été versé dans les caisses du trésor, déduction faite des dépenses, 32,656,063 roubles. En retranchant les frais d'administration, la recette nette ne s'élève pas à 25 millions de roubles. Quand on songe à l'immensité de ces domaines, qui s'étendent sur 88 millions d'hectares de terre et plus de 100 millions d'hectares de bois, avec une population de 19 millions de paysans, on ne saurait assez s'étonner d'un produit aussi insignifiant. L'impôt personnel des habitants est compris dans cette somme inférieure à 100 millions de francs, qui représente à peine 5 francs par tête et 50 centimes par hectare, impôts compris.

La population totale de la Russie, d'après le dernier re-

[1] Notre travail auquel appartient ce fragment a paru dans l'*Annuaire de la Revue des Deux Mondes* de 1860, p. 475. Nous le publions, comme le précédent, sans y introduire aucune modification.

[2] *Annuaire* de 1858-1859, p. 695.

censement (novembre 1860) est de près de 69 millions d'habitants. L'impôt de la capitation donne environ 20 millions de roubles. Les sources principales du revenu public sont toujours les droits sur les boissons, qui montent à 120 millions de roubles, et les douanes à 35 millions. Le total des recettes n'atteint pas 250 millions de roubles (un milliard de francs).

La dette publique inscrite et portant intérêt s'élevait au 1er janvier 1860 à 555 millions de roubles; en outre, le trésor était grevé d'une *dette flottante* (en y comprenant les billets de crédit) d'environ un milliard de roubles ou 4 milliards de francs. La circulation fiduciaire des billets de crédit de l'État montait à cette époque à environ 680 millions de roubles. Elle avait été à son apogée en 1857, où elle dépassait 735 millions de roubles.

En 1860, il a été émis à Londres un emprunt russe de 5 millions de livres sterling, 4 1/2 pour 100, et cinq nouvelles séries de bons du trésor de 3 millions de roubles; enfin, la Banque de l'État a été autorisée le 16/28 décembre 1860 à émettre pour 100 millions de roubles d'obligations à 4 pour 100, remboursables en argent en 40 ans. C'est en réalité un nouvel emprunt intérieur qui a déjà été réalisé pour 12 millions de roubles.

La gêne des finances russes n'est un secret pour personne ; deux causes principales les minent : une émission désordonnée de papier-monnaie et l'absence d'un budget régulier. Si les réformes dont l'émancipation des serfs devrait être le point de départ conduisaient à établir une sorte de constitution financière de l'État, on pourrait espérer de donner une base à un emprunt métallique qui amènerait une reprise des payements en espèces vainement promise par l'oukase du 10 janvier 1855. Jusque-là tout périclitera. Les diverses mesures mises en avant pour retirer une certaine partie des

assignats au moyen de la création des obligations à long terme risquent fort de n'offrir que d'impuissants palliatifs.

Le compte rendu annuel présenté par le ministre des finances le 13/25 septembre 1860 au conseil des établissements de crédit de l'empire, n'a pas réussi à voiler toutes les plaies ni à écarter des appréhensions légitimes.

L'Annuaire précédent a raconté les efforts au moyen desquels M. Kniajewitz a voulu consolider une grande partie des dépôts faits aux anciennes institutions de crédit. D'après son compte rendu, la dette de ces établissements s'élevait à 967,107,000 roubles argent; on a souscrit pour 54,752,453 roubles argent de billets à 4 pour 100 et pour 272,620,800 roubles argent de billets à 5 pour 100; 92,876,107 roubles argent attendaient leur tour pour être convertis en billets à 4 pour 100; 197,412,761 roubles argent ont été payés aux dépositaires qui désiraient leur remboursement; enfin, 28,892,902 roubles argent ont été restitués au trésor, auquel ils appartenaient, de manière qu'il ne restait dans les banques de capitaux déposés que pour une somme de 328,550,000 roubles argent, dont une partie était encore destinée à être convertie en billets à 4 pour 100. Sans doute c'est quelque chose que d'avoir conjuré ainsi le péril d'un remboursement à court terme, alors que le fonds des dépôts avait servi à des prêts à longue échéance. Pour empêcher le retour de pareils embarras, l'oukase du 26 décembre 1859 avait défendu l'acceptation de nouveaux dépôts à la Banque d'emprunt, aux lombards et aux directeurs d'établissements publics de charité, en ne les permettant à la Banque de commerce que jusqu'au 1er juillet 1860.

Ces divers établissements se trouvent fondus dans la Banque de l'État, grande institution de crédit, dont les statuts ont été sanctionnés par l'empereur le 31 mai 1860. Depuis le 1er août de cette année, la Banque de l'État a commencé l'encaisse-

ment en comptes courants des dépôts des administrations publiques et des particuliers. En même temps, les établissements de crédit ont cessé de prêter sur hypothèque, ce qui met dans un grand embarras les propriétaires fonciers. Divers projets de banques territoriales ont été mis en avant pour remédier à cette pénurie, au moment où l'abolition du servage impose la nécessité d'un capital de roulement; mais aucun n'a encore abouti.

En attendant, la situation s'est singulièrement aggravée en ce qui concerne la circulation. En présence d'une masse exubérante de billets, le cours du change s'est constamment maintenu contre la Russie dans une proportion ruineuse, et toute la monnaie divisionnaire a disparu. Afin d'obvier à ce grave inconvénient, l'oukase du 22 mars 1860 a réduit de 15 pour 100 la valeur intrinsèque des pièces d'argent de 20, 15, 10 et 5 kopecks, en adoptant pour ces petites monnaies le titre de 72/96 de fin, au lieu de celui de 83/96. Toute la masse des 30 millions de francs en argent provenant de l'échange de pareille masse d'or fait par la Banque de Saint-Pétersbourg avec la Banque de France doit être convertie en cette monnaie divisionnaire.

Aux termes du *résumé* présenté par le ministre des finances, à l'ouverture de l'exercice 1860, les fonds des lombards, des anciennes banques d'emprunts et de commerce (maintenant supprimées), et des donations, des établissements publics et de charité, s'élevaient ensemble, en dépôts, à 805,425,226 roubles, en prêts, à 1,068,481,293 roubles.

Dans le courant de l'exercice 1859, le montant des dépôts, y compris les intérêts non réclamés, s'est élevé à 227,649,194 roubles, et celui des remboursements à 542,113,818 roubles.

La liquidation des anciens établissements de crédit a donné lieu à rechercher les phases par lesquelles ils ont passé. Un

économiste distingué, M. Eugène Lamansky, adjoint du directeur de la Banque de l'Etat, a consacré à l'histoire de ces institutions financières un travail remarquable, publié dans le *Recueil des données statistiques sur la Russie*.

Le projet de création d'une *Société générale de banque et de commerce* ne s'est pas réalisé. Le gouvernement s'est décidé à donner une base nouvelle au crédit en créant, par l'oukase du 31 mai (12 juin) 1860, la Banque de l'Etat, à laquelle ont été confiées les opérations suivantes : 1° l'escompte des lettres de change russes et étrangères, ainsi que d'autres valeurs à terme du gouvernement et des papiers publics à intérêts; 2° l'achat et la vente des matières d'or et d'argent; 3° le recouvrement, pour le compte des tiers, de lettres de change et autres valeurs à terme; 4° l'encaissement des dépôts donnés en garde à intérêts; 5° la concession de prêts; 6° l'achat et la vente pour le compte des tiers des billets à 5 pour 100 et autres fonds publics, 7° l'achat et la vente des fonds publics pour son propre compte.

La Banque de l'Etat a été établie avec un capital de 15 millions de roubles; elle a reçu les encaisses des anciens établissements de crédit, et répond des engagements contractés par ceux-ci. Des obligations spéciales du trésor la garantissent pour le moment des *dépôts*, qui dépassent la valeur des garanties et des encaisses. Le but principal de cette fondation est « d'activer les revirements du commerce et de consolider le système de la monnaie fiduciaire. » C'est là un *desideratum* utile, mais les moyens mis à la disposition de la Banque de l'Etat au 1er mai 1861 sont remarquables par l'exiguïté du portefeuille commercial (13,648,344 roubles), qui est d'environ 50 millions de francs seulement, tandis que la dette sans intérêts du trésor pour billets de crédit s'élève à 619,919,567 roubles, c'est-à-dire à 2 milliards 1,2 de francs. La réserve métallique n'atteint pas 86 millions de

roubles (340 millions de francs); en présence d'un montant total des billets de crédit en circulation qui est de 714,629,069 roubles ou plus de 2 milliards 858 millions de francs.

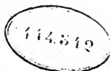
La Banquo de l'Etat ne se présente en réalité que comme une grande machine de liquidation et de centralisation des obligations fiduciaires et de la dette flottante de l'Etat. On prétend aussi que l'on résoudra, à l'aide de cet instrument financier, le problème capital de l'échange des billets contre la monnaie métallique; mais pour cela il faudrait un grand emprunt; pour le contracter, il faudrait un budget régulier, et pour obtenir ce budget, il faudrait à la Russie des institutions nouvelles. Tout s'enchaîne donc, tout se lie, et les nécessités les plus pressantes de la société moderne condamnent un régime d'absolutisme et de mystère.

UN DERNIER MOT.

Au moment de faire mettre sous presse cette dernière feuille, nous recevons une lettre de M. de Molinari qui, tout en maintenant les paroles citées par nous (p. 256, numéro du 1er mars 1861 de la *Revue des Deux Mondes*, et p. 400 de ce volume), dit qu'il les appliquait spécialement à la Crimée et non à la Russie tout entière. Nous nous félicitons de pouvoir encore publier ici cette rectification, car nous tenons avant tout à la scrupuleuse exactitude des données produites.

Nous avons suffisamment expliqué (p. 236) le motif pour lequel les dépôts se multiplièrent dans les banques : la cause n'en était nullement dans l'abondance du capital, mais bien dans l'exubérance d'un papier-monnaie dont on ne pouvait faire un meilleur emploi. Nous ne saurions donc admettre l'opinion de notre savant collègue, pas plus que nous n'adoptons une appréciation, par trop flatteuse, des résultats de l'exploitation agricole de la Russie. M. de Molinari s'appuie sur l'autorité de M. de Tengoborski ; est-ce qu'il oublie que cet écrivain, d'accord avec le baron de Reden, a évalué à moins de quatre grains le rendement moyen du blé dans l'empire?

Il se laisse aussi trop facilement séduire par le tableau de la situation actuelle des paysans. Nous avons été le premier à réclamer l'émancipation et à en saluer le bienfait; mais nous ne sommes nullement surpris des difficultés de la transition : personne n'a intérêt à les dissimuler. On sait dans combien de contrées une mesure de bienveillance et de liberté s'est traduite en actes de violence et en crimes odieux, contre lesquels la force armée a



dû sévir : on transformera difficilement les paysans russes en bergers d'Arcadie.

Jamais nous n'avons porté à 157 millions de roubles la somme des *bons du trésor* russes ; notre évaluation a été au contraire au-dessous de la réalité, puisque nous n'avons estimé le chiffre qu'à un demi-milliard de francs dans notre premier travail. Ce n'est donc pas de notre côté qu'une erreur a été commise.

M. de Molinari trouve la Russie *formidable pour la défense* (nous avons été étonné, soit dit en passant, de le voir de composition facile pour les abus périlleux du papier-monnaie), mais il la déclare *impropre à l'agression*. Il condamne donc comme nous une politique injuste et agressive, de nature à compromettre la paix, ce premier besoin d'un pays appelé à se transformer. Nous sommes heureux de nous rencontrer en ceci du même avis que notre savant et spirituel collègue, dont nous pouvons regretter quelquefois les divergences d'opinion sans qu'elles portent jamais atteinte aux sentiments d'affectueuse estime que nous lui avons voués depuis longtemps.

Paris, 17 mars 1864.

FIN.

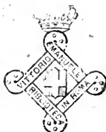


TABLE DES MATIÈRES.

TROISIÈME PARTIE.

QUATRIÈME PARTIE.

DOCUMENTS OFFICIELS ET NOTES.

Documents :

Notes :

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



DU MÊME AUTEUR

SOUS PRESSE

Pour paraître en avril 1864

LA QUESTION DES BANQUES

Un beau volume in-8°. — Prix : 5 francs.

TRAITÉ DE LA MONNOIE

DE NICOLE ORESME

SUIVI DU

TRAITÉ DE LA MONNOIE DE COPERNIC

TEXTE LATIN ET VERSION FRANÇAISE

Avec Introduction & Commentaire

Un volume grand in-8°, papier vélin.

PRIX : 7 FR. 50 C.

Le même, sur papier de Hollande, tiré à petit nombre : 12 francs.

Paris. — Typographie HENNUYER ET FILS, rue du Boulevard, 7

